

cahiers

LEON TROTSKY



ESPAGNE : HOMMES ET COURANTS

- Luis García Palacios Mon chemin a croisé celui de Trotsky
Andy Durgan Les Trotskyistes espagnols et la fondation du POUM
José Gutiérrez Alvarez Nin, Maurin et Andrade La Question anarchiste
Agustin Guillamon Iborra G. Munis, un révolutionnaire méconnu
Pierre Broué Quelques leurs venues d'archives

50

Mai 1993

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LÉON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son OEuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LÉON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Gilles Vergnon, secrétaire,
Rédaction des *Cahiers* : Pierre Broué, BP 276, 38407 Saint Martin d'Hères Cedex

Administration des *Cahiers* :

Luc Aujame, 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle

ABONNEMENT

Abonnement de soutien : 300 F, 350 F et plus

Etudiants :

demi tarif pour les moins de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

• France : 4 Nos (1an) 130 F

Particuliers :

• France : 4 Nos (1an) 250 F

• France : 8 Nos (2ans) 500 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 300 FF

• Etranger : 8 Nos (2ans) 600 FF

Institutions :

• France : 4 Nos (1an) 350 F

• France : 8 Nos (2 ans) 700 F

• Etranger : 4 Nos (1an) 400 FF

• Etranger : 8 Nos (2 ans) 800 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* sont actuellement disponibles au prix unitaire de **50 frs pour les abonnés** (prix public de 80 frs) + frais de port.

Petite collection du N° 1 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 1 au 39 : 1 500 frs (+ 80 frs de frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international,

sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère de 50 frs (commission pour la banque)

Règlement à l'administration des *Cahiers Léon Trotsky*

par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de LUC AUJAME

à adresser à Luc Aujame - 477 chemin du Puits, 69210 Fleurieux sur l'Arbresle, France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Pierre Broué

cahiers

LEON TROTSKY

n° 50

Mai 1993

ESPAGNE : HOMMES ET COURANTS

Présentation 5

SOUVENIRS

Luis García Palacios — Mon chemin a croisé
celui de Trotsky 7

ETUDES

Andy Durgan — Les Trotskystes espagnols et la fondation
du POUM 15

José Gutiérrez Alvarez — Nin, Maurin et Andrade dans
l'histoire du marxisme espagnol 57

José Gutiérrez Alvarez — La Question anarchiste 71

Agustin Guillamon Iborra — G. Munis, un révolutionnaire
méconnu 85

DOCUMENTS

Pierre Broué — Quelques lueurs venues d'archives sur les
relations entre Trotsky, Nin, Andrade et Lacroix 99

LES DEPARTS 123

Journal de la République

Photo de couverture : Andreu Nin.

MARGUERITE BONNET N'EST PLUS

Marguerite, qui avait la responsabilité des droits littéraires de Trotsky en Europe depuis la mort de Natalia Trotsky, avait été la première présidente de l'Institut Léon Trotsky et l'animatrice de la première équipe rédactionnelle des Cahiers Léon Trotsky. Nous publions dans ce numéro le faire-part reçu pour nos amis et abonnés et dans le prochain nous publierons une note sur sa vie de militante.

Marguerite Bonnet n'est plus depuis le 18 mars 1993. Mais sa présence lumineuse reste parmi nous. Ces mots imparfaits voudraient rappeler les traits marquants de l'être rare qui nous est brusquement arraché, alors qu'il y a une semaine encore sa table chargée de livres et de feuillets attestait son indomptable vitalité. L'étendue du savoir, la rigueur dans l'analyse, la justesse dans l'exposé, la culture sans frontières faisaient partie de sa personnalité intellectuelle, mais elle possédait aussi la capacité intuitive d'éclairer l'obscur d'un poème ou de faire sourdre d'un tableau contemplé une mystérieuse évidence. On ne s'étonnera pas que l'étude de l'aventure surréaliste l'ait puissamment sollicitée, lui inspirant ses écrits majeurs. Cet élan de passion lucide s'était affirmé dès la fin de ses études dans de dangereuses activités clandestines sous l'occupation, puis dans des engagements assumés au nom de la haute idée qu'elle se faisait de la liberté. Tant il y avait en elle de qualités que la vie montre rarement réunies : l'audace sans réserve aucune dans les options personnelles et le respect vital d'un choix différent chez l'autre ; l'énergie de l'esprit et la générosité rayonnante ; la véhémence quand l'honnêteté intellectuelle l'exigeait, et la vive sensibilité toujours ouverte à l'accueil, comme nombre d'amis, de collègues, d'étudiants avaient pu l'éprouver. Sa faculté de saisir ce que la simplicité du quotidien offrait de poétique ou de merveilleux s'alliait en elle à une peu commune acuité critique devant les œuvres les plus complexes de l'art et de la littérature au XXe siècle. Dans les paysages de cette Auvergne où elle avait son enracinement et où elle aimait retrouver la solidité de liens familiaux qui lui étaient chers, devant cette montagne Ste-Victoire, austère et majestueuse, ombre ou lumière, elle savait retremper les forces morales et intellectuelles qu'appelaient ses travaux menés parfois au-delà de la résistance physique. Marguerite n'était pas de ces êtres qui s'épargnent : personne ne se refusa moins dans l'amitié — "la plus sûre amitié", comme elle aimait l'écrire à la fin de ses lettres — qu'elle considérait comme la première des valeurs. Elle eut des liens privilégiés avec quelques-uns des grands écrivains et artistes de notre temps : André Breton, dès la première rencontre, lui accorda une confiance et une estime entières qui ne devaient jamais se démentir. Tous ceux qui eurent la chance de la connaître savent qu'elle ne ménéa jamais le don d'elle-même. Ce qu'elle avait écrit il y a trente ans à propos de Natalia Sedova Trotsky, dont elle fut l'amie, s'applique tout autant à elle : Marguerite, "c'était le pouvoir admirable de s'intéresser toujours aussi ardemment aux choses et aux êtres. Elle alliait la force d'âme que toute sa vie a prouvée à une sensibilité vibrante et la haute générosité de l'esprit et du coeur".

Philippe Bernier, son époux,
sa famille, ses amis.

Présentation

Les **Cahiers Léon Trotsky** reviennent à l'Espagne avec une série d'inédits et de documents d'archives et des thèmes nouveaux.

Ils s'ouvrent par des souvenirs de **Luís García Palacios**, un des pionniers du PC puis de l'Opposition de gauche en Espagne.

Andrew **Durgan**, auteur d'une thèse sur le BOC, a étudié les trotskystes espagnols jusqu'à la formation du POUM dans un article clair autant qu'érudit. José **Gutiérrez Alvarez** s'est attaché à la "question anarchiste" et a étudié l'attitude d'une partie de l'histoire académique espagnole devant Nin, Maurín, Andrade: le bilan est sévère. Pierre **Broué** a montré quelques apports de diverses archives à la question si controversée des rapports entre Trotsky et Nin, mais aussi Lacroix et Andrade.

Agustín **Guillamón** Iborra présente pour la première fois de façon ample la figure exceptionnelle de G. Munis. Nous sommes heureux de le recevoir dans nos colonnes et d'y faire une place à Munis, en effet "révolutionnaire méconnu", qu'il n'était pas facile d'aborder de son vivant.

Ce numéro était depuis longtemps composé quand nous avons reçu des manuscrits de **Charles Orr**, témoin et acteur, que nous serons heureux de publier dans un prochain numéro.

Luis García Palacios

Quand mon chemin a croisé celui de Trotsky

Né en 1896, Luis García Palacios avait été arrêté pour son activité politique alors qu'il faisait son service militaire, puis avait été condamné à deux ans de prison. Entré dans les chemins de fer, il dirigea à Palencia la section locale des Jeunesses socialistes, puis dirigeant des JS d'Oviedo, secrétaire de l'agrupación socialista passa au parti communiste. De retour à Palencia où il fut employé de banque et dirigea le syndicat UGT correspondant, il fut, en tant que secrétaire de la Casa del Pueblo l'organisateur de nombreux syndicats. Appelé à Madrid pour devenir secrétaire général des Jeunesses communistes, il se rendit à Moscou pour trouver avec d'autres une solution à la crise de direction du PCE. Il croyait y être parvenu quand son chemin croisa celui de Trotsky. Il raconte dans la brochure Los dirigentes del Partido comunista, al desnudo (Madrid, 1931), cette expérience qui décida de la suite de sa vie. Militant de la Izquierda comunista à sa fondation sous le pseudonyme de Roberto Mariner, Luis García Palacios était l'un des dirigeants du POUM de Madrid en 1936 et écrivit à Trotsky une lettre célèbre. Le récit ci-dessous commence à l'automne 1927 où il se trouve à Moscou où il a été convoqué pour un exécutif du Comintern et les problèmes spécifiques du PCE.

Je rencontraï dans les couloirs du Kremlin quelques fonctionnaires des partis américains et nous évoquâmes la brûlante question du "trotskysme".

Quiconque avait, comme moi, toujours servi la cause communiste sans être payé par Staline, devait naturellement se comporter avec une indépendance de jugement absolue. Je ne cachais pas mes vives sympathies pour Trotsky, la

grande figure de la révolution mondiale, pour le camarade que les communistes honnêtes tenaient pour le seul héritier direct et légitime de Lénine.

Je m'en pris publiquement et sans précautions à l'atmosphère de calomnie qu'on respirait en ces lieux et condamnai sévèrement l'attitude des fonctionnaires qui, après s'être déchaînés dans des réunions interminables contre le "trotskysme", refusaient à Trotsky le droit de se défendre. Pour moi, il était clair qu'il s'agissait plus d'une bande d'aboyeurs que d'un plénum élargi de l'Internationale. On aurait difficilement trouvé dans le millier de délégués une dizaine de représentants authentiques de leurs partis. Il me suffisait de constater que la délégation espagnole elle-même avait été désignée sans intervention ni information de la base et que, sur les trois qui la constituaient, deux étaient des fonctionnaires, moins moi, dont ils espéraient faire "l'agneau", bien que la renarde fut très visible.

Je n'aurais jamais cru ces hommes capables de donner un spectacle réellement répugnant. J'assistai à ces mémorables séances croyant qu'on y aborderait les problèmes fondamentaux de la révolution mondiale. Au contraire, elles se transformèrent en une série d'attaques ignobles contre Trotsky, privé de la possibilité de se défendre. Aucun des orateurs, dans leurs rapports respectifs, ne manqua de consacrer la plus grande partie de son intervention à asséner les mensonges les plus grossiers, les attaques les plus lâches contre Trotsky. Ainsi l'exigeait la bureaucratie. Le fonctionnaire qui ne se distinguait pas par sa fureur antitrotskyiste se sélectionnait *ipso facto* et était sûr d'être destitué au retour. Moi aussi, j'ai été destitué, mais ils ne m'ont pas enlevé ma paie...

Dans la conversation, nous en arrivions à des extrêmes. Y prenaient part avec moi Bullejos et Casanellas. Le premier pour défendre hypocritement l'attitude de ce plénum... de bureaucrates, le second pour ajouter une raison de profit. Naturellement nous ne pouvions nous convaincre mutuellement. Il y avait en lutte deux tendances et deux méthodes inconciliables : celles de ceux qui font du communisme une profession et un moyen de vivre et celle de ceux qui, comme nous, faisons du communisme l'objet de notre dévotion et sommes prêts à lui donner nos moyens de vivre.

La nouvelle de notre controverse se répandit dans l'immense Kremlin comme une traînée de poudre. Un délégué espagnol avait "osé" défendre Trotsky. Peut-être pensa-t-on d'abord à le priver d'"emploi et de solde", le temps de régler l'affaire. Mais c'était un emploi honoraire et l'affaire pressait. Pas une question de bureau. Comme on ne pouvait l'envoyer en Sibérie, il fallait faire le vide autour de lui et l'expédier au bon moment dans son pays. En effet, mes interventions dans les réunions suivantes manquaient d'intérêt. Je fis un rapport sur la situation espagnole que je considérais comme nécessaire pour la documentation de la commission, alors que celui que fit Bullejos abondait à mon avis en lieux communs et n'apportait rien d'intéressant. Mon rapport fut escamoté. On me priva de traducteur. Le changement de front fut trop brutal pour que je puisse le prévoir. Presque sur le point d'être mandaté pour réorganiser le parti, une fois

prises les premières résolutions conformes à ma position, une fois condamnée catégoriquement la politique de Bullejos, je tombai en disgrâce et mes remarques étaient déjà sans importance.

C'est dans ces jours qu'éclata une énorme émotion. Trotsky, Kamenev et Zinoviev allaient pouvoir intervenir dans le plénum élargi pour se défendre devant les délégués étrangers contre les attaques dont ils étaient sans cesse l'objet. La bureaucratie ne pouvait dissimuler sa peur. Les calomnies baissaient. Les calomniés se défendaient et, comme peut-être Zola dans le procès Dreyfus, l'accusation devenait défense et la défense accusation. La résistance des épigones staliniens à l'intervention de l'Opposition dans les débats fut acharnée. Ils ajoutaient, en plus de leurs "thèses" que, puisque Trotsky avait été exclu du comité exécutif de l'Internationale, il avait été ainsi privé du droit de prendre part aux délibérations. Effectivement, deux mois auparavant, les staliniens, prévoyant qu'ils allaient avoir à subir la critique impitoyable de Trotsky, l'avaient exclu. Je trouvais logique qu'en démocratie ouvrière — et les communistes honnêtes étaient là-dessus d'accord avec moi — personne ne puisse être privé du droit d'exercer les fonctions qui lui avaient été confiées sans avoir été révoqué par ceux qui l'avaient élu. Et par conséquent, Trotsky ayant été élu par un congrès, seul un congrès mondial avait pouvoir de le destituer. Mais la bureaucratie ne se croyait pas tenue de manifester à l'Internationale cette preuve de considération et d'observer cette règle d'honnêteté élémentaire. "C'est comme ça que Primo de Rivera se conduit en Espagne avec les communistes", criai-je. "Dictature dehors et dictature dedans : nous en avons par-dessus la tête de la dictature", ajoutais-je.

Intrigues, fonctionnaires en plein désarroi courant d'un côté à l'autre. C'était trop scandaleux d'attaquer l'Opposition sans lui donner les moyens de se défendre. Il fallait trouver une formule. L'Opposition faisait pression. Elle voulait parler. Il y eut des échos de cette volonté chez certains délégués allemands. L'atmosphère devenait brûlante. Il n'y avait plus qu'à ouvrir la porte.

Trotsky apparut dans la grande salle. Instinctivement, tous les regards se tournèrent vers lui. Trotsky, l'homme calomnié exerce une telle puissance de rayonnement que personne n'ose lever la tête : ces hommes semblent avoir honte de leur conduite. La tribune du public applaudit et quelques délégués — certainement aucun fonctionnaire — appuient. Silence sépulcral. Staline et Boukharine, très nerveux, ne peuvent dissimuler leur mécontentement et, maladroitement, arpentent la tribune. Zinoviev parle. Kamenev lui succède. Leurs discours n'ont pas d'intérêt. Celui de Kamenev est flou. Les gens attendent anxieusement que vienne le tour de Trotsky. Trotsky monte à la tribune. J'applaudis. Personne ne l'aurait fait : comme des animaux répugnants, les fonctionnaires qui m'entourent me montrent les dents. Par des gestes grossiers et ridicules, ils me reprochent la sympathie spontanée de mon applaudissement. Et moi, dans ma langue, qu'ils ne comprennent pas, je les envoie au... et les traite de laquais et de gloutons. Certains me comprennent très bien et se chargeront d'aller voir leur pape avec la musique et le compte. Manouilsky, un bureaucrate

stalinien 100 %, a dit à la tribune le lendemain que **Trotsky avait des admirateurs au pays des toreadors**. Dommage que je ne l'ai pas su pour répliquer comme il convenait à ce propos sans vergogne !

Trotsky avait eu accès à la tribune, mais il manquait la deuxième partie de l'indigne comédie que la bureaucratie montait pour venir à bout de la patience du spectateur intelligent : déterminer le temps que durerait son intervention.

Staline, avec son style rabâcheur, et sur la même question, nous avait, pendant trois soirées consécutives, donné un superbe concert de cloches, que seuls ses domestiques étaient obligés de subir en silence. J'avais été plusieurs fois tenté de crier en bon castillan : "Assez. Moins de rengaine. Du grain, comme on dit en Espagne!". Mais je m'étais retenu. Le buffet vint à mon secours et, savourant là du thé dans des tasses qui avaient appartenu à la tsarine, je pus dissimuler facilement ma lassitude.

Ce troupeau de moutons attendait un signal de son pasteur. Un second couteau — je ne suis pas sûr que c'était Manouïlsky — proposa de limiter le temps de parole de Trotsky. Trois tendances se dessinèrent : l'une était pour lui concéder une demi-heure, la deuxième, la moins nombreuse, celle des non-fonctionnaires, était pour ne pas limiter le temps de son intervention et enfin la centriste, l'hypocrite, se prononçait pour l'élargissement à une heure.

Devant ce spectacle honteux, je ne pus me contenir. Je protestai, bien qu'il ne me restât d'autre droit que celui de chahuter ni d'autre recours que d'accepter le fait accompli. La racaille qui était réunie ici pouvait être tout sauf communiste et révolutionnaire. Si Staline avait pu impunément attaquer l'Opposition et consacrer trois soirées à abuser de notre patience, l'Opposition, dans une démocratie interne, ne pouvait avoir moins de droit. L'importance de cette question, au moins, l'exigeait. Et j'interrogeais : quelle différence entre ces méthodes et celles que la social-démocratie et l'anarcho-syndicalisme utilisent contre les communistes au sein des syndicats ? Là, les syndicats de l'UGT et de la CNT se munissent d'un règlement où est traité avec soin la façon de prévenir les attaques de l'opposition communiste. A peine cette attaque commencée, la bureaucratie réformiste, utilisant les procédés réglementaires, répond par l'exclusion. Dictature de Primo de Rivera, dictature des dirigeants ugétistes et cénétistes, dictature du comité exécutif du parti lui-même, dictature de l'Internationale elle-même. Qui, soucieux de sa propre hygiène sociale et jaloux de sa liberté d'opinion, est capable de supporter pareille ambiance ?

Rien de plus répugnant. Trotsky, dont l'amertume se reflétait sur le visage pendant que cette tourbe de parasites aux dépens de la classe ouvrière russe se mettaient d'accord, restait debout, comme s'il était un accusé et comme si la bande de coquins en face de lui allaient le juger. Le Trotsky de 1905, de 1917 et 1918 à 1923, dont le nom était un mot de passe pour les révolutionnaires du monde entier, se voyait mis dans la situation de mendier auprès des crapauds bureaucrates la liberté d'opinion et la faculté de se défendre. Pouvait-on concevoir

anachronisme plus énorme ? Il est bien qu'on refuse la liberté aux exploités et aux tyrans ; mais à Trotsky, le bras le plus sûr de la liberté du peuple russe ? Etait-il possible qu'on lui refuse l'application d'un principe auquel il avait consacré toute son existence ? Ce n'est que dans une ambiance ainsi pourrie, entre gens indignes, entre bureaucrates enfin, que l'on peut concevoir un tel contre-sens.

Trotsky parla enfin pendant environ une demi-heure. Il s'adressa à l'auditoire, demandant plus de temps : une question d'une telle ampleur que les divergences entre la direction et l'opposition, au sein du parti russe, qui ne pouvaient que s'étendre à toutes les autres sections de l'Internationale, ne pouvait être abordée en un temps aussi bref et dans une ambiance de violence ignoble. Dans un geste de dignité, il ramassa sa serviette et ses papiers, quitta la tribune en lançant un regard de mépris à la racaille. Il voulait partir. Plusieurs délégués allemands le prirent par le bras et lui dirent que, malgré tout, il devait continuer de parler. Le troupeau accepta de lui accorder une demi-heure de plus au terme de laquelle Trotsky demanda de nouveau la liberté de s'exprimer sans limitation ni violences. Il en était aux débuts de son discours.

Pour ceux qui ont une idée de l'importance des divergences qui agitent les rangs de l'Internationale depuis sept ans, il est clair que ni une demi-heure, ni une heure ne suffisent pour faire plus qu'introduire la question. Staline avait parlé à son gré pendant trois jours sans que personne l'interrompe ni n'essaie de limiter son discours. Boukharine, le scolastique, qui alors n'avait pas été soumis aussi par Staline, son compère, intervint autant de fois qu'il le voulut. Quand il s'agissait d'attaquer Trotsky en son absence, tout allait bien, mais, en face de lui, personne ne se sentait capable de soutenir la controverse et, pour l'éviter, rien de plus facile que d'appliquer un règlement modifié à dessein préalablement par la bureaucratie et prédisposer l'ambiance contre la discussion.

Trotsky, vu qu'on lui refusait la liberté d'opinion, quitta la tribune. Nos yeux de communistes honorables le suivaient sans que nous puissions dissimuler notre émotion et en même temps notre répugnance, pour manifester notre solidarité avec lui. C'est la minorité certes qui l'applaudit, mais c'étaient les meilleurs. L'ont applaudi ceux qui n'avaient pas fait du communisme une entreprise profitable, l'ont condamné au silence les autres, les pires, ceux qui, en douze ans, ont arraché au prolétariat russe près de **dix milliards** pour organiser la défaite des révolutions allemande et chinoise, les putschs de Bulgarie et de Reval, et qui en ont gardé entre les mains la moitié... pour vivre dans le luxe, tandis que des centaines de milliers de révolutionnaires ont payé de leur vie et de leur liberté leur dévouement à une cause digne d'un sort meilleur et de meilleurs apôtres.

Mon attitude, ma noble attitude, a été attentivement observée. Mes applaudissements chaleureux et enthousiastes à Trotsky, qui avaient de ma part une signification profonde et la grande valeur d'être les applaudissements de quelqu'un qui ne va pas à Moscou dire oui ou non, selon ce que dit Staline, ni

passer par les fourches caudines des parasites prompts à changer de camp. Un simple militant qui m'a lu demande avec tristesse s'il est possible que, pour avoir applaudi Trotsky, on me retire la confiance et me traite comme un ennemi. Pour douloureux que cela soit, camarade anonyme, il faut dire que oui, qu'être qualifié de "trotskyste" équivalait à mériter de la part de la bureaucratie les honneurs du bûcher. On peut être un voleur, n'avoir pas rendu de comptes depuis 1924, vivre magnifiquement aux frais du prolétariat russe, démoraliser un parti, semer la zizanie de tous côtés, diffamer et calomnier les adversaires qui vous font de l'ombre, ruiner les révolutions et laisser échapper les occasions qui étaient favorables. On peut être tout cela. Ce qu'on ne peut pas, c'est être trotskyste (...).

Bullejos me craignait. Comme j'avais avancé, il pouvait escompter que je ne le laisserais pas mentir. Notre mission en Russie consistait à apporter des éléments honnêtes de jugement dans la discussion sur la crise du parti espagnol, délibérer impartialement dans le plénum international et en sortir avec des solutions efficaces pour rendre possible la réorganisation de nos rangs sur des bases nouvelles. C'est ainsi que je l'entendis dès le premier moment (...).

Le parti était démoli. L'Internationale ne trouvait pas les éléments capables d'assumer la direction. Le remplacement du comité exécutif, depuis que je m'étais "prononcé" pour les trotskystes, n'était pas viable. Pour immoraux et ineptes que fussent les dirigeants du parti espagnol, aux yeux de la bureaucratie stalinienne, qui, "parce que c'étaient leurs défauts à eux aussi, savait les dissimuler : ils étaient mieux que tous les trotskystes"; le problème n'était donc pas insoluble (...).

Nous avons eu une réunion avec le comité exécutif de l'Internationale communiste pour régler les questions de la fédération espagnole. Les plans avaient mûri (...). Nous allions livrer une nouvelle bataille. Une fois de plus, sans doute pour se couvrir, la bureaucratie devait prendre l'offensive. Chacune de mes interventions était une attaque en règle contre elle. Ma mission était de dire la vérité, toujours la vérité si dure et amère qu'elle fût. Et cette vérité dite brutalement, sans ménagements, comme je sais le faire, était difficilement supportable pour des gens corrompus dans l'ambiance de bien des années d'affaires.

Comme à un signal convenu, Bullejos, avant de commencer la discussion, présenta comme "question préalable" la déclaration suivante :

"Le camarade Palacios a fait des déclarations trotskystes nettes qu'il a confirmées par ses applaudissements pour Trotsky à la fin de son discours. C'est très grave et je crois de mon devoir de porter à la connaissance de la commission, etc."

Seul un voyou de son espèce pouvait utiliser une arme plus déloyale pour me dépouiller de la considération dont je jouissais du fait de l'indépendance de mon critère. Me dénoncer comme "trotskyste" devant cette bureaucratie corrompue, avait la même signification que la déclaration d'un témoin produit par

la "partie civile" pour juger un "délit". L'effet de ses "accusations" fut donc foudroyant.

Je fus immédiatement soumis à une espèce de confession de foi. On me demandait si je maintenais les "erreurs" trotskystes de l'impossibilité de la construction du socialisme dans un seul pays. Je répondis qu'à mon avis, comme à celui de tout marxiste honnête, une telle construction n'était pas possible dans un pays isolé, surtout s'il était arriéré sur le plan technique et avec une masse paysanne immense économiquement dominante. Et j'ajoutai que je ne cessais pas d'être communiste en refusant une théorie qui m'apparaissait bien, ainsi que Trotsky l'avait qualifiée, un "national-socialisme". Bien, poursuivis-je, s'il est nécessaire, étant donné le retard de la révolution socialiste continentale, de maintenir au sein de la classe ouvrière russe les espérances d'un socialisme, en dépit de ce que, alors que, les prémisses plus ou moins proches de la révolution mondiale existant, les conséquences en découlent de ces prémisses, mais nullement en tant que conclusion logique du cours de l'économie russe.

Loin de réfuter mes arguments, ils biaisaient la discussion. Il leur fallait se débarrasser d'un adversaire aussi gênant que sincère. Le lendemain, on me remit un passeport pour mon retour. Néanmoins, Petrovsky, président du conseil des commissaires du peuple, voulait me rencontrer avant mon départ pour l'Espagne. Il s'agissait, selon ce dont on m'informa, de me convaincre de mes "erreurs" trotskystes, d'où je conclus qu'en fin de compte j'étais encore une réserve à condition de capituler. Le procédé de la capitulation est souvent employé par la bureaucratie. S'il faut décapiter politiquement un adversaire, on lui soumet pour la signer une déclaration d'abjuration.

Je ne pris pas en compte cette suggestion. Comme je n'étais pas disposé à capituler pour la simple raison que mes opinions étaient et sont encore fermes, le plus prudent me paraissait de récupérer immédiatement mon passeport et de me mettre en route. A titre d'attention personnelle pour certain camarade qui avait manifesté auparavant un grand intérêt pour me saluer et connaître le problème agraire en Espagne, sur lequel j'avais fait deux rapports, un pour l'exécutif de l'Internationale paysanne, à la demande de Dombal, et l'autre pour les correspondants de divers journaux russes dont *Rabotchaia gazeta*, je voulus prendre congé de lui avant de partir, mais ne le trouvai pas. Il était deux heures de l'après-midi et je partais deux heures plus tard. Mais je rencontrai un important camarade français, Clément, qui m'indiqua qu'il serait bon que nous ayions une rencontre à Paris. Cette entrevue n'eut pas lieu parce qu'à vrai dire, connaissant son mobile, elle ne m'intéressait pas.

Sans aucun doute, ou j'étais bien fou ou bien j'étais très perspicace. De deux choses l'une. Je présumai — quelques éléments me menèrent à cette conclusion — qu'en plus de moi, il s'agissait de mon exclusion. Mes "erreurs" trotskystes seraient sanctionnées par les staliniens avec mon exclusion des rangs du parti.

Je pris congé des deux camarades qui, à Moscou, avaient pris la peine de me faciliter mon séjour, Ibañez et Nin, auquel je laissai une lettre car il n'était pas chez lui.

Et je partis pour l'Espagne avec comme toujours le coeur enraciné dans le communisme et une Internationale qui, sous la direction de la bureaucratie, m'apparaissaient déviant de leur objectif. A mon arrivée en Espagne, mon exclusion fut un fait, suivi d'une circulaire diffamatoire m'accusant d'injures à l'égard du comité exécutif...

MISE EN GARDE AUX LECTEURS DES C.L.T.

Pendant plusieurs années et à notre insu, le catalogue des périodiques édité par la société ELECTRA a indiqué que notre revue avait son siège au 87 rue du Faubourg St-Denis, à la SELIO, la société qui édite *Informations ouvrières*, ainsi que les publications du PCI et plus tard du CCI, courant du Parti des Travailleurs. Tous ceux qui nous connaissent savent évidemment que c'est faux. Nous avons exigé et obtenu d'Electra une rectification dans la nouvelle édition de son catalogue.

Si des personnes s'étaient laissé abuser et avaient versé de l'argent pour obtenir un numéro, ne l'avaient pas reçu, ou bien avaient écrit et pas eu de réponse à leur lettre, qu'ils nous informent. De toute façon, s'il leur a été répondu, ce n'est pas par nous, *Cahiers Léon Trotsky*, mais par des usurpateurs. Nous aimerions récupérer le courrier qui nous a été envoyé à cette adresse et n'a jamais été transmis, ainsi que les réponses faites en notre nom.

Merci de nous informer de tout ce que vous avez pu apprendre sur cette affaire.

Andrew Durgan

Les trotskystes espagnols et la formation du POUM

En septembre 1935, le groupe trotskyste espagnol, la Gauche communiste (ICE), fusionna avec le Bloc ouvrier et paysan pour former le POUM. Aussi bien à l'époque que rétrospectivement, cette décision fut largement critiquée à l'intérieur du mouvement trotskyste international. Alors que le développement politique du POUM, ou au moins les critiques qu'en a fait Trotsky, sont relativement bien connus¹, l'histoire des trotskystes espagnols et de leurs raisons pour fonder ce parti le sont beaucoup moins².

L'Opposition de gauche en Espagne

L'Opposition communiste d'Espagne (OCE) — comme elle s'appela d'abord — fut fondée à Liège, en Belgique, le 28 février 1930 à une réunion d'exilés communistes espagnols résidant dans ce pays, au Luxembourg et en France. Le dirigeant de ce groupe, un membre fondateur du PCE, était "Henri Lacroix" (Francisco García Lavid). Lacroix, peintre en bâtiment de son métier, avait passé plusieurs années en Union soviétique au moins de 1925 à 1927, avant de vivre au Luxembourg et en Belgique. Il s'y trouvait quand il prit contact

¹ Ce n'est pas l'objectif de cet article de commenter les importants articles, en général excellents de Trotsky de 1930 à 1939.

² On peut trouver beaucoup de références, sinon toutes, dans P. Pagès, *El Movimiento trotskista en España*, Barcelona, 1977, et dans les notes abondantes et les appendices de l'édition des écrits de Trotsky, *La Révolution espagnole*, par Pierre Broué.

avec les oppositionnels français¹. A l'intérieur de l'Espagne, un certain nombre d'anciens dirigeants du PCE sympathisaient aussi avec l'Opposition de gauche et entrèrent bientôt dans l'OCE. Le plus important était Juan Andrade à Madrid, membre fondateur et dirigeant du PCE, directeur de son organe *La Antorcha* jusqu'en 1926. Andrade avait combattu les tendances bureaucratiques qui grandissaient à l'intérieur du PCE et en avait été exclu en 1927.

A la suite de la chute du dictateur Primo de Rivera en janvier 1930, bien des exilés politiques, y compris les trotskystes, revinrent en Espagne pour profiter de la relative libéralisation. Pendant l'année 1930, l'OCE put implanter des groupes dans une poignée de centres et elle comptait probablement à l'époque une cinquantaine de militants².

Le groupe fut renforcé par le retour en Espagne d'Andreu Nin, venant d'Union soviétique en septembre 1930. Nin, d'abord enseignant, était entré dans l'activité politique pour la première fois en 1911 à 19 ans comme membre d'un groupe nationaliste catalan de gauche, mais son intérêt pour les questions sociales le conduisit à adhérer au PSOE moins de deux ans plus tard.

En 1918, sous l'impact de la montée révolutionnaire d'après-guerre en Espagne comme dans le reste de l'Europe, il adhéra à la fédération syndicale anarcho-syndicaliste, la CNT, devenant l'un des dirigeants de son bastion de Barcelone. Sympathisant avec la Révolution russe, il avait été pleinement gagné au communisme après avoir participé au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge, en 1921, où il faisait partie de la délégation de la CNT. Ne pouvant revenir en Espagne parce que son nom avait été faussement lié à l'assassinat du Premier Ministre Eduardo Dato, il resta en Union soviétique. Il devint secrétaire-adjoint de l'ISR, adhéra au PCUS et fut élu au soviet de Moscou. Nin se rangea probablement en 1926 du côté de l'Opposition de gauche, et fut en conséquence dépouillé de toutes ses responsabilités officielles. Il fut exclu du PCUS et du PCE en 1928. Jusqu'en 1930, il vécut de façon précaire dans la capitale russe et c'est seulement son statut d'étranger qui lui permit d'échapper à l'arrestation³.

Pendant les quelques années suivantes, le groupe trotskyste espagnol comprit dans ses rangs bien des militants de talent, dont la plupart devaient plus tard jouer un rôle dans le POUM. Outre Nin et Andrade, les principaux intellectuels du groupe étaient Estebán Bilbao, le médecin basque José Luis Arenillas et Enrique Fernández Sendon (Fersen). Bilbao, comme Lacroix et un

¹ Sa correspondance semble indiquer qu'il était déjà en contact avec l'Opposition de gauche à Moscou.

² V. Alba, *Dos Revolucionarios*, Madrid, 1975, p. 358. Nous connaissons l'existence de groupes de la OCE à l'époque à Madrid, Bilbao, les Asturies et peut-être Valence.

³ Sur la vie d'A. Nin à Moscou à cette époque, voir Victor Serge, *Memoirs of a Revolutionary*, 1975, pp. 275-276.

autre militant trotskyste responsable, Gregorio Ibarrodo (Carnicero) avaient été parmi les fondateurs du PCE basque. D'autres militants connus étaient l'avocat du syndicat des mineurs des Asturies, José Loredó Aparicio, le journaliste catalan Narcís Molins i Fabrega, l'organisateur du groupe en Estremadura, Luis Rastrollo, et un des fondateurs du PCE à Madrid et ancien dirigeant de la Jeunesse communiste, Luis García Palacios.

Parmi les nombreux cadres ouvriers du groupe, il y avait le dirigeant des ouvriers du pétrole d'Astillero (Santander), Eusebio Cortezón, Emilio García, un des dirigeants du syndicat CNT du bois à Gijón et, comme Cortezón, ancien fondateur du PCE, Julio Alutiz, cheminot de Pampelune, Emiliano Díaz à Séville et Manuel Sanchez à Salamanque.

Parmi les nombreux militants brillants, il y avait Ignacio Iglesias, ancien dirigeant de la Jeunesse socialiste de Sama de Langreo (Asturies) ; Enrique Rodríguez et Jesús Blanco, recrutés dans la Jeunesse communiste à Madrid ; G. Munis (Manuel Fernández Grandizo) de Gerena (Estremadure) — qui était également actif dans le mouvement trotskyste mexicain — et Julio Cid, recruté dans la JS de Gerena (Andalousie) en 1933¹.

Bien que l'OCE fût petite, elle pouvait utiliser le total désarroi du PCE et les nouvelles perspectives politiques ouvertes par l'effondrement de la dictature et la montée ultérieure des luttes de masse. Le PCE n'avait même pas 500 membres pendant les dernières années vingt et la plupart d'entre eux étaient en prison ou en exil. En outre, nombre de ses dirigeants, bien que pour des raisons différentes, étaient en opposition à la ligne officielle du parti².

L'établissement de la République le 14 avril 1931 provoqua un élargissement des libertés politiques, une vague de grèves massives, et la croissance de toutes les organisations ouvrières, PCE compris.

Malgré leur relative faiblesse numérique, le niveau d'analyse des trotskystes était en net contraste avec la pauvreté théorique générale du marxisme espagnol à cette époque. En particulier, leur revue théorique mensuelle *Comunismo*, qui fut publiée de mai 1931 jusqu'à la fin d'octobre 1934, émerge comme la revue marxiste la plus sérieuse publiée en Espagne pendant les années précédant la guerre civile³.

Sur le plan de l'organisation cependant, les trotskystes eurent moins de succès. La domination du mouvement ouvrier espagnol par l'anarcho-

¹ Munis et Cid faisaient partie des bolcheviks-léninistes espagnols pendant la guerre civile. Voir la biographie de Cid dans Trotsky, *op.cit.*, p. 758, et l'article de ce même numéro sur Munis.

² Selon le dirigeant de l'IC de l'époque, Piatnitsky, le PCE n'avait que 120 membres en 1930 (*Communist International*, 20 février 1934).

³ Une anthologie des principaux articles parus dans *Comunismo* a été publiée à Madrid en 1978.

syndicalisme et le socialisme réformiste était un problème pour toutes les fractions communistes. Malgré toutes ses faiblesses, le PCE, défenseur de l'orthodoxie officielle, se révéla plus attrayant pour la majorité des ouvriers sympathisant avec le communisme que les trotskystes, très calomniés et généralement isolés. Seuls les dissidents catalans, le Bloc ouvrier et paysan (BOC) fut capable d'entrer sérieusement en compétition avec l'OCE au niveau de l'organisation.

Bien que petit, le groupe espagnol gagnait à la comparaison avec les organisations trotskystes dans le monde. Si l'on en croit Pelai Pagès, en 1934, l'ICE (ce qu'était devenue l'OCE en 1932) comptait environ 800 membres¹. Ils étaient pour la plupart dans de petits groupes dispersés dans tout le pays. L'exception était dans la province de Badajoz (Estremadura) où presque la moitié des militants étaient concentrés dans la ville de Llerena et aux environs. C'était la seule zone où les trotskystes avaient gagné une vraie base de masse, surtout parmi les ouvriers agricoles, en partie parce qu'ils avaient dirigé les grèves paysannes entre 1932 et 1934, et grâce aux efforts des dirigeants paysans, Felix Galán, José Martin et autres. Ailleurs il existait des noyaux trotskystes relativement importants à Madrid, aux Asturies, en Galice, à Séville, Salamanque et Astillero, ainsi que des groupes dispersés en Castille du Nord, au Pays basque et dans Barcelone et autour. En face, le PCE avait probablement quelque 10 000 membres en 1934 et le BOC environ 4000, surtout en Catalogne.

Les Trotskystes et le Bloc Ouvrier et Paysan 1931-1932

Les relations entre les trotskystes espagnols et le mouvement international dont ils faisaient partie n'ont jamais été particulièrement harmonieuses. La première des nombreuses discussions éclata au début de 1931 sur la façon dont l'OCE devait être construite. Nin était initialement contre une orientation exclusive en direction du PCE dont les trotskystes se considéraient comme une fraction, proposant à la place que l'OCE travaille aussi à l'intérieur des différents groupes communistes dissidents, en particulier le Bloc ouvrier et Paysan en Catalogne.

Ce désaccord avec la ligne officielle de l'Opposition de gauche au niveau international se refléta dans la correspondance entre Nin et Trotsky dans la première moitié de 1931². Trotsky pressait ses partisans en Espagne de ne pas perdre leur temps en essayant d'influencer le BOC qu'il considérait comme une organisation confuse et "droitière", mais de diriger leur énergie pour renforcer leur

¹ P.Pagès, *op.cit.* pp. 70-94.

² Des extraits en ont été publiés en 1931 par le SI. Le gros a été volé en 1937 par le GPU.

propre organisation indépendante avec leurs propres publications et de s'orienter vers le PCE. Les partis officiels, avec leurs faiblesses de toutes sortes, représentaient encore le "centre" politique du mouvement communiste international, à la différence de groupes "nationaux" et "opportunistes" comme le BOC.

Le Bloc lui-même avait résulté de la fusion en mars 1931 de deux groupes : l'ancienne Fédération catalane du PCE et le Parti communiste catalan. La majorité des dirigeants de la Fédération catalane avaient été membres des groupes pro-communistes dans la CNT au début des années vingt, qui avaient compris Andreu Nin. Conduit par Joaquim Maurín, ce groupe n'avait pas rejoint formellement le PCE avant octobre 1924.

Du fait de ses origines syndicalistes et de la désintégration plus ou moins totale du PCE pendant le milieu des années vingt, la Fédération catalane n'avait jamais été pleinement intégrée dans le parti. La bureaucratisation du PCE, conforme aux développements à l'échelle internationale était vigoureusement combattue par Maurín qui resta en prison de 1925 à la fin de 1927, puis en exil en France.

L'opposition des dirigeants de la Fédération catalane atteignit son apogée en 1929-30. Non seulement ils s'opposaient aux méthodes bureaucratiques de direction du parti, mais aussi à son analyse générale de la situation en Espagne et son appel, inspiré par l'Internationale communiste, à "une dictature démocratique des ouvriers et des paysans". Les Catalans affirmaient que la révolution à venir en Espagne serait démocratique, bien que, du fait de la faiblesse politique des classes moyennes, elle ne puisse être réalisée que sous la direction du prolétariat, conduisant ainsi à une révolution socialiste. La Fédération catalane combattait aussi les tentatives du PCE pour scissionner la CNT. Une position semblable fut prise par les organisations du PCE de Madrid et du Levante, ainsi que par une partie importante de l'organisation du parti aux Asturies.

La Fédération catalane fut finalement exclue du PCE en juin 1930 comme "éléments bourgeois", "éléments contre-révolutionnaires" et pour ses relations avec le "petit bourgeois" parti communiste catalan. Ce dernier avait été formé en novembre 1928 par de jeunes militants dont certains avaient une formation nationaliste de gauche et les autres celle de la Fédération catalane, bien que la plupart fussent nouveaux dans l'activité politique. Ils étaient attirés par le communisme essentiellement sur la base de l'apparente solution de la question nationale en Russie.

Plutôt que de rejoindre le PCE qu'ils considéraient comme bureaucratique et hostile au mouvement de libération nationale en Catalogne, ils décidèrent de former un nouveau parti. Le PCC avait une structure assez lâche et en 1930 il travaillait étroitement avec la Fédération catalane dissidente. Au congrès d'unification, il fut décidé de conserver le nom de Fédération communiste catalano-baléare et de former aussi une large organisation de sympathisants, le Bloc ouvrier et paysan (BOC). En pratique, la FCCB et le BOC étaient une

même organisation, avec la même presse, les mêmes dirigeants et plus souvent que l'inverse, les mêmes membres.

Comme les autres groupes d'opposition en Espagne, à l'exception des trotskystes, les dissidents catalans commencèrent par blâmer les dirigeants du PCE plutôt que l'Internationale communiste pour la désastreuse politique du parti. En fait, jusqu'à l'exclusion formelle de Maurín de l'Internationale communiste en juillet 1931, ils firent appel à elle pour qu'elle intervienne en Espagne et chasse la direction du parti. Devant les divisions à l'intérieur du parti soviétique, les Catalans adoptèrent une position abstentionniste se présentant comme "ni staliniens, ni trotskystes, mais communistes". Les événements les forcèrent à clarifier leurs idées sur l'Internationale communiste et à prendre une position de plus en plus anti-stalinienne.

Nin était en faveur du travail à l'intérieur du BOC, fondamentalement pour deux raisons. D'abord, au début de 1931, la majorité des communistes espagnols étaient à l'extérieur du PCE et la formation d'un groupe communiste indépendant apparaissait comme une possibilité réelle. Pendant les premiers mois de 1931, Nin était partisan d'entrer dans un tel groupe plutôt que de maintenir la fiction d'une OCE fraction du PCE. Peut-être plus significative était l'amitié de Nin avec le dirigeant indiscuté du BOC, Joaquim Maurín. En-dehors des trotskystes, Maurín était le dirigeant communiste et le théoricien le plus capable d'Espagne. Ses écrits sur le développement historique de la révolution espagnole en témoignent à eux seuls¹.

En décembre 1930, Maurín, Nin et d'autres communistes catalans se retrouvèrent ensemble en prison à la suite de l'échec d'une tentative de soulèvement contre la monarchie. Tandis qu'en prison Maurín lisait les lettres de Trotsky à ses partisans espagnols et paraissait être généralement d'accord avec son analyse, Nin écrivait pour la presse de la Fédération et aidait Maurín à élaborer les premières thèses politiques du Bloc dont la ligne générale était pratiquement identique à celle des trotskystes².

Il semble néanmoins que Nin n'ait pas pris en compte la nature générale du BOC, Maurín excepté. Bien qu'en opposition à la direction du PCE, les dirigeants du BOC avaient encore à mettre en question la direction stalinienne du

¹ *La Revolución española*, Barcelona, 1931, rééd. 1977 et surtout *Hacia la segunda revolución* réédité sous le titre *Revolución y contrarrevolución en España*, Paris, 1966.

² *La Batalla*, 12 février 1931. Les revendications des premières thèses politiques de la FCCB sont identiques à celles qui sont contenues dans le pamphlet de Trotsky, *La Révolution en Espagne* (*op. cit.* pp. 59-82), Nin a mentionné sa participation dans une lettre à Trotsky datée du 17 janvier 1931. Molins y Fabregas parle de la façon dont Maurín et les autres dirigeants du BOC lisaient les lettres de Trotsky quand ils étaient en prison avec Nin ("Una línea política : el Bloque obrero y campesino", *Comunismo*, avril 1932).

mouvement communiste international. En dépit de l'influence de Nin sur son premier programme politique, la FCCB-BOC revint tout de suite après à des positions plus "officielles", parce qu'elle cherchait toujours à éviter une rupture finale avec l'Internationale communiste. Ainsi, en avril 1931, deux mois seulement après la publication de la thèse politique, le BOC présenta des candidats aux élections locales sous le mot d'ordre de la Troisième Période : "Classe contre classe"¹.

Après la rupture avec l'Internationale communiste à cause de l'exclusion de Maurín en juillet 1931, on continue à trouver des références au "social-fascisme" dans la presse du BOC jusqu'au début de 1932. En outre, comme Trotsky lui-même l'avait craint², les dirigeants de la Fédération n'étaient pas prêts à tolérer un travail fractionnel ouvert des trotskystes à l'intérieur de leur organisation. Une fois ce travail commencé, les bonnes relations de Nin avec le BOC prirent fin. En mai 1931, une demande formelle de Nin de rejoindre le Bloc fut repoussée et des attaques mutuelles commencèrent à paraître dans la presse des deux groupes. Mais ce n'est qu'en septembre 1931 que l'OCE fut créée officiellement à Barcelone. Un petit groupe de trotskystes continuèrent à essayer de défendre leurs idées à l'intérieur du BOC mais en furent exclus en octobre 1931 pour "activité fractionnelle visant à détruire le parti"³.

Ainsi, à la fin de 1931, l'OCE apparaissait-elle finalement comme prenant une position plus orthodoxe, se présentant sans équivoque comme une fraction du parti officiel soumettant la politique "confuse" et "hésitante" du BOC à la critique "incessante et impitoyable" que Trotsky avait demandée. "Peut-être ne serait-il pas possible", écrivait en avril 1932 un dirigeant trotskyste espagnol, "de trouver dans le mouvement ouvrier espagnol d'aujourd'hui une organisation plus estropiée par un opportunisme plus malsain que ce dont souffre la Fédération catalane"⁴. Les attaques de l'OCE étaient centrées sur le refus initial du BOC d'adopter une position par rapport à l'Internationale communiste, sa structure d'organisation, son nationalisme, sa confusion sur la question du pouvoir révolutionnaire et sa politique syndicale.

Du fait de son optique "nationale", le parti de Maurín était considéré par les trotskystes comme de droite, proche de la politique de Boukharine ou de Brandler. Lacroix assurait, comme il l'avait fait en 1930, que l'objectif réel des dirigeants de la Fédération catalane était de remplacer les dirigeants actuels du PCE, d'où leur refus de se différencier ouvertement de la ligne stalinienne de l'Internationale

¹ *La Batalla*, 19 & 26 mars 1931.

² Cf. Lettre de Trotsky à Nin 15 mars 1931, *op.cit.*

³ *La Batalla*, 12 novembre 1931. On peut trouver le compte rendu de la fraction trotskyste dans le document de l'OCE *Por la unidad de todos los trotskistas de España*, Barcelona, décembre 1931)

⁴ L. Fersen, "Acerca del congreso de la FCC-BN", *Comunismo*, avril 1932.

communiste¹. Le rapport entre la FCCB et le BOC était loin d'être clair. Ce dernier était-il un large front ou un parti ? L'OCE rappelait à la Fédération la confusion du même ordre qui avait été faite par les communistes chinois en 1927, avec des conséquences terribles. En réalité, les deux organisations étaient de plus en plus une seule et même, comme devaient l'admettre plus tard les dirigeants du BOC eux-mêmes², bien que Nin l'ait déjà souligné dès janvier 1932³.

Plus troublante encore était la position de la FCCB sur la question nationale. Au lieu de défendre seulement le droit d'auto-détermination des mouvements nationaux existants, le BOC allait beaucoup plus loin. En juin 1931, Maurín se prononça pour la "séparation", pas d'avec l'Espagne, mais d'avec l'Etat espagnol dont la désintégration pourrait ouvrir la voie à une véritable unité ibérique. Le BOC arguait qu'il ne suffisait pas de gagner la direction des mouvements de libération nationale existants, qu'il était nécessaire de participer à leur formation. Ainsi, là où il n'en existait pas, que ce soit en Andalousie, Aragon, Castille ou ailleurs, il fallait que les communistes aident à les créer.

Maurín croyait que "les perspectives de révolution socialiste étaient grandement favorisées par l'existence d'un problème national", et que donc, "s'il n'en existait pas, il serait nécessaire de le créer"⁴. Il n'est pas étonnant que les trotskystes aient insisté dans leurs attaques sur ce qu'ils décrivaient comme la prédilection de la FCCB pour "le séparatisme plutôt que la politique de classe" et le décrivaient même comme "plus catalaniste que la Gauche républicaine catalane," principal parti nationaliste petit-bourgeois en Catalogne⁵.

Egalement alarmante était la position de la FCCB sur le pouvoir révolutionnaire. Après avoir d'abord adopté une attitude très conciliante à l'égard du nouveau régime républicain, en juin 1931, le parti de Maurín, influencé par la radicalisation grandissante de la vague gréviste dirigée par les anarcho-syndicalistes, tourna brusquement à gauche. La FCCB-BOC appela maintenant la CNT elle-même à "prendre le pouvoir", assurant que les illusions des masses en la République bourgeoise avaient été "consumées". Maurín défendait sa position de parti en affirmant que l'hégémonie de la CNT dans le mouvement de grève, jointe à la radicalisation de sa base, signifiaient que les syndicats anarcho-syndicalistes pouvaient jouer le rôle joué par les soviets en Russie. Le dirigeant du BOC assurait de la même façon que de la même manière qu'il s'était développé

¹ *La Vérité*, 13 juin 1930 ; *El Soviet*, 15 octobre 1931.

² Voir par exemple la thèse d'organisation du BOC, *La Batalla*, 11 mai 1933.

³ A. Nin, "Bloque, partido o organizacion de militantes", *Comunismo*, janvier 1932.

⁴ Maurín, *La Revolución española*, p. 128, *La Batalla*, 4 juillet 1931.

⁵ "Tesis sobre las nacionalidades", *Comunismo*, avril 1932 ; Narcis Molins y Fabregas, "La posicion política y fuerzas del bloque obrero y campesino", *Comunismo*, décembre 1931.

en Russie un système soviétique, il pouvait se développer en Espagne un "système syndicaliste". Il prédisait que sa position allait "horrifier les singes du marxisme fossilisé" avec leur "grotesque équation de l'Espagne avec la Russie"¹.

Les dirigeants du BOC reconnaissaient cependant que la CNT, étant donnée ses principes anarcho-syndicalistes, n'était pas intéressée à "la prise du pouvoir". Aussi la tâche du BOC était-elle de "créer une atmosphère" à travers sa propagande grâce à laquelle la direction serait écartée et les syndicats passeraient aux mains des communistes. Parallèlement à cet appel pour "le pouvoir à la CNT", le BOC défendait encore la nécessité de former des conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Il est compréhensible que les trotskystes attaquèrent FCCB et BOC à plusieurs niveaux². Appeler les syndicats CNT à prendre le pouvoir était du pur syndicalisme et révélait que le BOC avait oublié toutes les leçons fondamentales de la Révolution russe. En outre, le rôle exact des syndicats dans le processus révolutionnaire n'était pas bien clair quand Maurín et ses camarades continuaient à appeler à la construction de conseils à travers "un congrès de toutes les organisations ouvrières"³. En outre, en parlant d'un mouvement révolutionnaire basé uniquement sur la CNT, le BOC ignorait la grande masse des ouvriers, surtout en-dehors de la Catalogne, qui étaient dans des syndicats socialistes ou autres, ou, pour leur majorité, encore inorganisés.

Les trotskystes disaient aussi qu'en dépit de la vague gréviste, la majorité des ouvriers et des paysans avaient encore des illusions dans la République. Pour dissiper ces illusions, les communistes devaient continuer à présenter des revendications partielles et exiger des socialistes qu'ils cessent leur collaboration avec les partis bourgeois, et ne pas rejeter, comme l'avait fait le BOC, une agitation en faveur d'appels généralisés au prolétariat pour qu'il prenne le pouvoir.

Le soulèvement avorté des anarchistes dans la région du Haut Llobregat en Catalogne en janvier 1932 et la répression grandissante contre les communistes à l'intérieur de la CNT catalane conduisirent le BOC à abandonner ses appels à la prise du pouvoir par les syndicats. Mais les trotskystes virent alors une autre erreur apparaître en ce que le BOC se voyait obligé de quitter lui-même la CNT en même temps. L'ICE considérait que, tandis que le BOC s'opposait de façon formelle à la scission dans les syndicats, beaucoup de ses syndicalistes ne combattaient guère pour rester dans un environnement aussi hostile. En

¹ Maurín, *ibidem*, p. 168.

² Voir Nin, "Los comunistas y el momento presente. A proposito de unas declaraciones de Maurín", *El Soviet*, 23 octobre 1931 ; "A donde va el Bloque Obrero y Campesino," *Comunismo*, septembre 1931 ; "La huelga general de Barcelona", *Comunismo*, octobre 1931, et L. Fersen, "El congreso del BOC", *Comunismo*, mars 1932.

³ *La Batalla*, 30 juillet 1931.

revanche, les trotskystes reconnaissaient l'importance qu'il y avait à essayer à tout prix de demeurer dans la CNT. La décision du BOC en 1933 de construire effectivement une fédération syndicale à part allait plus tard rendre bien plus difficiles les tentatives ultérieures pour influencer les anarcho-syndicalistes¹.

La confusion et l'opportunisme qui caractérisaient, surtout en 1932, la politique FCCB-BOC n'était pas due simplement à son manque de clarté programmatique dans ses rapports avec un mouvement communiste international stalinisé. Comme devait le souligner le trotskyste catalan et futur dirigeant du POUM Narcis Molins i Fabrega, c'était aussi le reflet de sa base sociale². Dans les villes, le BOC était lié à "un secteur de la classe ouvrière qui se sent au-dessus du reste du prolétariat et plus proche de la petite bourgeoisie". Nombre de ses travailleurs des villes n'étaient pas des ouvriers d'usine, disait Molins, mais des vendeurs et des employés. A la campagne, le BOC reposait sur les paysans moyens "qui n'avaient aucune divergence avec la bourgeoisie en dehors de leur droit à la terre". Cette composition sociale, concluait-il, avait amené la Fédération catalane à "rompre ses liens avec les communistes", et il était maintenant sur "la ligne de front de l'extrême gauche de la petite bourgeoisie".

Après 1932, les attaques des trotskystes contre le BOC se firent moins fréquentes et leur ton plus modéré. C'était dû en partie aux changements intervenus dans le BOC et en partie à ceux intervenus dans le mouvement trotskyste après 1933 en rapport avec la nécessité de construire des partis indépendants de l'Internationale communiste. A la mi-1933, les trotskystes reconnurent que certains secteurs de la base du BOC croyaient qu'il n'y avait que peu de distance entre eux et la ICE sur les plus importants problèmes. Cependant "rien ne pouvait être plus loin de la vérité". Le BOC pouvait avoir fait les mêmes critiques aux trotskystes d'autres secteurs du mouvement ouvrier, mais "il n'y avait aucune continuité dans sa politique"³. Encore en juin 1934, alors que les deux organisations travaillaient étroitement associées, la presse de l'ICE décrivait le BOC comme "opportuniste" et "sans programme clair". Répétant la

¹ La sous-estimation de la CNT catalane se répandait dans la gauche marxiste espagnole. Nin affirmait en mai 1926 que les anarcho-syndicalistes avaient définitivement perdu leur hégémonie" sur le mouvement ouvrier de la région (*La Batalla*, 15 mai 1936). La dramatique baisse des effectifs de la CNT en Catalogne entre 1931 et 1936 - de 300 000 à 140 000 selon ses propres chiffres gonflés - induisit beaucoup à croire à tort que les anarcho-syndicalistes perdaient leur prise sur le mouvement ouvrier catalan. C'est aussi l'idée exprimée par Munis (*Jalones de derrota, promesa de victoria*, México 1948, rééd. Madrid 1977).

² N. Molins y Fabregas, "La posición política", *loc.cit.*

³ *Comunismo*, juillet 1933.

prédiction de Trotsky trois ans auparavant, les trotskystes concluèrent qu'il était "voué à l'effondrement"¹.

Si les trotskystes étaient durs dans le traitement qu'ils réservaient au BOC, celui-ci l'était encore plus dans son traitement du trotskysme. Maurín lui-même avait été accusé de "trotskysme" à la fin des années vingt et cela avait été donné parmi les raisons de son exclusion ultérieure. Maurín et les autres dirigeants de la Fédération étaient cependant tout à fait méprisants à l'égard du trotskysme et rejetaient l'OCE comme une secte de division sans importance condamnée à rester sur les marges du mouvement ouvrier d'où "ils suivraient aveuglément les positions que Trotsky ferait descendre vers eux". Ils accusaient même les trotskystes d'être "l'image du stalinisme dans un miroir" avec les mêmes "méthodes centralistes mécaniques" qu'ils avaient copiées.

Nin, dans une référence évidente à son séjour en Union soviétique au cours des années vingt, était accusé d'avoir déserté le mouvement ouvrier espagnol dans ses "moments les plus difficiles" et de s'être rangé d'abord avec la direction du PCE contre les Catalans. "L'expérience a montré", affirmait la FCCB en septembre 1931, "que Nin pouvait facilement changer de position et qu'il viendrait bientôt frapper à la porte du BOC"². L'attitude du BOC à l'égard du mouvement trotskyste resta fondamentalement identique pendant les trois années suivantes, bien que les attaques contre les trotskystes se fissent moins fréquentes. A la fin de 1931, Maurín décrivait le trotskysme comme "l'antithèse de l'organisation" qui introduisait la guerre civile "chaque fois qu'il intervenait dans le mouvement ouvrier"³.

Alors que la FCCB-BOC rejetait totalement les organisations trotskystes, ils n'en étaient pas ainsi quand on en arrivait à Trotsky lui-même. Des articles de Trotsky continuaient à apparaître à l'occasion dans la presse du BOC et on défendait même l'ancien dirigeant bolchevique contre les calomnies staliniennes, en le décrivant comme "le meilleur camarade de Lénine..., l'homme de la Révolution d'Octobre..., un grand combattant de la cause communiste" et "l'un des cerveaux les plus extraordinaires du socialisme mondial"⁴. Le commentaire du BOC sur le discours prononcé par Trotsky devant les jeunes social-démocrates à Copenhague en décembre 1932 fut plus contradictoire. Alors que son hebdomadaire *La Batalla* faisait l'éloge de ce discours et en publiait des extraits, Maurín parlait ailleurs de l'échec politique définitif de Trotsky⁵.

¹ *La Antorcha*, 30 juin 1934 ; Trotsky : "Fraction large ou étroite", 27 septembre 1931, op.cit., pp. 179-182.

² *La Batalla*, 17 septembre 1931

³ Maurín, "La quiebra del trotskismo", *La Batalla*, 26 octobre 1933.

⁴ *La Batalla*, 22 & 29 décembre 1932, 27 avril & 26 octobre 1933.

⁵ *La Batalla*, 22 décembre 1932 ; "Trotsky al país d'Hamlet", *Front*, 17 décembre 1932.

L'ICE et le mouvement trotskyste international 1932-1934

Etant donné la violence du ton de la polémique entre l'OCE et le BOC, on peut être surpris que moins de trois ans plus tard, les deux groupes fusionnent, apparemment très joyeusement, dans un seul parti unifié. Le changement des circonstances politiques — sur le plan national et international — devait jouer un rôle important pour préparer la voie à l'unification comme les changements internes dans les deux organisations. La distanciation de l'ICE du mouvement trotskyste international devait être un autre facteur qui contribua à l'évolution du groupe vers un accord avec les organisations de Maurín.

Trotsky avait dès le début critiqué l'opposition espagnole, d'abord à propos de la lenteur de Nin à créer la presse propre de l'OCE et ses illusions dans la possibilité qu'il avait d'influencer les FCB-BOC. Des contacts plus directs avec l'Opposition de gauche internationale (OGI), sous la forme de Raymond Molinier qui alla rendre visite à l'OCE en 1931, n'ont pas arrangé les choses¹. Nin allait bientôt rendre Molinier responsable de la terrible situation économique dans laquelle se trouvait le groupe espagnol et son incapacité ultérieure de soutenir son journal *El Soviet* ².

Ces conflits, surtout avec Molinier, ont probablement découragé l'OCE de condamner tout de suite le groupe Rosmer quand il fut exclu de la section française à l'époque. Et cela conduisit à son tour Trotsky à reprocher à Nin le manque d'engagement de l'OCE dans l'OGI — une critique qui allait être répétée de façon incessante dans les mois suivants.

Mais c'est la III^e conférence nationale de l'OCE en mars 1932 qui devait marquer un tournant plus important dans les relations du groupe espagnol avec le mouvement international. Placé devant ce qu'il décrivait comme "l'expérience de l'impossibilité pratique de changer la ligne de l'Internationale communiste" et le danger que l'Opposition n'apparaisse comme n'étant que pour la réforme du PCE, l'OCE opta pour l'adoption d'une position plus indépendante. Tout en se proclamant fraction du PCE, le groupe espagnol décida de se projeter en alternative plus ouverte au parti officiel. Ce changement prit la forme de la décision de rebaptiser le groupe Gauche communiste d'Espagne (ICE) et l'accord sur la possibilité d'intervenir dans les élections dans certaines circonstances³.

Le changement de nom reflétait aussi la relative consolidation du groupe tant sur le plan organisationnel (il revendiquait maintenant 1000 membres) que politique. En dépit de leur insistance sur le fait qu'ils n'avaient pas formé eux-mêmes, en tant que tels, un nouveau parti, la décision des trotskystes espagnols

¹ R.Molinier, *op.cit.*

² Lettre de Nin à Trotsky, 7 7 novembre 1931, *The Spanish Revolution, 1931-1939*, p. 380

³ Pagès, *op.cit.* p.127

était interprétée exactement ainsi par l'OGI¹. En outre, l'ICE, avec l'objectif de traduire son changement tactique au niveau international, demanda au Secrétariat international de convoquer aussitôt que possible une conférence. Elle lança un appel pour que les exclus Rosmer et Landau soient représentés à la conférence proposée, bien que pas en tant que délégués officiels, de façon à pouvoir présenter leur affaire.

Cette nouvelle crise dans les rapports entre les trotskystes espagnols et l'OGI fut encore compliquée par "l'affaire Lacroix". A la troisième conférence, Lacroix avait démissionné de son poste de secrétaire général de l'opposition espagnole pour "raisons de santé"². Son activité fractionnelle ultérieure confère à cette démission un caractère politique — quoiqu'il ne l'ait pas dit explicitement avant un an³. En fait le rôle de Lacroix dans la crise montante à l'intérieur de la ICE et dans ses relations avec l'OGI est hautement suspect. Rétrospectivement les activités de Lacroix étaient au moins opportunistes sinon, comme l'a assuré Georges Vereeken, des provocations délibérées⁴.

Sur le plan international, les sections française et allemande étaient particulièrement enragées par le fait que l'ICE défendait apparemment Landau et Rosmer. Vers la fin de 1932, les trotskystes allemands, puis français produisirent des documents critiquant "le groupe espagnol"⁵. Outre l'attaque contre son changement de nom, les deux groupes mentionnaient l'absence d'un réel programme pour la révolution espagnole et son refus de formuler ouvertement ses divergences avec le secrétariat international. Ce sont des critiques fondamentalement identiques qui furent développées par le SI et par Trotsky lui-même.

L'ICE répondit à ces attaques en soulignant qu'elle se considérait comme une fraction de l'IC et pas comme un "nouveau parti"⁶. En fait, tant dans les élections catalanes de 1932 que dans les élections générales de l'année suivante, les trotskystes non seulement appelèrent à voter pour le PCE (et pas pour le BOC) mais aussi diffusèrent le matériel de propagande du PCE et dans quelques

¹ Il n'existe pas de document attestant de la réaction immédiate du secrétariat international, sauf le témoignage ultérieur d'Ignacio Iglesias, de la ICE des Asturies (Pagès, p. 128), mais, étant donné les développements ultérieurs des rapports entre l'OCE et le SI, la version d'Iglesias semble tout à fait plausible.

² *Comunismo*, avril 1932.

³ "Informe sobre el caso Lacroix", *Boletín interior de la Izquierda comunista de Espana*, 15 juillet 1933.

⁴ G. Vereeken, *The GPU in the Trotskyist Movement*, Londres 1967, pp. 48-67.

⁵ Ces documents ont été publiés dans le bulletin de la fraction Lacroix, *Boletín interior de discusión del Comité regional de Castilla la Nueva y del comité nacional de las Jovenes de la Izquierda comunista española*, 3 janvier 1933.

⁶ "La Izquierda Comunista Española y los grupos de Rosmer y Landau", *Comunismo*, septembre 1932.

localités tinrent des meetings communs entre branches locales. Les trotskystes espagnols assuraient qu'ils étaient contraints par les circonstances de contrer l'influence et la tactique du PCE de façon plus positive. En outre, les sections française et américaine avaient changé leur nom d' "Opposition" en "Ligue communiste". L'ICE insistait sur le fait qu'elle n'avait de divergence que "sur des questions de détail et d'organisation, pas sur des questions politiques fondamentales", et sur "sa loyauté envers l'OGI, le secrétariat international et le camarade Trotsky". Elle avait des divergences sur "des questions de détail et d'organisation, pas sur des questions politiques fondamentales". Selon la section espagnole, le fait qu'elle avait défendu le droit des groupes Rosmer et Landau à plaider leur cause ne signifiait d'aucune manière qu'elle soutenait ces groupes.

Rétrospectivement, les critiques de Trotsky contre la ICE à cette époque semblent particulièrement sévères. En août 1933, il devait décrire "la lutte de Nin et compagnie contre l'OGI (comme) une violation de tous les principes fondamentaux du marxisme". La position de l'ICE sur l'indépendance de son groupe à l'égard du PCE allait bientôt ne différer que très peu de la position adoptée par le mouvement trotskyste international de 1933. Le ton sévère de la polémique de Trotsky contre la section espagnole était sans doute dû à ses craintes que Nin ne forme un bloc avec son vieil ami Rosmer.

Le choix de Gauche communiste (*Izquierda comunista*) comme nom du groupe espagnol, dénoncé par Trotsky "comme un nom de toute évidence faux du point de vue de la théorie" apparaissait d'autant plus significatif qu'il était le même que celui du groupe Rosmer, la Gauche communiste. Nin initialement avait en fait défendu Trotsky et le secrétariat international sur la question Landau et Rosmer et avait brusquement tourné à la fin de 1931. L'échec de Molinier, l'un des principaux adversaires de Rosmer en France, à apporter à l'OCE le soutien financier qu'il avait promis, peut bien avoir contribué au changement de position de Nin.

Parallèlement à ces critiques contre l'ICE à l'intérieur de l'OGI, Lacroix forma une fraction d'opposition qui, dans la première édition de son bulletin, accusa la direction de l'ICE de s'opposer au mouvement international et d'utiliser des "pratiques staliniennes". En outre, elle accusait Nin, qui avait remplacé Lacroix comme secrétaire général, d'être un "opportuniste petit-bourgeois" et demandait au secrétariat international d'intervenir dans la section espagnole¹. Ce ne fut pas cependant avant janvier 1933, c'est-à-dire après que le secrétariat international et les groupes français et allemand aient attaqué les positions de l'ICE, que Lacroix manifesta les mêmes arguments. Les dirigeants de la ICE tentèrent initialement de contrer l'opposition de Lacroix en l'invitant à reprendre son poste de secrétaire général. Après son refus, la section espagnole déplaça le local central du comité exécutif à Barcelone pour éviter les activités perturbatrices du groupe Lacroix à Madrid.

¹ *Boletín interior de discusión*, 5 décembre 1932.

Entretemps le secrétariat international avait commencé à parler des "divergences profondes" dans la section espagnole, parlant de "courant Lacroix" et de "courant Nin", donnant ainsi à chacun crédibilité égale. En fait, le groupe Lacroix reposait sur six ou sept militants à Madrid¹. En outre, pendant toute la crise, le comité exécutif de la ICE avait reçu de nombreuses motions de soutien de groupes locaux. Aussi quand l'OGI organisa à Paris en février 1933 une pré-conférence et appela les deux tendances à envoyer des délégués, la direction de la ICE refusa avec irritation de s'exécuter et dénonça le secrétariat international" comme "voulant donner un caractère politique à la campagne malhonnête et intolérable de Lacroix contre le comité exécutif"². En fait les deux tendances furent représentées à la pré-conférence, le délégué officiel et un délégué du groupe Lacroix qui était invité sans que la direction du groupe espagnol l'ait su.

La préconférence fit référence à la situation à l'intérieur de l'ICE et réclama la fin des mesures disciplinaires contre Lacroix³. Elle condamna aussi l'ICE pour son soutien "aux confusionnistes et déserteurs" comme Landau, Rosmer et Mill et, semblant oublier sa récente campagne en faveur du PCE dans les élections catalanes, de "coller au nationaliste petit-bourgeois et phraseur provincial Maurín" et d'être pour la participation aux élections parlementaires d'une façon contraire à la politique de l'OGI.

En réponse, Fersen, le délégué officiel espagnol, donna son accord à la création d'un bulletin intérieur ouvert à "toutes les tendances" et à ce que personne ne soit exclu de l'organisation jusqu'à la tenue d'un congrès national. Néanmoins Fersen défendit les mesures déjà prises contre le groupe de Lacroix comme "nécessaires pour maintenir la discipline et éviter la dégénérescence des progrès de l'organisation". La ICE, plus tard, déplora "le franc soutien" de la pré-conférence à la campagne de sabotage et de désorganisation du camarade Lacroix"⁴.

Les rapports entre la section espagnole et l'organisation internationale furent minés un peu plus par les critiques de la ICE contre certaines des décisions de la pré-conférence. En particulier, la section espagnole rejeta comme "totalement exotique" d'imposer le titre d'"Opposition communiste de gauche-Bolcheviks-Léninistes" à toutes les sections nationales. Pour la ICE, le titre Opposition de gauche donnait l'impression, à l'intérieur comme à l'extérieur du mouvement communiste que les divergences entre trotskystes et staliniens n'étaient qu'une "lutte interne incompréhensible et nuisible". A la place, la ICE

¹ Le comité régional de la Nueva Castilla et le comité national des Jeunesses comprenaient en effet les six mêmes militants et avaient été constitués par Lacroix en vue de sa lutte contre le comité exécutif (Pagès, *op.cit.* p; 134)

² "Ante una grave situación de la IC", *Boletín interior de discusión*, février 1933.

³ *Informe sobre el caso Lacroix, op.cit.*

⁴ Pagès, *op.cit.* p. 145.

réclama qu'il n'y eût pas un nom applicable à toutes les sections, mais que chaque section nationale ait à inclure le nom de l'organisation internationale.

La ICE critiqua la façon dont le secrétariat international réglait les problèmes internes, particulièrement en rapport avec le groupe Rosmer. Finalement, le groupe espagnol assura que la décision de la pré-conférence selon laquelle, du fait des événements allemands, l'Opposition devait travailler systématiquement dans toutes les organisations prolétariennes sans modifier son attitude à l'égard du Parti, était la même que celle qu'on avait adoptée en Espagne onze mois auparavant¹.

Tout de suite après la pré-conférence, le secrétariat international commença une campagne contre Nin et la direction de l'ICE. Trotsky fondait ses attaques, quoique pas explicitement, en premier lieu sur les arguments de Lacroix et ensuite sur ceux de deux autres "dissidents", Arlen et Mariano Vela qui, tous deux, avaient déjà quitté la section espagnole². Le secrétariat international publia aussi la correspondance de Nin avec Trotsky de 1931-1932 afin d'illustrer la continuité des divergences de Nin avec l'organisation internationale. En avril 1933, un long extrait d'un récent article de Lacroix attaquant la direction de la ICE fut publié sans le moindre commentaire par le *Bulletin international*³.

Alors qu'il apparaissait que le secrétariat international se rangeait avec Lacroix contre Nin, Trotsky lui-même souligna dans une lettre à Lacroix que pour le moment il n'avait nullement l'intention de favoriser un groupe contre l'autre et accusa même Lacroix d'avoir "les mêmes idées et les mêmes méthodes" que Nin⁴. Il restait cependant que les déclarations du secrétariat international sur la crise interne de la section espagnole étaient dirigées presque exclusivement contre Nin. Cette campagne culmina en août 1933 avec une attaque cinglante de Trotsky contre Nin sur "la manière d'agir inadmissible" de Nin et de ses amis dont la politique avait été condamnée par toutes les sections de l'OGI sans exception lors de la pré-conférence de février. La politique radicalement fautive de Nin avait empêché la section espagnole de "gagner la place que lui ouvraient les conditions de la révolution espagnole" et avait provoqué l'affaiblissement de l'ICE .

Entretemps le comité exécutif de l'ICE accusait Lacroix de détournement de fonds du parti et d'obstruction systématique à son travail. Les preuves relatives à cette accusation furent envoyées au secrétariat international qui admit à son tour

¹ *Ibidem*

² Arlen était le pseudonyme d'un officier venu à l'OCE par le PCE. Bien qu'il continuât à correspondre avec Trotsky en 1933, il l'avait quittée en décembre 1932. En 1936, il refusa de commander à Madrid la milice du POUM et préféra servir dans une unité socialiste (NDLR Son vrai nom était Federico Vázquez).

³ Pagès, *op.cit.* p. 148.

⁴ *Ibidem*, pp. 198-201.

que Lacroix avait "falsifié des documents officiels"¹. Cette affaire ignominieuse se termina en juin 1933 avec l'exclusion de Lacroix et la désintégration de sa fraction².

Les événements ultérieurs devaient jeter plus de lumière sur Lacroix et semblent ainsi justifier la position de la direction de la ICE. En septembre 1933, il rejoignit le PSOE et, dans une lettre à son quotidien *El Socialista* renia son passé communiste et reconnut ses erreurs en tant que "franc-tireur contre le socialisme"³. Son manque total de scrupules fut révélé dans sa lettre du 15 juillet 1933 au comité central du PCE, qui a été trouvée récemment dans les archives de ce parti à Madrid⁴. Selon cette lettre, seul le manque d'argent empêcha Lacroix de revenir à Madrid (il se trouvait à l'époque à Tolosa), comme le CC du PCE le lui avait demandé, pour expliquer sa récente "évolution de retour au parti". Lacroix concluait qu' "une action rapide pouvait détruire les résidus du trotskysme en Espagne et permettre de regagner les bons ouvriers trompés qui suivaient encore... la contre-révolution masquée du trotskysme".

Cette lettre ne laisse que peu de doute sur ses activités pour le moins douteuses à l'intérieur du mouvement révolutionnaire et donne quelque crédit à la thèse de Vereeken selon laquelle Lacroix était un "agent stalinien"⁵. Cependant le fait qu'il ne fut pas réadmis au PCE ruine la thèse de Vereeken et il n'est pas connu pour s'être rangé dans l'aile stalinienne des socialistes espagnols pendant la Guerre civile. En fait, selon Pierre Broué, Lacroix, ayant dirigé une division dans l'Armée républicaine, fut reconnu par les troupes stalinienne au passage de la frontière française à la fin de la guerre civile et massacré sur place⁶.

L'affaire Lacroix ne fut pas seulement un facteur supplémentaire de tension entre la ICE et l'OGI. Quand il eût rejoint le PSOE, le secrétariat international dénonça Lacroix pour sa "lutte violente et venimeuse... contre l'Opposition de gauche internationale et un certain nombre de camarades dirigeants", et le décrit

¹ Pagès, *op.cit.*, p. 145.

² Plusieurs membres de la fraction Lacroix, dont Munis, restèrent à la ICE. Certains s'en allèrent très loin, comme Gomila qui rejoignit la Falange (Pagès, *op.cit.* p. 148).

³ *El Socialista*, 29 septembre 1933.

⁴ On a pu vérifier la signature de Lacroix. La lettre, datée du 15 juillet 1933 se trouve dans le Fonds des archives du CC du PCE à Madrid. La veille, 14 juillet, Lacroix avait écrit au parti pour se plaindre de n'avoir pas reçu de réponse à sa demande faite quelques jours auparavant de "rejoindre le PC", seule authentique organisation communiste existant en Espagne". Il ajoutait qu'il y avait bien des travailleurs honorables dans la prétendue Opposition avec qui il pourrait mettre le PCE en contact et qui attendaient la décision du parti sur son cas avant de rallier le PCE. (NDLR : précisons que c'est bien l'auteur, A. Durgan, qui a trouvé cette lettre et mené l'enquête).

⁵ Vereeken, *op.cit.* p. 66.

⁶ Trotsky, *op.cit.*, p. 761. (NDLR Le texte de la biographie précise "pendu").

comme ayant toujours été "un élément étranger chez les bolcheviks-léninistes, étranger à leurs idées et à leurs méthodes"¹. Cette reconnaissance tardive du rôle de Lacroix à l'intérieur du mouvement trotskyste n'était pas très convaincante, du fait des récentes attaques du secrétariat international contre Nin, et de son soutien effectif à "l'élément étranger".

La désertion de Lacroix doit avoir été un coup pour le mouvement trotskyste ; pour l'ICE, dont il avait été le fondateur et l'un des principaux dirigeants ; pour Trotsky, à l'égard de qui il avait toujours proclamé sa totale loyauté et son complet accord". Alors qu'il y avait des divergences réelles entre l'ICE et le secrétariat international particulièrement sur le degré d'indépendance politique à garder par rapport au mouvement communiste officiel avant août 1933, et sur les divergences autour des affaires Rosmer et Landau, l'affaire Lacroix fut négative non seulement par son ton excessif, mais aussi par la confusion autour de sa véritable nature. Un examen des documents de la ICE, de Lacroix et du secrétariat international sur la crise espagnole, en même temps que des écrits du temps de Trotsky, confirme cette confusion. Le caractère contradictoire des déclarations ultérieures du secrétariat international sur cette question et sur la trahison ultérieure de Lacroix ne font qu'obscurcir un peu plus les enjeux.

La décision que prit l'OGI en août 1933 de former de nouveaux partis indépendants et de créer une Ligue Communiste Internationale (LCI) comme premier pas vers l'établissement d'une nouvelle Internationale, fut bien accueillie par la ICE. Le groupe espagnol souligna cependant qu'il avait été le premier à aller vers une activité plus indépendante et critiqua la "façon mécanique" selon laquelle avait été adopté le changement de ligne de l'OGI, comme "en obéissant à un ordre militaire", et aussi pour son caractère tardif². Il y eut aussi quelque opposition à l'intérieur de la ICE pendant l'été 1933 à l'idée de fonder une IVe Internationale³. Les relations entre la ICE et la LCI semblent avoir été relativement calmes pendant la première moitié de 1934 jusqu'à ce qu'éclate une nouvelle discussion sur la tactique de l'entrisme. Cette tactique paraissait particulièrement appropriée en Espagne où, du fait de la désillusion provoquée par la participation de leur parti au gouvernement républicain entre 1931 et 1933, bien des militants socialistes avaient tourné brutalement à gauche. La menace du fascisme — tant à l'intérieur qu'au-dehors — renforçait cette tendance. A la mi-1934, la gauche des socialistes contrôlait la fédération syndicale, l'UGT, la Jeunesse socialiste et de nombreuses sections locales et provinciales. En outre son langage prenait un ton de plus en plus révolutionnaire.

¹ Vereeken, *op.cit.* pp. 59-60.

² "Al pleno internacional de la Oposición de Izquierda", *Boletín interior de la ICE*, 5 septembre 1933.

³ *Boletín interior de la ICE*, 20 novembre 1933.

L'importance de la radicalisation du mouvement socialiste espagnol n'échappa pas à la LCI mais elle répugnait à suivre l'exemple du trotskysme français qui entraînait pour de bon dans le parti socialiste. Un plénum national de la ICE vota à l'unanimité en septembre 1934 qu'il rejetait le nouveau tournant tactique de la LCI. Tout en reconnaissant l'importance du nouvel état d'esprit dans de nombreux pays en faveur de l'unité d'action, la ICE mettait en garde : cet état d'esprit ne devait pas mener à la "confusion organique". Le plénum concluait :

"La garantie de l'avenir réside dans le Front unique mais aussi dans l'indépendance d'organisation de l'avant-garde du prolétariat. D'aucune façon nous ne pouvons nous immerger dans un conglomérat amorphe pour des raisons d'utilité circonstancielle... Aussi triste et douloureux que cela puisse être pour nous, nous sommes prêts à maintenir les positions de principe que nous avons apprises de notre dirigeant, même au risque de nous séparer de lui sur la route de la victoire"¹.

La LCI proposa aussi la formation d'une fraction dans l'Internationale pour combattre le nouveau tournant. La distance grandissante entre les trotskystes espagnols et la LCI est clairement illustrée par la résolution du plénum. Il n'est pas étonnant que leur rejet de l'entrisme ait parfois été cité comme la principale raison de la rupture avec le mouvement international. Néanmoins, la rupture finale ne devait pas se produire pendant les seize mois suivants et le refus de la LCI d'entrer dans le parti socialiste ne sera qu'un des facteurs qui y contribueront.

Les Bases de l'Unité

Outre les relations de plus en plus instables de la ICE avec le mouvement trotskyste international, nombre d'autres importantes questions — objectives ou subjectives — conduisirent les trotskystes espagnols à la fusion avec une organisation qu'ils avaient aussi violemment dénoncée en 1931-1932.

La grève révolutionnaire d'octobre 1934 en réplique à l'entrée dans le gouvernement de la CEDA demi-fasciste² avait conduit à une réévaluation générale de la stratégie et de la tactique dans l'ensemble du mouvement ouvrier espagnol. La lutte héroïque mais isolée des mineurs asturiens et le caractère inégal du mouvement gréviste dans le reste de l'Espagne conduisirent nombre de

¹ *Comunismo*, septembre 1934.

² La CEDA (confédération espagnole des droites autonomes) était née en 1932 et idéologiquement semblable des chrétiens sociaux autrichiens de Dollfuss. Son organisation de jeunesse adoptait de plus en plus mots d'ordre et méthodes fascistes et nombre de ses membres allaient passer à la Falange (NDLR : Le PSOE, sous l'impulsion de Largo Caballero, mais peut-être persuadé qu'il n'aurait pas de suite à donner, avait annoncé une insurrection si des ministres de la CEDA entraient au gouvernement).

ceux qui se considéraient comme marxistes à voir le besoin d'une direction révolutionnaire centralisée forte. La nature exacte de cette direction était évidemment un autre problème. Pour les socialistes de gauche, cela signifiait l'unité de tous les marxistes dans le PSOE, l'exclusion de son aile droite et ensuite sa "bolchevisation". Pour les staliniens, cela voulait dire l'adhésion à la ligne de l'Internationale communiste. Pour la ICE et le BOC, cela signifiait la construction d'un nouveau parti révolutionnaire à l'extérieur tant du PSOE que du PCE .

Le besoin pressant de construction d'un parti révolutionnaire à l'échelle de l'Etat et la clameur pour une plus grande unité à tous les niveaux du mouvement ouvrier pesèrent lourd sur tous les partis ouvriers. Le BOC basé en Catalogne en avait particulièrement conscience et c'est ce qui, avec les changements de ligne intervenus tant chez lui que dans la ICE, rapprocha beaucoup les deux groupes communistes dissidents.

Sur le plan pratique, l'établissement de l'Alliance ouvrière en Catalogne en décembre 1933 avait conduit à une coopération accrue entre les deux organisations. Le BOC, comme la ICE, avait brandi le Front unique comme la voie idéale pour combattre la menace du fascisme et saper le réformisme. En contraste net avec le sectaire "front unique à la base" des staliniens, Maurín et ses camarades défendaient le Front unique classique de l'Internationale communiste de 1921¹. Formellement au moins, la base pour un accord là-dessus avec la ICE existait depuis déjà longtemps. Mais la différence était que le BOC, au moins en Catalogne, à la différence de la ICE, avait la force de mettre en pratique cette tactique.

L'Alliance ouvrière fut essentiellement un accord entre directions des différentes organisations ouvrières et ne se développa jamais ses propres structures démocratiques au niveau de la base. Mais elle ouvrit une possibilité d'unité d'action sans précédent au niveau local et régional. Avant tout, elle refléta l'exigence croissante d'unité des militants ouvriers de toutes tendances. L'Alliance unit le BOC, les socialistes, des syndicalistes dissidents (les "trentistes") et les trotskystes et se répandit bientôt dans les autres régions d'Espagne. Seule la CNT, à la notable exception des Asturies, resta en-dehors des Alliances. Les staliniens, dans une volte-face caractéristique, rejoignirent les Alliances en septembre 1934 après avoir passé les neuf mois précédents à les dénoncer comme "une manœuvre contre-révolutionnaire".

A l'intérieur des Alliances, le BOC et les trotskystes étaient continuellement d'accord. Les deux groupes défendaient le besoin des ouvriers de transformer les Alliances ouvrières en des organisations qui puissent mobiliser les travailleurs sur une base quotidienne et les aider ainsi à bâtir leur confiance en eux-mêmes et leur combativité. De l'autre côté, socialistes de gauche et

¹ Maurín, "Necesidad de la unificación nacional y internacional del movimiento comunista. Tesis Frente Unico", *La Batalla*, 18 mai 1933.

syndicalistes les considéraient comme des organismes purement "insurrectionnels". En fait, les socialistes s'opposèrent pendant l'année 1934 à bien des luttes économiques" qu'ils considéraient comme "une perte d'énergie pour les ouvriers". Cet ultra-gauchisme puéril dont la Jeunesse socialiste se rendit particulièrement coupable fut combattu systématiquement dans la presse du BOC et de la ICE. A l'intérieur de l'Alliance ouvrière catalane, Maurin et Nin reprirent leur étroite collaboration des premières années.

En-dehors du travail pratique commun du BOC et de la ICE auquel conduisit l'établissement des Alliances ouvrières en 1934, il y avait d'autres facteurs qui ouvrirent des possibilités de fusion. L'évolution politique du BOC, bien que n'abandonnant pas complètement la confusion qui avait caractérisé initialement son existence, avait encouragé la ICE à croire que l'unité était une possibilité réelle. En ce qui concerne son attitude à l'égard du mouvement communiste international, le BOC avait abandonné son pragmatisme initial et sa distance égale à l'égard du stalinisme et du trotskysme et avait pris des positions de plus en plus anti-staliniennes. Dès février 1933, Maurín avait parlé de "dégénérescence de l'IC depuis la mort de Lénine" et, en juin 1934, *La Batalla* publia une critique plus générale des erreurs de l'Internationale communiste depuis 1924¹. Six mois plus tard, dans une série d'articles, Maurín dénonça la bureaucratisation du PC soviétique sous Staline et la persécution par ce dernier "de ses adversaires communistes dans toute l'Union soviétique". Les racines de la dégénérescence tant du PCUS que de l'IC, Maurín concluait qu'elles résidaient dans la théorie du socialisme dans un seul pays qui avait conduit à la subordination de l'Internationale communiste à l'Etat soviétique². Des déclarations similaires parurent dans la presse du BOC, selon lesquelles "la victoire de Staline sur Trotsky a été la victoire du socialisme russe sur le socialisme international"³. En outre, le BOC continuait à défendre Trotsky contre les calomnies staliniennes et à publier ses articles alors même qu'il les avait désavoués⁴ et alors que le BOC continuait à éreinter ses partisans. La condamnation par le BOC de la dégénérescence de l'Internationale communiste le conduisait à reconnaître "le besoin de construire progressivement la base d'une nouvelle Internationale"⁵. Là-dessus cependant, l'accord entre le BOC et les trotskystes était plus apparent que réel.

Le BOC avait aussi abandonné son attitude sectaire primitive à l'égard des socialistes qu'il avait même décrits comme des "social fascistes" en 1931 et au

¹ *La Batalla*, 2 Juin 1932.

² "Necesidad de la unificación...", *La Batalla*, 29 décembre 1932, 12 janvier & 9 février 1933.

³ Maurín, *Revolución y Contrarrevolución...*, p. 108.

⁴ Trotsky, *op.cit.*, pp. 247-248, lettre du 3 octobre 1933.

⁵ Maurín, "La Capitulación de la Internacional comunista", *La Batalla*, 2 août 1934.

début 1932¹. En 1933, le BOC fut effectivement d'accord avec les trotskystes pour réclamer un gouvernement de "tous les socialistes". Maurin aussi comprenait clairement l'importance de la radicalisation de beaucoup dans le mouvement socialiste en 1934. Des articles dans la presse du BOC parlaient de la signification de ces développements, tout en soulignant la faiblesse de la gauche socialiste, sa démagogie ultra-gauchiste, son manque de véritable politique marxiste et son obsession de s'emparer de l'appareil du PSOE.

La question nationale se révéla une des questions sur lesquelles BOC et ICE avaient convergé. En 1933, le BOC avait abandonné son discours antérieur sur le séparatisme et la nécessité de construire des mouvements de libération nationale dans toute la péninsule, et il défendait maintenant une ligne plus orthodoxe d'auto-détermination pour les "nationalités historiques" — Basque, Catalans, Galiciens. Les trotskystes à leur tour reconnurent la validité de la la lutte nationale dans le Pays Basque qu'ils rejetaient auparavant comme "réactionnaire".

Le BOC avait attiré dans ses rangs nombre d'ouvriers ayant une conscience de classe qui, malgré l'opportunisme de leurs dirigeants, étaient, l'ICE le croyait, ouverts au marxisme révolutionnaire². Néanmoins, la composition de classe du BOC, comme l'avait noté Molins en 1931, était encore variée et également attirée par l'opportunisme. Peut-être le plus important, pour les dirigeants de la ICE et pour Nin en particulier, était-il que Maurín s'était rapproché de façon significative des positions authentiquement marxistes à la fin de 1934, et son livre *Révolution et Contre-Révolution en Espagne*, paru dans le sillage des événements d'Octobre semblait confirmer cette idée³.

Du fait de l'influence écrasante de Maurín à l'intérieur du BOC, les réticences de l'ICE à l'égard de la politique des autres dirigeants du BOC furent de façon générale mises de côté. Les dirigeants du BOC, pour leur part, à leur tour, étaient encouragés à penser qu'un accord était possible avec l'ICE étant donné la brouille grandissante entre elle et le mouvement trotskyste international, particulièrement son rejet de l'entrisme.

L'unification des deux partis apparaissait aussi comme un moyen de surmonter leur relatif isolement et le fait qu'ils ne grandissaient pas de façon significative. C'était en particulier le cas pour la ICE qui, à part plusieurs groupes éparpillés, n'avait pas été capable de surmonter sa faiblesse organisationnelle. Quant au BOC, et Maurin en particulier, cela signifiait pour eux gagner nombre de noyaux utiles dans toute l'Espagne et le début d'une expansion réelle en-dehors de la Catalogne. En dépit de l'intention déclarée du

¹ L'expression de "social-fascisme" était utilisée comme une insulte dans le BOC et ne prit jamais place dans son analyse générale. Dans ses écrits entre 1930 et 1932, Maurín ne l'employa jamais.

² C'est Andrade qui l'a souligné dans sa préface à Nin, *Problemas de la Revolución española*, Paris 1971, p. 7.

³ Publié en 1966 sous le titre *Revolución y contrarrevolución en España*.

BOC de créer une organisation à l'échelle de l'Etat, il n'avait guère eu de succès, sauf dans le voisinage de Castellon, Valence et la partie catalanophone d'Aragon. Loin de Catalogne, le seul groupe d'une relative importance se trouvait aux Asturies¹. Etant donné l'enthousiasme pour l'unité dans tout le mouvement ouvrier et la radicalisation générale qui suivit les événements d'Octobre 1934, les espoirs des trotskystes comme du BOC qu'un nouveau parti unifié pouvait attirer nombre d'ouvriers et de paysans étaient compréhensibles.

La Fondation du POUM

Les premiers pas vers "l'unité marxiste" ont eu lieu en Catalogne où le mouvement ouvrier était le plus fragmenté. En février 1935 et à deux reprises encore en avril, six partis ouvriers catalans se rencontrèrent avec l'intention déclarée de chercher une base d'unité. Mais l'hétérogénéité des groupes concernés la rendait très peu vraisemblable. Outre le BOC et la IC assistaient des délégations du PSOE, du PCE, de l'Union social-démocrate catalane (USC) et du parti catalan prolétarien, nationaliste de gauche radicalisé (PCP).

Aucun des groupes intéressés n'aurait pu penser sérieusement qu'une telle unité était possible et moins encore les marxistes révolutionnaires. L'USC était plus intéressée par l'unité socialiste avec le PSOE et gênée par le radicalisme de tous les autres groupes. La Fédération catalane du PSOE disait qu'elle ne pouvait prendre aucune décision sans l'accord de la direction du parti de Madrid. Le PCE insistait que tout parti marxiste nouveau devait accepter le programme de l'Internationale communiste et essaya sans succès de faire chasser les trotskystes, puisqu'ils "n'étaient pas un parti", mais "une fraction d'opposition". Un accord entre, d'une part, le BOC et la ICE et, de l'autre, le PCP, se révéla impossible à cause de l'insistance de ce dernier pour que le nouveau parti fût catalan et non une organisation à l'échelle de l'Etat. Restaient le BOC et l'ICE. Les quatre autres partis allaient finalement s'unir en juillet 1936 pour former le PSUC, parti socialiste unifié de Catalogne.

Bien que l'intervention du BOC dans les pourparlers d'unité fût dans une large mesure un exercice propagandiste, il avait des espoirs de gagner la fédération catalane, à gauche dans le PSOE et le PCP. Ces deux organisations étaient très faibles et collaboraient souvent avec le parti de Maurín. Les raisons de la participation des trotskystes étaient plus complexes. L'ICE avait donné son accord pour prendre part aux discussions catalanes à la fois pour avoir une tribune pour ses idées et pour se rapprocher du BOC. Nin avait publiquement prévenu dans la presse du BOC en janvier 1935 qu'un parti formé sur la base d'"une cohabitation monstrueuse de tendances irréconciliables", ne ferait que paralyser la

¹ Selon Manuel Grossi qui était l'un de ses dirigeants locaux, il avait dans la région une cinquantaine de membres en 1934 (*La Insurrección de Asturias*, rééd. 1979, Madrid, p. 14).

lutte du prolétariat. Un parti ne pouvait être constitué que sur la base de "principes marxistes révolutionnaires"¹.

Malgré le vigoureux rejet par l'ICE de cette tactique en septembre 1934, la question de l'entrisme continuait à être débattue dans la section espagnole. Fersen, l'auteur de la motion de septembre contre le nouveau "tournant français", en prison depuis les événements d'Octobre, changeait maintenant de position, et devenait le principal avocat de la tactique d'entrée dans l'ICE².

Le comité exécutif de l'ICE se réunit finalement en avril 1935 pour clarifier sa position sur la question de la construction du parti. Une position de compromis, proposée par Nin, fut adoptée avec seulement le vote contre de Francesc de Cabo, de l'organisation catalane. La résolution soulignait le fait que "l'OGI n'avait pas réussi à se transformer en centre d'attraction pour les masses travailleuses", ou en "force indépendante capable de réunir l'avant-garde révolutionnaire". De plus une "crise profonde" s'était développée dans la plupart des sections à cause de la tactique de l'entrée menant à "la désorientation et une perte de confiance dans le développement indépendant de nos forces"³.

Mais, parallèlement à la crise à l'intérieur du mouvement trotskyste, il y avait, selon la direction de l'ICE, "une hostilité croissante, parmi les ouvriers, à l'égard des groupes qui étaient en dehors des grandes organisations de masse". En Espagne en particulier, il fallait reconnaître que des milliers d'ouvriers avaient rejoint le PSOE depuis la chute de la monarchie en 1931. On ne pouvait par conséquent sous-estimer ni l'importance du PSOE, ni le développement de son aile gauche. Ce n'était pas une nécessité, mais un devoir de "guider les masses socialistes vers le marxisme révolutionnaire".

En même temps, la résolution reconnaissait que la grande tendance vers l'unité qui prévalait pour le moment dans le mouvement ouvrier courait le risque de devenir un "fétichisme sans principe en faveur d'une unité abstraite, si une tendance comme la nôtre n'était pas impliquée." C'est à partir de cette "double réalité" que l'ICE prit la décision de faire partie du nouveau mouvement en Catalogne, tout en demandant l'adhésion au PSOE dans le reste de l'Espagne. Une fois à l'intérieur du PSOE, les trotskystes avaient l'intention de "former un groupe qui défendrait avec ténacité la nécessité de l'unité avec le parti créé en Catalogne afin de constituer l'organisation politique unique du prolétariat espagnol". La motion continuait :

"En agissant dans l'isolement, notre organisation, outre qu'elle n'aurait que des possibilités extrêmement limitées de croissance organique, serait incomparablement moins influente que si elle était à l'intérieur du PSOE. Nous devrions demander à adhérer sur la base de la reconnaissance de notre existence en tant que groupe et de la possibilité de conserver nos publications. Pour soutenir cette

¹ *L'Hora*, 26 janvier 1935.

² Pagès, *op.cit.* p. 261.

³ Resolución del CE de la ICE, *Boletín interior de la ICE*, 25 avril 1935.

position, nous pourrions souligner le précédent de notre section française. Nous devrions donner à notre décision le maximum de publicité de sorte que la masse ouvrière comprenne bien les raisons que nous avons pour agir ainsi. Si l'exécutif du PSOE refuse d'accepter la totalité de nos conditions, nous devons faire un effort pour obtenir des concessions maximum avec l'objectif toutefois que notre entrée soit comprise de la classe ouvrière".

Comparée au clair rejet de l'entrisme par la ICE huit mois plus tôt, la nouvelle position était une considérable volte-face. Mais en septembre 1934, le plénum national de la ICE avait relevé que la nouvelle politique de l'OGI serait inacceptable pour les membres de la section espagnole — ce qui se révélait être exactement le cas

Une contre-résolution fut opposée au comité exécutif par de Cabo et Amadeu Robles ; essentiellement, ils assuraient que les trotskystes allaient stagner à l'intérieur du PSOE. Au lieu de cela, il fallait mettre à profit le levier que constituait le nouveau parti en Catalogne "pour obliger à une scission dans le PSOE". La ICE devait former des groupes du nouveau parti dans le reste de l'Espagne. De Cabo et Robles soutenaient qu'à l'intérieur du POUM les trotskystes, sans présence indépendante, seraient incapables d'attirer derrière eux les ouvriers révolutionnaires déçus par les vacillations constantes des dirigeants socialistes car ces ouvriers-là devaient vraisemblablement quitter ce parti. En conclusion, ils appelaient :

" 1. A la création du parti en Catalogne, fusionnant avec les autres partis marxistes sur la base d'une doctrine révolutionnaire ;

2. Convertir nos groupes, dans le reste de l'Espagne, en sections du parti formé en Catalogne, aidant ainsi son développement dans le reste de la péninsule. En outre, cela nous donnera une plus grande influence sur la nature politique du parti formé en Catalogne ;

3. Mener une campagne vigoureuse sur le rôle joué par les dirigeants socialistes dans les récents événements".

Dans les semaines qui suivirent la réunion du comité exécutif, sa résolution fut discutée dans les groupes. Une grosse majorité rejeta l'entrée dans le PSOE et la direction n'avait plus qu'à accepter la position Cabo/Robles. Parmi les plus bruyants dans leur opposition aux propositions du comité exécutif se trouvait la branche de Madrid, récemment renforcée par le recrutement d'une trentaine de militants de la Jeunesse communiste qui avaient fait une expérience très importante du combat contre la bureaucratie socialiste dans l'UGT locale.

Seul un petit groupe de cinq militants (selon Jean Rous)¹ décida d'entrer dans le PSOE et même cette initiative fut prise sans l'accord spécifique du secrétariat international. Ce groupe comprenait cependant deux éminents dirigeants de la ICE, Fersen et Bilbao, ainsi que Grandizo Munis, le futur

¹ Rous, *Rapport sur la fusion de la Gauche communiste d'Espagne et le BOC*, septembre 1935 (extraits dans Trotsky, *op.cit.*, pp. 661-666).

dirigeant du groupe bolchevik-léniniste pendant la Guerre civile. Le groupe entriste n'eut aucun impact à l'intérieur du PSOE et Fersen abandonna bientôt également le trotskysme.

Quelle furent l'attitude de Trotsky et du secrétariat international à l'égard de la position de la ICE ? On sait que Trotsky n'avait cessé de reprocher à la ICE de n'être pas entrée en 1934 dans le PSOE¹. Cependant le secrétariat international commença par approuver les pourparlers avec le BOC en Catalogne, à condition que la ICE se maintienne en tant que fraction dans le nouveau parti et que, dans le reste de l'Espagne, ses membres entrent au PSOE et la même position fut approuvée par le CE de la ICE en avril 1935. Une fois qu'il devint clair que la section espagnole avait changé de position en faveur d'un nouveau parti unifié, le SI écrivit à sa direction pour condamner cette initiative². Il accusait la ICE d'être en danger de se voir absorbée dans le BOC et, à cause de la proposition de ce dernier d'adhérer au Bureau de Londres centriste, d'être contre la IVE Internationale. Pire du point de vue du secrétariat international, la ICE déclara qu'elle ne constituerait pas une fraction séparée dans une organisation unifiée.

La réaction de la ICE à cette dernière critique du secrétariat international fut de lancer une attaque très dure contre les méthodes et activités de la direction internationale³. Elle accusa le secrétariat international de démoraliser les membres de la ICE par son incompréhension de la situation politique espagnole et ses tentatives de manipuler les trotskystes espagnols comme s'ils étaient des "mannequins". Contrairement à ce qu'on croyait à Paris, la ICE affirmait que le BOC, longtemps caractérisé par sa "confusion", avait accepté "nos principes fondamentaux" ce qui se reflétait donc dans le programme du parti. La prétendue similitude entre ce programme et celui des trotskystes était utilisée pour justifier la décision de ne pas maintenir leur propre fraction dans l'organisation unifiée.

Quant à la IVE Internationale, apparemment l'unique vraie différence entre les deux groupes — la ICE n'avait pas voulu insister sur la question pour éviter de donner prétexte à une rupture des négociations. La direction de la ICE était très optimiste et pensait que le nouveau parti pouvait être gagné à l'idée de IVE Internationale et combattrait alors à son tour à l'intérieur du Bureau de Londres pour cette perspective, comme le faisaient au même moment d'autres trotskystes dans la IIe Internationale. La ICE terminait en assurant qu'elle ne donnerait plus d'informations au secrétariat international étant donné "l'incompréhension fondamentale par ce dernier des affaires espagnoles" et que ses informations avaient délibérément été oubliées dans le passé.

Il semble que la rupture finale entre la section espagnole et la LCI était consommée. Cependant, en ce qui concerne le secrétariat international, ce n'était

¹ Trotsky, *op.cit.* p.264.

² "Carta del secretariado internacional al comité ejecutivo de la ICE", *Boletín interior de la ICE*, 1er août 1935.

³ "Carta del CN al SI", *ibidem*, 1er août 1935.

pas nécessairement le cas. Le travail à l'intérieur de partis centristes ne pouvait pas être complètement proscrit. Les trotskystes étaient actifs dans de tels partis, comme le RSAP en Hollande et le Workers Party des Etats-Unis¹.

Pour avoir une vue plus proche de ce qui arrivait exactement, le secrétariat international envoya Jean Rous en Espagne à l'été 1935. Après de longues discussions avec Nin et les autres dirigeants de la ICE, Rous adressa au secrétariat international un rapport conciliant². Alors que le nouveau parti en-dehors de la Catalogne devait reposer à peu près uniquement sur la ICE, il prétendait qu'étant donné l'accent mis dans son orientation vers les Jeunesses socialistes, elle n'avait nullement perdu. Les dirigeants de la ICE avaient également accepté d'entrer en contact avec le groupe Fersen-Bilbao à l'intérieur du PSOE, comme le voulaient Rous et le secrétariat international.

En outre, alors que les statuts du nouveau parti ne reconnaissaient pas le droit de fraction, les trotskystes pourraient former des "groupes d'amis" afin de poursuivre leurs objectifs. Finalement, les maurinistes s'étaient effectivement prononcés pour la IVe Internationale moins le numéro et les anciens groupes de la ICE voyaient la conquête du parti unifié à la nouvelle Internationale comme l'une de ses principales tâches. Aussi, alors qu'officiellement il n'y avait plus en Espagne de section de la LCI, Rous concluait qu'il fallait considérer cela seulement comme une "disparition momentanée" et comme "une étape sur la route vers la constitution du parti révolutionnaire et de la section espagnole de la IVe Internationale".

Le rapport de Rous semble avoir apaisé le secrétariat international au moins pour le moment. Aussi, sans renoncer à ses critiques, l'organisation internationale considérait encore qu'elle avait des liens avec les membres de son ancienne section espagnole. Cette attitude est claire dans la réponse de Trotsky à la nouvelle de la formation du nouveau Parti :

"Le nouveau parti a été proclamé. Nous prenons note. Dans la mesure où cela dépend de facteurs internationaux, nous ferons tout ce qui est possible pour faire gagner à ce parti autorité et influence. Ce n'est possible qu'à travers un marxisme intransigeant et consistant. Je suis prêt à suivre cette route et je suis certain de la collaboration de tous les camarades du secrétariat international dans tout ce qui nous sera demandé"³.

Néanmoins, les espoirs de Trotsky et du secrétariat international d'une collaboration ultérieure se révélèrent illusoires et quatre mois plus tard, tous les liens formels furent brisés avec les anciens Communistes de gauche quand le POUM signa le pacte de l'front populaire.

¹ En réalité, les trotskystes étaient partie prenante dans ces partis-là, les oppositions de gauche de Hollande et des Etats-Unis ayant fusionné avec l'OSP de P.J. Schmidt et l'AWP d'A.J. Muste (NDLR).

² J. Rous, *Rapport, op.cit.*

³ Cité *ibidem*.

La politique du POUM

Le POUM (parti ouvrier d'unification marxiste) a été formé le 29 septembre 1935 lors d'une réunion des dirigeants du BOC et de la ICE. Un congrès formel d'unification n'aurait pu être organisé du fait des conditions de clandestinité imposées au mouvement ouvrier à la suite des événements d'Octobre 1934. Un comité central de 28 membres du BOC et de 13 de la ICE fut nommé, ainsi qu'un comité exécutif composé de Maurín, Jordi Arquer, Pere Bonet et Josep Rovira du BOC, Andreu Nin et Molins i Fabrega de la ICE¹.

Dans quelle mesure l'affirmation de la ICE que le nouveau parti "adhère à tous nos principes fondamentaux" et le prudent optimisme de Rous étaient-ils justifiés ? On peut écarter l'idée que le POUM était simplement la continuation du BOC sous un nom différent et que Maurin avait accepté la fusion des deux organisations seulement avec l'idée de renforcer la direction de son parti avec l'incorporation du talentueux Nin. Ce type d'argument a été particulièrement répandu de la part d'anciens dirigeants du Bloc après la Guerre civile, lorsque, conformément à leurs propres trajectoires, ils se précipitaient vers la social-démocratie ou pire encore².

Les trotskystes espagnols, nous l'avons vu, avaient confiance que le programme du nouveau parti était le leur. Selon la direction de la ICE, dans leur dernière lettre au SI en juillet 1935 :

"La fusion se réalise sur la base d'un programme élaboré en commun, comme le résultat d'une discussion qui a duré des mois et qui contient tous nos principes fondamentaux : affirmation du caractère international de la révolution prolétarienne, condamnation de la théorie du socialisme dans un seul pays, de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, défense de l'URSS, mais avec le droit absolu de critiquer toutes les erreurs de la direction soviétique, affirmation de la faillite de la IIe et de la IIIe Internationales et de la nécessité de rétablir l'unité internationale du mouvement ouvrier sur une base nouvelle"³.

Une vue analogue fut exprimée dans une lettre privée d'Andrade au Mexicain A.González⁴ dans laquelle il assurait que "Maurín avait complètement

¹ *Boletín del POUM*, octobre 1935.

² L'argument selon lequel le POUM n'était que l'élargissement du BOC est soutenu principalement par Victor Alba, *El Marxismo en España* vol I, México, p. 230 et J. Coll et J. Pané, *Josip Rovira. Una vida al servel de Catalunya i del socialisme*, Barcelone, 1978, p. 53. Dans une lettre à Alba datée du 27 février 1972, Maurín donnait comme principale raison d'avoir fondé le POUM de gagner la collaboration de Nin. Voir Alba, *Dos Revolucionarios, op.cit.*, p. 204.

³ *Carta del CN al SI, op.cit.*

⁴ A. González était le pseudonyme d'un ressortissant soviétique du nom d'Abraham Golod, qui avait été envoyé au Mexique pour diriger les activités de

corrigé sa position après Octobre 1934 et était maintenant d'accord avec les trotskystes"¹. Face à cela, le programme du POUM² divergeait peu de celui des trotskystes, excepté sur les deux points majeurs de l'entrisme et de la IVe Internationale. Nin devait assurer publiquement que l'unification avait été aussi facilement réalisée parce qu'il n'y avait "aucune divergence fondamentale" entre les deux organisations et "qu'aucun des deux n'avait fait de concessions importantes"³.

En dépit de la position adoptée par la direction de la ICE en avril 1935 sur la question de l'entrée dans le parti socialiste, il restait un certain nombre de facteurs qui avaient convaincu la majorité des membres du groupe qu'une telle tactique était vouée à l'échec. L'expérience à l'intérieur de l'UGT leur avait montré qu'on ne pouvait s'attendre à aucune tolérance d'activités fractionnelles de la part des dirigeants socialistes. L'exclusion des trotskystes de la Jeunesse socialiste en France renforça cette idée. Au lieu de cela, la majorité des membres de la ICE croyaient qu'ils avaient une meilleure chance d'influencer les éléments radicaux dans le parti socialiste en se présentant à eux avec une alternative claire et indépendante, de l'extérieur du parti. En 1935, tant l'ICE que le BOC puis le POUM après sa fondation, s'orientèrent vers les socialistes de gauche, comme le montre leur presse. Les publications du parti étaient lues largement dans la Jeunesse socialiste⁴ et divers membres de la direction de cette dernière exprimèrent non seulement leur sympathie pour la ICE et le BOC, mais même l'idée de créer une nouvelle, "quatrième" Internationale⁵. Le rapport de Rous en septembre 1935 reflétait l'insistance du POUM sur le besoin de gagner les socialistes de gauche.

Néanmoins l'influence du POUM dans les socialistes de gauche, particulièrement la jeunesse, était plus apparente que réelle. Sauf quelques cas, peu d'organisations socialistes furent gagnées au nouveau parti, les exceptions étant les groupes locaux de la Jeunesse socialiste à Gerena (Andalousie) et Sagunto (Valence). Il semble que, dans les deux cas, la ICE était en fait entrée dans ces deux organisations⁶. En dépit de la collaboration de certains dirigeants des JS, y compris leur secrétaire général Santiago Carrillo, à la presse du BOC et du POUM en 1935 et de leurs propos vagues en faveur d'une "quatrième" Internationale, aucun d'entre eux ne fut gagné par la suite. En fait, tous devinrent

l'Internationale communiste des Jeunes à la fin des années 20. Passé à l'Opposition de gauche, il était resté à México. Depuis, il s'était fixé aux Etats-Unis et participait à l'activité du groupe d'opposition, de Hugo Oehler et de son journal *Claridad proletaria*.

¹ Trotsky, *op.cit.*, pp. 595-599.

² *POUM. Ce qu'est et ce que veut le POUM*. Barcelone, 1936.

³ Nin, "Un pacto de unificación firme y sincero", *La Batalla*, 19 juillet 1935.

⁴ Entrevue avec Wilebaldo Solano, 4 juillet 1986.

⁵ Pagès, *op.cit.* pp. 54-58.

⁶ POUM. *Acta del Comité central*, 5-6 janvier 1936 ; *La Batalla*, 22 mai 1936.

d'ardents staliniens comme Trotsky en avait prévu la possibilité et en avait averti. Les circonstances dramatiquement différentes de la Guerre civile devaient dans une large mesure conduire à ce développement et on peut douter qu'à elle seule l'entrée des trotskystes aurait pu l'empêcher. L'expérience trop limitée de la conquête de quelques organisations socialistes locales comme Gerena et Sagunto ne prouve pas grand chose.

Un autre argument pour rester en-dehors du PSOE était le besoin de gagner des militants de la CNT¹. De toute évidence tout parti révolutionnaire en Espagne devait non seulement avoir des relations, mais conquérir d'importants secteurs de la grande masse des militants ouvriers organisés dans la fédération syndicale anarcho-syndicaliste. Les anarchistes étaient traditionnellement hostiles aux socialistes et souvent pour de bonnes raisons. Les dirigeants socialistes avaient collaboré avec la dictature de Primo de Rivera, pris part à la répression contre les anarchistes quand ils étaient au gouvernement entre 1931 et 1933 et organisé le travail de briseurs de grèves dans les grèves dirigées par la CNT. Un groupe entriste aurait donc vraisemblablement trouvé plus difficile de nouer des relations avec les militants anarcho-syndicalistes qu'un parti indépendant.

L'autre critique majeure faite initialement par la ICE contre le POUM était sa position concernant la IVe Internationale. La ICE répondit en affirmant que le BOC était "effectivement" en faveur d'une nouvelle Internationale révolutionnaire socialiste et que les trotskystes entendaient lutter pour cette position à l'intérieur du POUM. Cependant les anciens dirigeants de la ICE ne semblent pas être revenus de nouveau sur la question de la IVe Internationale et le nouveau parti défendit la position antérieurement défendue par le BOC.

Comme nous l'avons vu, le BOC avait évolué depuis 1932 vers une position anti-stalinienne en général et vers une identification ouverte avec la politique des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. En avril 1932², presque un an avant les premiers appels des trotskystes pour une nouvelle Internationale, le BOC affirma qu'il existait le besoin d'une "Internationale vraiment grande". Mais c'était une formulation très vague et le BOC ne croyait pas que la base d'une telle Internationale existât encore. A la place, il favorisa la coopération à court terme avec les "fortes minorités" qui existaient dans de nombreux pays, qui "voulaient retourner aux traditions de Marx et Lénine".

Le BOC soutint en conséquence la conférence internationale organisée par l'Independent Labour Party à Paris en août 1933. C'est la position défendue par Maurín à la conférence internationale pour un "front unique international", opposée à la création d'une nouvelle Internationale, qui fut soutenue par la majorité des délégués. La conférence conclut qu'il fallait reconstruire des partis révolutionnaires dans chaque pays avant de pouvoir sérieusement poser la question de fonder une nouvelle Internationale. Un comité international,

¹ *Boletín interior de la ICE*, 15 mars 1935.

² *La Batalla*, 14 avril 1932.

usuellement appelé Bureau de Londres, fut créé afin de "développer une action internationale commune entre ses propres sections et avec d'autres secteurs révolutionnaires du mouvement ouvrier avec l'objectif de préparer la formation d'une Internationale reconstruite sur une base socialiste révolutionnaire"¹.

La défense par le BOC de la nécessité d'une construction progressive de la base de la nouvelle Internationale² convainquit apparemment les dirigeants de la ICE et Rous que les membres du BOC pouvaient être gagnés à l'idée de l'IVE Internationale. Cet optimisme se révéla sans fondement et la direction du POUM continua d'avoir des liens avec le Bureau de Londres. Il vaut la peine de relever qu'au moins certains dirigeants du POUM devinrent très critiques du Bureau de Londres pendant la Guerre civile, mais la répression ultérieure contre le parti empêcha cette critique d'aller plus loin vers une scission ouverte³.

Le POUM et le Front populaire

L'insistance des dirigeants de la ICE qu'ils n'avaient fait que peu de concessions dans leur unification avec le POUM ne convainquit pas longtemps le secrétariat international. La signature par le POUM du Pacte électoral qui devint connu sous le nom de Front populaire, en janvier 1936, dissipa toutes les illusions que le mouvement trotskyste international pouvait avoir eues dans la nature du nouveau parti.

La réaction du POUM à la nouvelle ligne de Front populaire de l'Internationale communiste avait été sa condamnation immédiate. Quand, en juillet 1935, le parti communiste français signa son accord historique avec les socialistes et les radicaux, Maurín dénonça les staliniens comme niant "le concept historique de lutte des classes" et réduisant les actions du prolétariat à la collaboration de classe⁴. Des attaques semblables contre la tactique du Front populaire continuèrent à paraître sans désespérer dans la presse du BOC, puis du POUM dans les mois suivants. Les anciens dirigeants tant du BOC que de la ICE semblaient en accord total pour rejeter le Front populaire dans des termes analogues à ceux qu'employait Trotsky⁵.

¹ *Ibidem*, 7, 14 & 21 septembre 1933 ; *Revolutionary Socialist Bulletin*, janvier 1936.

² Maurín, "La Capitulación", *loc.cit.*

³ Voir par exemple les lettres envoyées de Barcelone par Rosalio Negrete (Russell Blackwell) à Hugo Oehler, dirigeant de la US Revolutionary Workers League entre novembre 1936 et janvier 1937.

⁴ Maurín, "Las relaciones del proletariado con los partidos pequeño-burgueses", *La Batalla*, 19 juillet 1935.

⁵ Des nombreux articles de dirigeants du POUM contre le Front populaire, les plus intéressants ont paru dans *Nueva Era*, la revue théorique du parti, par exemple, Jordi Arquer, "Frente Popular antifascista o frente unico obrero", (février 1936),

On ne sous-estimait pas l'importance de gagner la petite-bourgeoisie au camp du prolétariat, mais il fallait le faire sur la base d'un mouvement ouvrier préservant son indépendance et défendant un programme socialiste révolutionnaire. La subordination du prolétariat à la petite-bourgeoisie ne pourrait apporter que la défaite. Le POUM dénonçait les propos sur la lutte entre fascisme et démocratie comme une abstraction dangereuse, car l'un et l'autre étaient des formes de la domination capitaliste et on ne pouvait les traiter comme des entités séparées.

La position de l'Internationale communiste, écrivait Maurín en mai 1936¹, montrait seulement son incompréhension totale de la nature du fascisme, et ne pouvait avoir comme résultat que de tirer en arrière la classe ouvrière en la maintenant dans un cadre bourgeois, donnant ainsi à la contre-révolution le temps de se préparer. "En un mot, concluait-il, la nouvelle ligne des communistes officiels était la répétition de ce que voulaient les mencheviks dans la Russie de 1917, et la même position que les socialistes réformistes, qui avaient mené au désastre en Italie, en Allemagne et en Autriche. Le POUM opposait à cela la position de Lénine, symbolisée par la défense bolchevique de la république démocratique contre Kornilov, tout en soumettant son chef, Kerensky, "à une critique implacable" et en maintenant l'indépendance complète du prolétariat. Une poignée d'anciens dirigeants du BOC furent en désaccord avec cette ligne, abandonnèrent le POUM en décembre 1935 et rejoignirent plus tard le PSUC².

Etant donnée la critique marxiste apparemment orthodoxe du POUM contre le Front populaire, sa décision de signer le Pacte électoral du Front populaire apparaît incohérente, pour rester mesuré. Pour le mouvement trotskyste, c'était une pure trahison et ne faisait que confirmer les hésitations et la politique opportuniste adoptée par Nin et ses camarades depuis l'avènement de la République. On fit cependant peu référence, à l'époque comme depuis, aux constantes attaques du POUM contre le Front populaire, à la fois avant et après les élections. Ainsi, la raison par laquelle le POUM pouvait justifier la signature d'un accord électoral incarnant la politique même de collaboration qu'il condamnait, est de quelque intérêt.

Nous avons relevé comment la pression pour l'unité ouvrière était devenue toujours plus intense après Octobre 1934. Quand de nouvelles élections furent

Maurín, "Revolución democrático-burguesa o revolución democrático-socialista ?" (mai 1936, J.L. Arenillas, "Las clases medias en su relación con el proletariado" (juillet 1936).

¹ "Revolución democrática...", *loc.cit.*

² Ce groupe comptait au plus 40 militants, mais comprenait plusieurs anciens dirigeants du BOC, comme Miguel Ferrer qui devint pendant la guerre secrétaire général de l'UGT catalane et Victor Colomer, qui avait été l'un des fondateurs du PCC et de la FCBB, et proche collaborateur de Maurín.

proposées pour la fin de 1935, l'idée d'une sorte d'accord avec les Républicains au moins pour obtenir la libération des quelques 30 000 prisonniers politiques, était très populaire dans tout le mouvement ouvrier, même chez les anarcho-syndicalistes. Mais, comme le POUM le soulignait inlassablement, la reconnaissance du besoin d'un accord général avec les Républicains de gauche pour battre la droite dans les urnes, n'était pas la même chose qu'une capitulation politique devant la bourgeoisie. Il apparut cependant que quelques-uns des dirigeants républicains avaient regagné une grande partie de leur popularité initiale depuis leur emprisonnement après les événements d'Octobre. L'ancien premier ministre Azaña attira des foules gigantesques à une série de meetings en plein air à l'automne 1935. Mais le POUM ne considérait pas que cela reflétait une nouvelle montée du soutien de masse des républicains. L'"immense majorité" de ceux qui participaient à ces meetings étaient des "ouvriers révolutionnaires" amenés là par l'absence de tout autre moyen de protestation publique. Azaña vit bientôt s'étalant devant lui des milliers de poings fermés et de drapeaux rouges"¹.

Le POUM avait favorisé les Alliances ouvrières en présentant des listes à toutes les élections. Mais l'hostilité des syndicalistes (les trentistes) à une telle idée et l'attitude ambiguë du PSOE à l'égard des Alliances, firent que les listes ne furent jamais dressées. A l'été 1935, les futurs dirigeants du POUM reconnaissaient ouvertement la nécessité d'une forme quelconque d'accord avec la gauche petite-bourgeoise, bien que purement circonstanciel et sans que les organisations ouvrières aient fait de concessions à propos de leur indépendance politique².

Le POUM voulait maintenant former avec les autres partis ouvriers un Front ouvrier, qui, à son tour, concluerait un accord tactique avec les républicains³. Mais un tel Front ne put se matérialiser. Avec la chute du gouvernement de droite à la mi-décembre 1935 et la convocation ultérieure des élections, une coalition des républicains, du PSOE et du PCE apparut inévitable. Le POUM offrit de soutenir une alliance de ce type, mais à condition qu'elle fût transitoire et, cherchant "à battre la contre-révolution dans les urnes", assure une amnistie pour tous les prisonniers politiques et rétablisse le statut d'autonomie catalane. Si le pacte électoral n'acceptait pas ces conditions, le POUM prévenait qu'il resterait seul⁴.

Pourtant, dans le cours des semaines qui suivirent, la position principale du POUM s'effondra et il finit par signer le programme très modéré et tout à fait républicain du Pacte électoral de Gauche. Délibérément exclu par les socialistes de droite et le PCE des réunions qui établirent l'accord électoral, le POUM fut

¹ J. Gorkin, "Retrato político de Azaña", *La Nueva Era*, juin 1936.

² Cf Maurín, "Como se plantea entre nosotros la cuestión de las relaciones del movimiento obrero con los partidos pequeño-burgueses", *La Batalla*, 25 juillet 1935.

³ *La Batalla*, 15 novembre 1935.

⁴ *La Batalla*, 27 décembre 1935.

placé devant le fait accompli. Il pouvait signer ou non, celà n'avait aucune influence sur la base du pacte. Les socialistes de gauche qui avaient été les plus bruyants dans leur opposition à une version rénovée de la vieille alliance républicains/socialistes de 1931-1933, se rendirent sans combat quand ils furent placés devant les "réalités" du système électoral. Le 15 janvier, après quelques conversations téléphoniques de dernière minute avec Barcelone¹, l'ancien dirigeant ICE Juan Andrade signa le pacte au nom du POUM.

Cette volte-face apparente fut justifiée de différentes manières. Au début de 1936, le comité exécutif du POUM avait assuré qu'il était "extraordinairement intéressé à obtenir une représentation parlementaire qui permettrait au parti de défendre "une position de classe" dans le parlement espagnol, les Cortes². Il espérait en outre que cela lui donnerait plus de prise sur le PSOE, ce qui aurait permis de rapprocher du POUM des secteurs des socialistes de gauche. Les dirigeants du POUM étaient décidés à défendre leur droit de parti à être inclus sur les listes électorales là où ils disaient être forts — aux Asturies, à Badajoz, Castellon, Huesca, Valence et surtout la Catalogne. Néanmoins, du fait de l'absence d'influence réelle du POUM dans la coalition, ses représentants virent toutes leurs propositions bloquées et ils furent obligés d'accepter des places seulement sur les listes de Barcelone, Cadix et Teruel. Ces positions dans les deux dernières provinces ne pouvaient guère être prises au sérieux car le POUM n'y avait pratiquement pas de membres.

Quand Nin et Gorkin arrivèrent respectivement à Teruel et Cadix pour participer à la campagne électorale, ils trouvèrent des organisations locales socialistes, communistes et républicaines qui refusaient toute collaboration avec eux. Placés dans cette situation, les candidats du POUM décidèrent de se retirer sur la base de ce que, comme ils le déclarèrent publiquement, leur présence ne pourrait que créer des divisions et aider la droite"³. Cela laissait le POUM avec Maurín comme son seul représentant à Barcelone.

L'isolement du POUM dans le Pacte électoral de gauche ne pouvait pas être plus clair, non seulement au niveau de l'Etat mais aussi en Catalogne. Malgré l'optimisme du parti qui pensait que son influence dans la région obligerait le reste de la Gauche catalane à leur faire des concessions, cela ne s'était pas produit. Tout au contraire. Comme la Gauche catalane républicaine et les autres partis ouvriers voyaient dans le POUM un rival, ils cherchèrent à minimiser son influence sur les listes de candidats. C'est ainsi que les nationalistes de gauche purent imposer un accord au terme duquel le POUM et les organisations bien plus faibles du PSOE et du PCE, avec le Parti prolétarien catalan, auraient un

¹ R. Fraser, *Blood of Spain*, Londres 1979, p. 560. (NDLR : Andrade précise qu'il était personnellement hostile à la signature, mais que l'exécutif lui donna la directive de signer).

² POUM. Acta del Comité central, 5/6 janvier 1936.

³ *Ibidem* ; *La Batalla*, 14 & 21 février 1936.

seul représentant. L'Union socialiste catalane, le seul autre parti ouvrier, le seul parti qui fût présent avec le POUM, incontestablement beaucoup plus fort et fidèle allié des Républicains catalans, reçut quatre candidats sur la liste du Pacte en Catalogne¹.

Une justification ultérieure de la signature du pacte fut ajoutée par Andrade, qui assura que le POUM et les socialistes de gauche avaient été forcés de reconnaître "l'existence matérielle d'une loi électorale qui les avait obligés à conclure des accords provisoires "avec les Républicains de gauche" pour "éviter la victoire de la bourgeoisie"². Andrade blâmait les socialistes de gauche pour le programme de la coalition. Pourtant, le désir du POUM d'entrer au Parlement pour y défendre la propagande révolutionnaire, la loi électorale et les carences des socialistes de gauche ne pouvaient justifier la décision du parti de **signer** le pacte. Du fait de la situation politique, le POUM n'avait guère d'autre choix que de soutenir le pacte contre la droite, mais le seul moyen de le faire sans embrouiller la position du parti était de le faire indépendamment et de l'extérieur. Au lieu de cela, pour une voix isolée aux Cortes, le pacte fut signé.

Même à cette étape, le POUM essaya d'imposer quelques conditions à sa participation à la coalition. Le parti refusa toute limitation de sa propre activité indépendante pendant la campagne électorale et toute collaboration avec le futur gouvernement de gauche. Il croyait qu'une fois les élections passées, la meilleure sauvegarde pour l'avenir était l'unité de toutes les fractions du mouvement ouvrier et pour la continuation d'un Front unique basé sur le PCE, le PSOE et le POUM. Les ouvriers ne pouvaient pas espérer plus que de "vagues promesses" des Républicains et le Pacte se terminerait le jour où l'élection serait finie³.

Pendant la campagne électorale, le POUM persista avec un message révolutionnaire qui n'avait que peu de rapport avec le programme qu'il avait signé. Selon la presse du parti, les foules qui emplissaient les meetings électoraux de la gauche "écoutaient avec froideur, sinon indifférence, la petite-bourgeoisie", mais, en contraste, réagissaient avec enthousiasme au "langage révolutionnaire de classe d'octobre 1934"⁴. Maurín, parlant à une foule "sauvagement enthousiaste" de 5 000 personnes dans un cinéma de Madrid, avec derrière lui des portraits géants de Lénine et de Trotsky, présenta une interprétation singulièrement radicale de la campagne électorale :

¹ En 1936, l'USC avait environ 2000 membres, le PCE catalan moins de 500 (il en revendiquait quatre fois plus), la Fédération catalane du PSOE 300 et le PCP moins de 100. Le POUM avait 6000 membres en Catalogne à la veille de la guerre civile et peut-être 1000 dans le reste de l'Espagne.

² Andrade, "El Partido obrero de unificación marxista y el alcance y sentido del bloque de izquierdas", *La Batalla*, 24 janvier 1936.

³ *Ibidem*.

⁴ *La Batalla*, 7 février 1936.

"D'un côté il y a le front social-démocrate et de l'autre seulement les voleurs et les assassins... Nous allons aux élections en pensant non seulement à nos morts et à nos prisonniers, mais aussi à la victoire de notre révolution qui va tracer une diagonale en Europe entre Madrid et Moscou et contribuera au naufrage du nazisme en Europe et dans le monde entier"¹.

Jordi Arquer s'adressant à 12000 personnes dans un meeting à Barcelone déclara que le POUM n'opposait pas "au fascisme la démocratie bourgeoise, mais le communisme, la dictature du prolétariat"².

La victoire électorale de la gauche fut saluée par le POUM comme une grande victoire pour les ouvriers et les paysans et une importante défaite de la contre-révolution. Le POUM soulignait que le succès de la gauche n'était pas une victoire pour la démocratie bourgeoise et qu'elle ne signifiait pas l'existence d'un soutien de masse pour le républicanisme petit bourgeois, ni qu'elle était un sous-produit de la lutte révolutionnaire d'Octobre 1934. Le parti fut également prompt à souligner qu'aucun nouveau gouvernement républicain ne serait meilleur que l'ancien. En fait, étant donné la profondeur de la crise économique et sociale en 1936, cette nouvelle administration pan-républicaine, prédisait le POUM, serait pire que celle de 1931-1933. Toute tentative de réaliser même les aspects les plus modérés du programme électoral de la gauche provoquerait une résistance farouche de la droite. Deux voies s'ouvraient aux masses : celle d'Allemagne et d'Autriche ou celle des Asturies³.

Pendant les quelques mois qui suivirent, le POUM continua à dire que la révolution était l'unique solution ouverte aux masses travailleuses. Il reconnaissait aussi cependant qu'une importante partie des masses avaient encore confiance dans le Front populaire. La meilleure façon de dissiper ces illusions, assurait le POUM, était de revendiquer "la formation d'un véritable gouvernement de Front populaire, comprenant tous ceux qui croyaient à une telle solution — républicains, socialistes et stalinien. Il espérait que la formation d'un tel gouvernement montrerait l'impossibilité de satisfaire les revendications des ouvriers et des paysans ou d'en finir avec la contre-révolution par une réforme parlementaire⁴.

Les masses elles-mêmes, à la fois malgré et à cause de la victoire électorale du Front populaire, prenaient de plus en plus leurs affaires en mains. Au printemps et à l'été 1936, il y eut une vague de grèves et d'occupations de terres. La contre-révolution commençait aussi à se préparer, tant dans l'armée que dans les rues. Devant cette situation, les républicains, soutenus avec enthousiasme

¹ *Ibidem*, 14 février 1936.

² *Ibidem*, 10 janvier 1936.

³ CE du POUM et CC de la JCI "Ante la nueva situación política. A todos los trabajadores", 10 mars 1936, *La Batalla*, 13 mars 1936.

⁴ *La Batalla*, 10 avril 1936 ; cf. le discours de Maurín aux Cortes le 15 avril 1936, dans Maurín, *Intervenciones parlamentarias*, Barcelone 1937, pp. 7-11.

par le PCE et les socialistes de droite, combattirent la plupart des grèves et des occupations de terres et appellèrent les travailleurs à n'entreprendre aucune action, qui puisse "mettre en danger la République démocratique". En même temps, le gouvernement ne faisait pratiquement rien pour empêcher les activités bien connues des conspirateurs militaires et, en général, essayait plutôt de les apaiser.

Le POUM dénonçait inlassablement les tentatives des staliniens et des social-démocrates pour subordonner le mouvement ouvrier au républicanisme petit-bourgeois. Étant donné les circonstances, Nin avait écrit peu après les élections que ce serait "un crime et une trahison" si la classe ouvrière renonçait à ses aspirations maximales — la destruction de l'État bourgeois et la conquête du pouvoir d'État — au nom de la consolidation de la République". Cela ne signifiait pas que la classe ouvrière devait se lancer dans quelque aventure "putschiste" comme les anarchistes auraient aimé en organiser, et le fait que la prise du pouvoir n'était pas à l'ordre du jour ne signifiait pas qu'il s'agissait d'une possibilité lointaine et que les masses devaient donc se limiter à lutter pour des réformes. Nin concluait au contraire qu'à court terme, il fallait créer les conditions de la conquête du pouvoir et que cela signifiait "forger les armes nécessaires à la victoire — l'Alliance ouvrière et le parti révolutionnaire — le mouvement ouvrier conservant sa complète indépendance idéologique et organisationnelle"¹.

Ainsi, quand l'Internationale communiste commença sa politique de Front populaire à la veille de la Guerre civile, le POUM maintint une position marxiste orthodoxe qui différait apparemment très peu de celle que défendait la LCI. Néanmoins, en signant le Pacte électoral de gauche, il fit peser le doute sur sa propre position. Les événements ultérieurs pendant la guerre devaient révéler plus encore les faiblesses du POUM à cet égard.

La Rupture finale

La signature du Pacte électoral par le POUM fut le signal de la rupture définitive entre la LCI et les anciens membres de la ICE. Le 23 janvier 1936, Trotsky, après plusieurs mois de silence sur la situation espagnole, attaqua le POUM et sa "trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la bourgeoisie"². En ce qui concerne le mouvement trotskyste international, il ne pouvait plus nourrir d'illusion quant à la justesse de la décision de fusion de la ICE avec le BOC. Les anciens ICE, écrivait Trotsky, "sont tout simplement devenus la queue de la bourgeoisie "de gauche". Il était difficile d'imaginer "chute plus humiliante". Une critique encore plus dure suivait et Trotsky revenait

¹ Nin, "D espues de las elecciones del 16 de Febrero", *La Nueva Era*, février 1936.

² Trotsky, "La trahison du POUM espagnol", 22 janvier 1936, *op.cit.*, pp. 285-291.

à la question de l'entrée dans le PSOE. Les anciens ICE devaient être "pour toujours stigmatisés comme des traîtres à la révolution" pour avoir permis que la "magnifique Jeunesse socialiste passe au stalinisme"; La tâche des partis espagnols de la IVe Internationale était, d'un côté, d'entrer dans le PSOE et les JS et de l'autre "de saisir dans toute son ampleur la culpabilité de la direction du POUM, particulièrement des anciens communistes de gauche"¹.

Trotsky tourna aussi son attention vers le concept de Maurín de "révolution socialiste-démocratique", la base théorique de l'analyse du POUM de la révolution socialiste. Ni Trotsky ni la LCI n'avaient saisi cet aspect de la politique du POUM à l'époque où le processus d'unification se déroulait en 1935. Même Rous, qui avait les contacts les plus étroits avec l'ancienne section espagnole à l'été 1935, n'y avait pas fait la moindre allusion. Le vieux dirigeant décrivait maintenant, la théorie de Maurín comme un "salmigondis éclectique". Trotsky assurait que "les révolutions démocratique et socialiste, comme l'avait montré la révolution d'Octobre, étaient des deux côtés opposés des barricades". Non seulement la révolution démocratique avait été faite en Espagne, mais le Front populaire la "renouvelait". La révolution socialiste ne pouvait être faite que par une lutte intransigeante contre la révolution "démocratique" et son Front populaire. La "révolution synthétique démocratique-socialiste de Maurín" ne voulait rien dire².

Mais quelle était exactement la vraie position de Maurín ? A la fin des années vingt, il avait assuré que la révolution espagnole qui venait serait démocratique. Cette révolution achèverait "les tâches inachevées" de la révolution bourgeoise — autodétermination pour les minorités nationales, la terre aux paysans, la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le désarmement de l'ancienne armée monarchiste, etc. Cependant, étant donné la faiblesse de la bourgeoisie espagnole, seule la classe ouvrière, avec le soutien de la paysannerie et des mouvements de libération nationale, pouvait mener à bien une telle révolution. Sous la direction du prolétariat, cette révolution démocratique se développerait aussitôt en révolution socialiste. Le lien entre les étapes démocratique et socialiste de la révolution devait être souligné encore plus par Maurín dans son analyse d'après les événements d'Octobre 1934. Le terme de "socialiste-démocratique" plutôt que "démocratique" seulement fut alors adopté pour décrire la révolution espagnole qui venait.

Les trotskystes avaient critiqué la position de Maurín au début des années trente en la qualifiant d'étapiste", de "bolchevisme d'avant 1917" et même de "réactionnaire". A la place, la ICE défendait obstinément la nécessité de lancer des mots d'ordre démocratiques qui ouvriraient la voie à la révolution socialiste, et que les tâches de la révolution démocratique ne pourraient être réalisées que par

¹ Trotsky, "Que doivent faire les B.L. en Espagne?", lettre à Luis García Palacios, 12 avril 1936, *op.cit.*, pp. 292-298.

² Trotsky, "Que doivent faire...", *op.cit.*

le prolétariat avec le soutien des paysans. "Exiger la réalisation des revendications de la révolution démocratique", écrivait Nin fin 1931, "doit être notre cri de bataille aujourd'hui"¹. Ainsi les positions respectives de la ICE et du BOC n'apparaissent pas si différentes à cette étape. Le contenu de la position du POUM en 1935 diffère peu de celui de la position de Nin en 1931, à savoir que la révolution démocratique et la révolution socialiste restaient tout à fait inséparables. Un article de Maurín attaquant le concept de Front populaire, publié en mai 1936 dans la revue théorique du parti, le souligne. Contrairement à ce que croient socialistes et communistes, la révolution actuelle, écrivait-il, "n'est pas bourgeoise-démocratique, mais socialiste-démocratique", ou, pour être plus précis, "socialiste". Pour Maurín, sa position était celle des bolcheviks : "Alors que le socialisme réformiste, le menchevisme, voyaient la révolution comme une révolution démocratique bourgeoise, le marxisme révolutionnaire représenté par Lénine et Trotsky croyait que le prolétariat devait conquérir le pouvoir politique afin de pouvoir réaliser la révolution bourgeoise que la bourgeoisie était incapable de faire et commencer la révolution socialiste".

Comme les autres écrits des dirigeants du POUM de cette période, tout l'article démolit absolument la nature non-marxiste de la position des communistes officiels — sa séparation abstraite entre la démocratie, le fascisme et le socialisme. Seule la classe ouvrière pourrait installer une démocratie véritable et pour le POUM, c'était inséparable de la révolution socialiste. Maurín concluait :

"La prise du pouvoir par la classe ouvrière sera le premier pas vers la réalisation de la révolution démocratique — que la bourgeoisie ne veut pas faire —, la libération de la terre et des nationalités, la destruction de l'Eglise, l'émancipation économique des femmes, l'amélioration de la situation matérielle et morale des ouvriers — et, en même temps, elle commencera la révolution socialiste, nationalisant la terre, les transports, les mines, l'industrie lourde et les banques"².

Sans vouloir entrer ici dans un débat sur l'exactitude de l'analyse du POUM, il apparaît d'après les écrits de Trotsky qu'il ne connaissait que superficiellement les arguments de Maurín. Le terme "démocratique-socialiste" est en tout cas édifiant. En fait, Trotsky rejetait effectivement la position des dirigeants du POUM comme un peu plus qu'une justification grotesque de la décision de leur parti de signer le programme du Front populaire.

Le mouvement trotskyste international pouvait avoir rompu sans équivoque avec son ancienne section espagnole, cela ne mettait pas cette dernière à l'abri de la phobie anti-trotskyste des staliniens. La campagne d'injures et de calomnies, comme des attaques physiques, qui devait atteindre sa sanglante apogée une année plus tard pendant la Guerre civile était déjà en route au

¹ Nin, *El proletariado ante la Revolución*, Barcelone, 1931.

² Maurín, "Revolución democrático-burguesa...", *loc.cit.*

printemps de 1936. Le POUM était "l'ennemi de l'Union soviétique et du Front populaire", "payé par l'or fasciste"¹. La vraie signification de ces attaques n'était pas encore claire. Le POUM, pas impressionné par les attitudes d'histrions du faible mouvement communiste officiel, affirma avec confiance en avril 1936 que "des militants expérimentés n'avaient rien à craindre" de telles injures².

Contrairement à la période de guerre, où les sections locales les plus droitières du POUM utilisèrent leur presse pour insister sur le fait qu'"elles n'avaient rien à voir avec le trotskysme", le parti, avant le soulèvement militaire, fut beaucoup moins défensif dans sa réponse à la presse stalinienne. Des articles de Trotsky continuaient à paraître occasionnellement dans la presse du POUM³ et, en mars 36, Gorkin loua la magnifique analyse faite par le vieux bolchevik en 1931 des "causes historiques de l'arriération espagnole"⁴. Des groupes locaux du POUM, spécialement ceux qui étaient formés d'ex-ICE, étaient encore plus enthousiastes dans leurs références à Trotsky, le vieil ancien leader des bolcheviks qui brandissait encore très haut le drapeau de la révolution internationale.

En contraste encore plus frappant avec la dénonciation par Trotsky du POUM et de ses dirigeants, fut l'article de Maurín dans *La Batalla* du 1er mai 1936, intitulé "Je ne suis pas trotskyste, mais...". Répliquant à la campagne stalinienne contre lui et son parti, Maurín expliquait qu'alors qu'ils n'étaient pas trotskystes, ils n'étaient pas insultés d'être présentés comme tels. En dépit de son désaccord avec Trotsky sur nombre de questions, cela ne "pouvait obscurcir la vérité" qu'il avait été et qu'il était encore, selon les paroles de Maurín, "l'un des cerveaux socialistes les mieux organisés que le mouvement socialiste ait jamais produits". Non seulement ce n'était pas un contre-révolutionnaire, mais il était "l'homme d'Octobre" et "le plus grand dirigeant bolchevique après Lénine". Par opposition, le dirigeant du POUM énumérait de nombreux aspects non-révolutionnaires de la politique de Staline, depuis "la division de la classe ouvrière allemande" à son patriotisme récent, en passant par le soutien à la Société des Nations. Maurín concluait que, bien qu'il ne fût pas lui-même trotskyste, Trotsky avait la tête et les épaules de plus que ces nouveaux venus prétendus révolutionnaires qui dirigeaient maintenant l'Internationale communiste.

¹ *La Batalla*, 17 avril 1936.

² *Ibidem*, 10 avril 1936.

³ *Ibidem*, 13 septembre, 4 octobre, 8 novembre 1935 ; *La Nueva Era*, février, mai, juillet 1936.

⁴ Gorkin fait référence à la brochure de Trotsky, *La Révolution en Espagne*, cf. Gorkin, "Los problemas de la revolución española", *La Nueva Era*, mars-avril 1936.

Conclusions

Le développement ultérieur du POUM dans la Guerre civile et la révolution — particulièrement sa participation au gouvernement catalan et ses rapports avec la CNT — devaient conduire historiquement à une condamnation générale de ce parti par le mouvement trotskyste comme opportuniste et centriste. Selon cette interprétation, il fallait chercher les racines de ce centrisme dans la politique de la ICE depuis sa fondation, pour ne pas parler de celle du BOC. Mais entre 1930 et 1932, la ICE constituait incontestablement le secteur le plus avancé du mouvement ouvrier espagnol. Son analyse de la situation espagnole n'était réellement discutée par aucune autre organisation et elle comptait dans ses rangs nombre des cadres les plus capables du communisme espagnol.

Loin d'être aussi foncièrement opportuniste, comme on a souvent décrit la ICE, sa politique fut en général une défense permanente du marxisme révolutionnaire. Sa décision de s'unir avec le BOC a aussi été présentée comme une rupture avec cette politique. Pourtant, afin d'évaluer le trajectoire de la ICE, il faut prendre en compte les circonstances objectives et la façon dont les trotskystes espagnols, à tort ou à raison, les comprenaient. Les événements d'Octobre 1934, la pression massive pour l'unité, la clarification de certains aspects de la politique du BOC et l'isolement de la ICE donnèrent l'élan en faveur de l'unification. Et, ce qui est très important, les leaders de la ICE avaient conscience des faiblesses du BOC, mais étaient confiants qu'ils pourraient amener ses militants plus près encore du marxisme révolutionnaire.

Vu le développement ultérieur du POUM, il peut sembler qu'ils s'étaient clairement trompés. Cependant, il y avait en 1935 un certain nombre de raisons pour croire que tel n'était pas le cas. Le fait que des révolutionnaires expérimentés comme Nin et Andrade et le représentant du SI, Rous, étaient convaincus que le programme du nouveau parti reposerait sur le marxisme révolutionnaire n'était pas simplement le résultat d'un vœu pieux de leur part. Même un rapide coup d'oeil, pour ne pas parler d'une lecture plus approfondie, sur les publications du POUM entre septembre 1935 et juillet 1936 renforce cette idée. Mais les programmes formels ne font pas à eux seuls un parti révolutionnaire comme la guerre allait le montrer. Il existait nombre de faiblesses-clés dans la politique du BOC, qui allaient porter leurs fruits pendant la guerre. La signature du Pacte électoral de gauche — même permettant au POUM une critique d'ensemble du Front populaire — était un signe de ce qui allait arriver.

Bien qu'en minorité, les dirigeants de l'ICE pensaient qu'ils avaient des raisons d'être optimistes. Avant tout l'affirmation d'Andrade que Maurín "avait complètement corrigé son point de vue" et adopté les positions de la ICE¹, et la

¹ Lettre d'Andrade à González, *loc.cit.*.

domination intellectuelle et morale de Maurín étaient au centre de la croyance de la ICE qu'il aurait une influence décisive sur le nouveau parti. La perte de Maurín au début de la Guerre civile fut un sérieux revers pour les anciens trotskystes¹. Jaloux de l'influence personnelle de Nin dans le parti et manquant de l'agilité intellectuelle de Maurín, nombre des ex-dirigeants du BOC, qui, naturellement, constituaient la majorité au comité exécutif du POUM, revinrent à leur méfiance et, de façon générale, à leur hostilité aux "trotskystes".

Les pressions externes sous la forme de la campagne des staliniens contre le parti renforcèrent cette tendance. Malgré le prestige individuel de Nin, le parti était trop neuf et ses membres ex-ICE trop peu nombreux pour renverser en si peu de temps le rapport de forces dans le POUM. Pire encore fut le fait que les plus importants des groupes d'anciens militants ICE, exception faite de celui de Madrid, furent anéantis au cours de massacres par les fascistes dans les premiers jours de la guerre. Ce fut le cas en Estremadura, à Séville, Salamanque et en Galice. Et tous ceux qui survécurent aux premiers jours du soulèvement militaire, les anciens trotskystes du Nord de l'Espagne — le Pays Basque, Santander et les Asturies — étaient isolés du reste de la zone républicaine et furent détruits lors de l'offensive de Franco dans la première moitié de 1937.

Le groupe le plus important d'anciens trotskystes qui subsistait était celui de Madrid, mais les trois quarts furent tués dans la défense désespérée de la capitale à l'automne 1936. Cela ne laissait que le petit groupe catalan, écrasé sous le nombre de la base de l'ex-BOC. Ceux qui restaient de la ICE, à de rares exceptions, demeurèrent dans une opposition silencieuse à la direction du POUM pendant la guerre. Ce n'est qu'après la guerre que les conflits latents à l'intérieur du POUM vinrent à la surface. Ces anciens militants trotskystes qui avaient survécu à la Guerre civile, à la terreur stalinienne et à la terreur nazie en exil, devaient jouer un rôle important dans la gauche du parti dans les années 40. Quelques-uns allaient plus tard rejoindre des groupes trotskystes. Bien sûr, ce ne furent pas seulement la ICE et un Maurín éclairé qui donnèrent naissance à l'idée que le POUM deviendrait un parti révolutionnaire achevé. Beaucoup de militants du BOC étaient d'authentiques révolutionnaires, surtout chez les jeunes. On peut dire que ni la ICE ni le POUM n'étaient inévitablement perdus pour le marxisme révolutionnaire. Rous le croyait en 1935, comme beaucoup de révolutionnaires étrangers qui étaient d'anciens trotskystes ou des "dissidents" pendant la Guerre civile. Trotsky lui-même n'exclut pas une réconciliation entre le POUM et le mouvement trotskyste pendant l'été 1936². Mais l'entrée de Nin dans le gouvernement catalan à l'octobre suivant mit fin à une telle possibilité.

¹ C'est en particulier l'opinion d'Andrade développée dans sa préface au livre de Nin, *op.cit.*

² Trotsky, lettre à Rous, 16 août 1936, *op.cit.*, pp. 348-352.

José Gutiérrez Alvarez

Nin, Maurín et Andrade dans l'histoire du marxisme espagnol

La parution en 1977 de l'étude biographique de Francesc Bonamusa sur la dernière période de la vie de Nin¹ a donné le signal à quelques-uns des plus réputés des historiens de gauche pour se lancer dans la bataille contre ce qu'Antonio Elorza appelle "une certaine mythification" du dirigeant du POUM et qu'il illustre par l'intention tout à fait explicite de Pelai Pagès de considérer comme "très importante pour le mouvement ouvrier espagnol et international" la récupération de son héritage. Pour Josep Fontana, c'est la première biographie qui situe Nin avec les mots justes, c'est-à-dire comme "un bon vulgarisateur du léninisme (je ne dirais pas du marxisme), un homme politique déconnecté de la réalité jusqu'en 1936, homme de gouvernement dans des tâches peu intéressantes pendant un bref moment de la guerre civile et finalement victime d'une tragédie aussi brutale que gratuite"². Plus mesuré, Josep Termes saluait aussi le travail de Bonamusa comme un exemple de rigueur face à une abondante littérature sous-hagiographique sur Nin, écrite, dans le meilleur des cas, par de jeunes historiens et dans le pire, par des journalistes et politiques extérieurs, attachés à une histoire idéologique tournée vers des personnes et des groupes marginaux, d'autant plus qu'ils étaient de gauche. Termes défendait une nouvelle histoire orientée vers la classe ouvrière et non vers ses dirigeants ou prétendus représentants³.

¹ *Andreu Nin y el movimiento comunista en España (1930-1937)*, Anagrama, 1977.

² *Taula de Canvi*, n° 5, p. 162.

³ Ce n'est pas le moindre paradoxe que cette orientation manque également dans l'oeuvre de Bonamusa. De fait, les premiers travaux faits en ce sens ici sont ceux de Donald Fraser.

Il est clair que, sous le manteau d'un règlement de comptes avec une histoire falsifiée — de laquelle on peut trouver bien des exemples plus flagrants que dans celle du POUM¹ —, ce qu'on est en train de faire, c'est l'apologie de certaines thèses, qui, comme celles de Bonamusa, nourrissent la prétention d'incarner la véritable histoire face à ceux qui, d'un côté, se cramponnent aux versions staliniennes — le cas de Tuñon de Lara est notoire — et, ceux qui, par ailleurs, revendiquent politiquement Nin et le mettent très haut en tant que marxiste "classique" et comme l'une des consciences les plus lucides de son temps². Il n'y a donc pas d'histoire *objective* et, comme l'exprimait fort bien un quotidien barcelonais, Bonamusa prétend démontrer avec "une documentation écrasante que Nin manquait de l'importance politique et théorique qu'on voudrait lui attribuer. Il a été surestimé, tant par sa mort absurde (Bonamusa la présente comme quelque chose d'objectivement inévitable, comme dans un drame d'Euripide), tant par la médiocrité du communisme officiel ou bien la persistance de la littérature". Cette "démystification" de Nin s'appuie sur une idée qui est déjà devenue un stéréotype : Nin et les groupes communistes ont essayé de transposer le schéma de la révolution d'Octobre et du bolchevisme dans une réalité différente, qu'on présente comme marquée par ce qui lui est spécifique, comme si les conditions de l'antagonisme social et du développement économique étaient plus avancées en Russie et comme si la guerre civile pouvait être séparée de conditions internationales difficiles à exagérer.

A-t-on surestimé Nin ?

La faiblesse de Nin a pour racines, selon Bonamusa, son caractère de politique dans certains groupes marginaux et dans sa production comme théoricien qui n'a jamais dépassé le stade de la vulgarisation. Ces prémisses assurées, Bonamusa ne voit aucun inconvénient à reconnaître quelques qualités, disons secondaires : une trajectoire militante riche et variée, une ferme honnêteté personnelle, un travail important comme journaliste et vulgarisateur, ses traductions magistrales du russe en catalan et en castillan, sa grande culture et, bien entendu, le caractère aberrant de son assassinat. Là-dessus il est paradoxalement d'accord avec les anciens poumistes actuellement insérés dans le PSC-PSOE — un domaine où évolue également Bonamusa, dont la volonté de

¹ On pourrait multiplier les exemples dans tous les champs politiques, mais, à l'intérieur de la gauche, sont particulièrement visibles le "culte de la personnalité" Maurín pour Durruti et, de manière scandaleuse, pour José Díaz et Dolorès Ibarruri, tandis que, dans le cas du POUM, on peut parler de "légitime défense".

² Pelai Pagès, *Andreu Nin: su evolución política*, Victor Alba, *Nin, Maurín : dos revolucionarios* ; l'essai biographique de Wilebaldo Solano édité par le POUM ; le recueil d'Oriol Pi de Cabanyes, *Que va a dir Andreu Nin ?*, ed. Nueva Terra.

rendre hommage à la mémoire de Nin doit être accompagnée d'une bonne quantité de coups de lime à son fil révolutionnaire.

Il y a pourtant quelque chose qui ne correspond pas très bien, entre le Nin qui traduit Tolstoï et celui qui s'obstine à faire une révolution impossible. Pour souligner ce contraste, Bonamusa liquide en moins de dix pages toute la formation politique et théorique de Nin pour se consacrer à sa dernière étape marquée par "l'utopie". Néanmoins, une étude plus globale des autres étapes de la vie de Nin nous permet de comprendre plus clairement une biographie qui n'a pas de parallèles dans l'histoire du mouvement ouvrier espagnol.

Nin a commencé son itinéraire politique à la chaleur de la Semaine Tragique : la première "tentative" révolutionnaire de la classe ouvrière catalane. Il fait ses études pour devenir instituteur, participe au mouvement étudiant et aux centres culturels ouvriers du début des années dix. Son premier cadre politique est le républicanisme catalaniste fédéral et il a sa première école sur la question nationale à Rovira i Virgili.

De 1913 à 1915 il fut l'un des animateurs du groupe socialiste barcelonais ; à l'intérieur duquel il déclencha l'un des rares débats d'une certaine qualité que le PSOE ait connu sur la question nationale¹. Le jeune intellectuel nationaliste se montra à la fin du débat beaucoup plus internationaliste que son adversaire Fabra Ribas lorsque, face à la Grande Guerre, Nin se prononça pour un neutralisme actif et pour une Europe respectant le droit des petites nationalités à l'auto-détermination, alors que Fabra oubliait son "internationalisme" anti-nationaliste pour appuyer les Alliés.

De 1915 à 1917, il voyagea en Europe et en Afrique du Nord, jusqu'à ce que la grève générale d'août 1917 — deuxième "tentative", à l'échelle de l'Etat cette fois — le tourne définitivement vers le militantisme auquel il allait se consacrer jusqu'en 1921 au sein de la CNT. Nin connut de façon tout à fait directe les dures années du syndicalisme barcelonais — il échappa par hasard à un attentat — et c'est par ses propres mérites qu'il fut élevé à des postes de décision dans le syndicat au congrès duquel il participa en 1917, comme partisan ardent de la révolution russe et de la III^e Internationale. Cela lui paraissait une réalité assimilable par toutes les tendances qui voulaient faire la révolution. Dès cette première étape donc, nous rencontrons un Nin qui joint une remarquable capacité militante à un important bagage intellectuel.

Accusé d'être l'un des responsables de la mort de Dato, Nin dut rester à Moscou où il continua sa formation de cadre dirigeant dans le "cœur" intellectuel du premier mouvement communiste international. Membre du PCUS, député au

¹ Pelai Pagès a rassemblé les écrits d'Andreu Nin sur la question nationale de son étape républicaine à son étape communiste (éd. La Magrana). Il avait déjà fait auparavant un recueil moins important pour Fontamara où l'on trouve aussi *Los movimientos de emancipación nacional*.

soviet de Moscou, suivant de près les débuts du PCE, Nin était en outre membre du bureau exécutif de l'Internationale syndicale rouge et fut le bras droit de Lozovsky. En tant que "professionnel" de la Révolution, Nin écrivait dans la presse communiste internationale, prenait part aux congrès nationaux et internationaux, et effectua des missions clandestines en Europe, dont la plus significative fut celle qu'il eut à réaliser en 1924 en Italie, où il connut Gramsci et put étudier *de visu* la montée du fascisme. Le fruit de son expérience soviétique et de sa réflexion approfondie sur la nature du fascisme fut son oeuvre théorique la plus brillante, *Les Dictatures de Notre Temps*¹.

La solidité de ses convictions se manifesta quand il eut le choix entre un poste bureaucratique du côté de Staline et une Opposition de plus en plus calomniée et persécutée. Il devint alors un "notable étranger" de l'Opposition unifiée dont il traduisit et présenta la *Plateforme*². De ce fait, il devint de plus en plus, de cadre le plus qualifié du marxisme espagnol, le premier marxiste à étudier chez nous ce que certains ont appelé — 40 ans plus tard — le "phénomène" stalinien — un apport qui, tout comme son analyse du fascisme, n'a pas d'importance aux yeux de Bonamusa quand il s'agit de dresser le bilan de son legs. Peut-être ces gens auraient-ils préféré un marxiste érudit mais pas anti-stalinien.

Avec tout son bagage, Nin est simplement caractérisé, à l'instar des groupes communistes, "par leur dramatique ignorance des problèmes économiques et sociaux de leur temps et les illusions délirantes qu'ils se font sur leur rôle historique"³. Un exemple indiscutable de cet irréalisme de Nin (jusqu'en 1936), Fontana le trouve dans le fait qu'en 1932, "en pleine discussion de la réforme agraire qui était un des problèmes politiques, économiques et sociaux de la plus grande importance parmi tous ceux qu'allait devoir affronter la République, Andreu Nin écrivit et publia une brochure sur les questions politiques en Extrême-Orient, *La Mandchourie et l'Impérialisme*"⁴. Ce "comble" est pour Fontana quelque chose de définitif, une tentation dans laquelle tombent aussi les contributions positivistes comme celle de Bonamusa. Il ne fait aucun doute que Nin s'est trouvé dans des circonstances qui n'étaient en rien faciles quand il essaya de donner des réponses théoriques valables à partir d'une réalité organisationnelle infime déformée par les zigzags du PCE. Néanmoins, l'exemple de Fontana mérite quelques commentaires. Il omet le fait que Nin se

¹ Aux éditions Fontamara. Les apports d'A. Nin là-dessus ont été repris dans un titre classique : *Fascisme et Grand Capital*, de Daniel Guérin.

² Publiée sous le titre *La situation réelle en Russie*. L'introduction de Nin, comme sa critique du livre de Pestaña sur la Russie et d'autres, sont incorporées dans *La Revolución rusa*, chez Fontamara.

³ *Taula de Canvi*, *ib.* Il est à notre avis symptomatique que Fontana essaie d'amalgamer tous les groupes communistes de l'époque. Pourquoi les divergences ?

⁴ *Ibidem*.

trouvait dans un collectif plus large, au sein duquel se menaient des études sur la question agraire, comme on peut le constater en relisant la réédition de *Comunismo*. De plus, Nin, comme Maurín, insérait cette question — avec la question nationale et celle du nettoyage des "écuries d'Augias" de l'Ancien Régime — dans une conception des tâches démocratiques qui, comme c'était apparu en 1907, 1917 et 1931, ne pouvaient être réalisées par aucune bourgeoisie "démocratique" mais par la classe ouvrière comme base de son alliance avec la paysannerie. Le fait qu'il avait en outre une préoccupation internationaliste ne doit pas surprendre, à moins qu'il s'agisse de considérer le fait espagnol comme intégralement spécifique et l'internationalisme comme un thème de discours...

Il est facile de multiplier les exemples¹ de la façon, dont l'histoire événementielle de Bonamusa se concentre dans un tube où il n'y a que les faits concrets, qu'il refuse de valoriser, sauf quand il estime qu'il existe des éléments qui confirment son *a priori* "démystificateur"². Bonamusa mesure le marxisme de Nin d'un point de vue académique et n'y découvre aucune originalité. Il faudrait discuter si c'est la seule méthode possible, comme cela semble découler d'auteurs comme Perry Anderson qui s'étonne du manque de correspondance entre un prolétariat capable de soutenir de grands affrontements et la pauvreté de ses dirigeants intellectuels³. On ne peut prétendre que sortent d'un marxisme formellement riche intellectuellement des actions satisfaisantes aux moments-clés de la lutte de classes : c'est le cas de l'austro-marxisme et même de tout ce marxisme occidental qui a été incapable de regarder en face une révolution ou des faits aussi nets que le stalinisme. Nin n'est certes pas Gramsci, mais entre lui

¹ Citons-en un. Bonamusa fait une analyse administrative exhaustive des publications de l'OC'E/ICE et démontre évidemment leur caractère ultra-minoritaire. Il ne cherche pas à mesurer l'influence de *Comunismo* - par exemple sur Araquistain et Maurín qui ne comptent en chiffres que pour un - et ne prend pas en considération la reconnaissance généralement reconnue de son haut niveau théorique.

² Par exemple, quand il écrit : "Nin est plus modéré dans l'analyse de la réalité politique que la majorité (sic) des dirigeants du PCE et y compris que Maurín, bien que, à partir de son analyse, il fixe des objectifs difficiles à atteindre. Son théoricisme et ses illusions le débordent". Cette approche me rappelle celle d'un écrivain polonais qui avait bien connu Lénine entre 1912 et 1914. Pour lui, c'était une bonne personne qui manquait totalement de réalisme politique.

³ "Pourquoi l'Espagne n'a-t-elle pas donné un Labriola ou un Gramsci, malgré la combativité extraordinaire d'un prolétariat et d'une paysannerie plus grandes encore que ceux d'Italie et un héritage culturel du XIXe siècle qui, bien que loin de valoir celui d'Italie, n'était pas à négliger ? Il faudrait au minimum étudier à fond ce problème complexe" (*Consideraciones sobre el marxismo occidental*, Siglo XXI, p. 40).

et d'autres modèles — José Díaz, Araquistain, De los Ríos — il y a des années-lumière¹.

Il n'est pas aventureux d'affirmer que, dans le marxisme de Nin et celui de l'école qu'il représente — celle qui se situe pour ainsi dire entre la période classique de la IIIe Internationale et le projet de IVe — on distingue **en premier lieu**, la réactualisation de l'effort du premier PSOE pour traduire et faire connaître le marxisme, mais avec la différence que Nin se trouve beaucoup plus proche des sources à l'époque où il les élargit ainsi que celles de la IIe, la IIIe et les prolégomènes de la IVe ; **en second lieu**, parce qu'il ne s'y agit pas de l'effort didactique-vulgarisateur qui existe déjà, mais d'une tentative pour développer dans un large éventail de problèmes, le caractère national, considérant que les débats internationaux sont aussi importants par rapport à la réalité espagnole que ceux sur le fascisme et le stalinisme ; **en troisième lieu**, parce qu'il lie tout cet effort et ce développement à une tâche cyclopéenne, la construction d'un parti révolutionnaire, le parti de la révolution espagnole, en opposition non seulement à la vieille social-démocratie mais aussi à l'anarcho-syndicalisme aux fortes racines et un parti communiste affecté par le cancer stalinien quand la conscience générale qui prévalait alors n'avait pas assimilé le sens du régime surgi de la révolution d'Octobre.

Vies parallèles

Moins reconnu que Nin comme théoricien, Joaquin Maurín jouit au contraire d'un plus grand respect dans le vaste espace qui va des historiens professionnels (pour Fontana, il est le "moins dépeigné" des années trente ... bien qu'à la fin, lui aussi perde "la boussole"), jusque chez les militants du POUM où, à de rares exceptions, on le considère comme un politique pratique plus complet que Nin ("plus intellectuel") c'est-à-dire moins préoccupé par la rigueur théorique que par la nécessité de donner des réponses concrètes à la construction d'un parti. Cette conception repose sur le fait indiscutable que le "maurínisme" fut, de loin, la principale composante militante du POUM. En outre, si nous nous intéressons à sa politique de construction du parti, à des prises de position aussi décisives que la construction des Alliances ouvrières, on peut en arriver à affirmer, comme le fait Isidro Molas que Maurín "a été celui qui a le plus clairement exposé l'existence d'une analyse marxiste originale de la réalité espagnole. La volonté d'élaborer ses thèses à partir de la réalité le conduit à chercher les racines de la révolution espagnole, ce qui le distingue des autres élaborations contemporaines, parfois mal informées, mais jamais plus

¹ Il n'en est pas moins significatif qu'en dépit de tout un grand appareil mythificateur, d'innombrables hagiographies, aucun d'entre eux n'a pu s'installer dans la "surestimation" comme Nin.

suggestives"¹. Une étude sérieuse de son œuvre nous montre que l'OGÉ-ICE ne fut pas toujours jugée sévèrement par Trotsky et que sa caractérisation de Maurín comme "boukhariniste"², surtout si on la considère comme péjorative, est loin d'être juste.

Il existe entre Nin et Maurín quelque chose comme deux vies parallèles qui en viennent à coïncider à certains moments-clés, tandis qu'elles se séparent à d'autres, bien qu'il existe globalement des éléments pour dire qu'il y a dans leurs trajectoires bien des aspects complémentaires. Comme Nin, Maurín (de quatre ans plus jeune, né en 1896), est issu d'une famille de petite bourgeoisie pauvre, a fait des études pour devenir instituteur — une profession qui a donné d'innombrables cadres au socialisme —, participe à 1917, connaît le mouvement étudiant et républicain — expérience importante à l'heure de comprendre les tâches démocratiques à l'ordre du jour, aboutit en tant que syndicaliste révolutionnaire dans la CNT — où, en 1920, il occupe le secrétariat de la fédération provinciale des syndicats de Lérida et anime l'hebdomadaire *Lucha social* —, assiste au congrès de la CNT en 1919, participe à Moscou à la fondation de l'ISR, sa principale source de formation dans les années suivantes... Mais au contraire de Nin, Maurín peut revenir en Espagne et entreprendre une tâche ardue pour construire, de l'intérieur de la CNT, le parti de la révolution, dont l'absence, selon lui, était la clé de l'échec de 1917. Cette séparation contenait deux façons distinctes d'évoluer.

Il faut distinguer deux étapes fondamentales dans la biographie de Maurín en tant que militant communiste, l'une dans laquelle il travaille dans le Comintern et une autre dans laquelle, après sa rupture avec le stalinisme, il s'agit de construire le "troisième parti ouvrier marxiste", différent de la social-démocratie et du stalinisme, et leur adversaire. La première étape coïncide avec un gros effort au sein de la CNT dans la compétition avec la tendance anarcho-syndicaliste pour influencer une base militante qui, pour reprendre les termes de Trotsky, avait, comme les bolcheviks de Russie, réussi à rassembler le meilleur de la classe ouvrière. Cet effort commence avec la conférence des

¹ Antonio Monreal, *El Pensamiento político de Joaquín Maurín*, Peninsula. Pour une meilleure information sur Maurín, voir le livre déjà cité de Victor Alba et surtout *Como se salvo Joaquín Maurín. Recuerdos y Testimonios*, édition de Jeanne Maurín, éd. Bucar.

² La qualification peut-être acceptée jusqu'en 1933-1934. Ensuite il y a un vrai tournant de Maurín. Bien que Maurín lui-même se réclame plus de Boukharine que de Trotsky - dont il dit qu'il lui prend très peu - il conviendrait d'étudier plus l'époque de l'unification, quand Maurín lui-même se dit "trotskyste" (hétérodoxe, cela va de soi) mais quand la théorie de la révolution permanente et les conceptions de Trotsky sur le fascisme ont chez lui un grand poids. Cette période n'est pas étudiée par Antonio Monreal. Pour une meilleure connaissance du "boukharinisme", voir les œuvres d'A.G. Lowy et Stephen E. Cohen, publiées respectivement chez Grijalbo et Siglo XXI.

groupes syndicalistes révolutionnaires de 1922 qui adopte *La Batalla* comme organe de presse. Avec une argumentation fournie par l'ISR, Maurín mène une lutte idéologique constante contre la majorité de la CNT, critiquant sa dictature à l'intérieur du syndicat, proposant une ligne de front unique inspirée par les IIe et IIIe congrès de l'IC, l'époque où l'on dénonçait "l'aventurisme" de la ligne qu'on appelait "la gymnastique révolutionnaire" du "secteur faïste" auquel cependant il préfère, pour son caractère plus radical, la ligne plus syndicaliste mise en avant par les "trentistes". L'entreprise échoue au bout du compte, bien qu'au passage elle se soit assurée la prééminence dans les syndicats plus petits de Lérida, Gerona et Tarragone, des localités qui seront plus tard les "fiefs" du POUM¹.

Jusqu'en 1924, il n'a pas construit la Fédération communiste catalano-baléare, du fait de la persécution qui s'abat sur le PCE et des exigences de la lutte interne de la CNT. Maurín est membre de la CE du PCE et ses conflits avec la direction apparue à la suite de la "bolchevisation" seront permanents, bien que, jusqu'en 1930, leurs divergences ne dépassent pas le cadre de l'état. De 1925 à 1927, il reste au Carcel modelo de Barcelone et, à sa sortie, doit comparaître devant la commission internationale de contrôle de l'IC pour répondre d'une série d'accusations lancées par la "troïka" Bullejos-Trilla-Adame, mais son honorabilité politique reste intacte. Il resta jusqu'en 1930 à Paris où il travaillait aux Editions Europe-Amérique. Il achève en Espagne son livre *Les Hommes de la Dictature*² et déclenche une offensive politique contre la direction du PCE, critiquant tous les éléments qui composaient la fâcheuse politique de la "troisième période". Quand il fonde le BOC, Maurín est déjà en marge de la discipline du PCE bien que son exclusion officielle n'ait pas eu lieu avant juillet 1931. Maurín théorise alors une voie différente et opposée à celles du stalinisme et du trotskysme — qu'il qualifie assez grossièrement de dogmatiques — et s'oriente vers des positions qu'on peut cataloguer internationalement comme "boukharinistes", semblables à celles que défendent en Allemagne le groupe Brandler, en Italie la fraction de Tasca, aux USA la tendance Lovestone-Wolfe. Le BOC est l'organisation de masse de ce qui s'appellera Fédération communiste ibérique, avec laquelle il faut "corriger les inconvénients qu'a l'adoption mécanique du système d'organisation bolchevique et qui sera le lieu de concentration des masses ouvrières qui se rapprochent du communisme". Pour

¹ Aussi bien Nin que Maurín ont beaucoup, écrit sur la nature de l'anarchisme, concrètement tous deux ont participé au débat de *L'Opinió* avec Peiró et autres anarchistes ; Voir Albert Ballcels, *El arraigo del anarquismo en Catalunya*, ed. Jucar. Maurín écrit *El sindicalismo a la luz de la revolución rusa* (cf. Monreal, pp. 56 sq). Nin pour sa part traite la question dans *Las organizaciones obreras internacionales*, publié chez Fontamara où doivent paraître ses écrits sur l'ISR. Tant dans le thème de l'anarchisme espagnol que dans celui de la social-démocratie, l'analyse marxiste passe par Nin, Maurín et Andrade.

² Edité chez Anagrama par Bonamusa avec prologue de Luis Portela (comme pour *La Revolución española*, oeuvre capitale de Maurín).

Maurín, les conditions existent pour créer, à partir du BOC, le "troisième parti", mais, quand il comprend que le dilemme entre fascisme et socialisme est à l'ordre du jour, il dessine une ligne de front unique qui se concrétisera dans l'expérience riche, bien que sans succès, de l'Alliance ouvrière — dont il faut en toute justice le considérer comme le principal créateur et théoricien — à l'intérieur de laquelle il conçoit l'unification des marxistes.

Pendant ce temps, Maurín a vu mûrir notablement ses positions politiques et la preuve en sera donnée par son livre *Révolution et contre-révolution en Espagne* qui synthétise vigoureusement ses conceptions sur le caractère démocratique (qu'il résume en quatre points : 1. Répartition générale des terres. 2. Structure fédérale ibérique. 3. Séparation de l'Eglise et de l'Etat. 4. Destruction de l'Etat monarchique et en particulier de l'Armée) et socialiste (il n'existe pas en Espagne de bourgeoisie "démocratique", le "parti industriel" a conclu un pacte avec la vieille oligarchie et redoute par-dessus tout la classe ouvrière et c'est pourquoi c'est à la classe ouvrière qu'il appartient de prendre la tête du processus révolutionnaire, marchant vers le socialisme compris comme démocratie ouvrière) de la révolution qui est à l'ordre du jour, de la nature capitaliste du fascisme, de la tactique et de la stratégie révolutionnaires qui passe par l'Alliance ouvrière, d'un bloc social dirigé par la classe ouvrière qui neutralise la base sociale de la contre-révolution. Il n'est pas douteux qu'il existe entre la ICE et le BOC une convergence très forte et que, de la part de ce dernier, il y a eu une correction importante qui se traduit entre autres par le fait que la nécessité de la révolution est correctement posée, par l'affirmation de la primauté et de l'indépendance de la classe ouvrière dans le bloc populaire, par la conscience de la nécessité de l'insurrection armée et l'instauration d'une dictature prolétarienne capable d'intégrer la volonté révolutionnaire des cénétistes comme des socialistes. Il y a aussi le rejet catégorique du stalinisme, bien que cet aspect soit infiniment moins développé que chez Trotsky ou à la ICE. L'idée que Trotsky surestimait le stalinisme se révélera ultérieurement erronée, car, sans la cohérence et la force du stalinisme, il est impossible de comprendre le naufrage de la CNT entre le "gouvernementalisme" et la collectivisation, l'adaptation à la droite des caballeristes, la recomposition des franges libérales et social-démocrates..

Maurín disparaît dans le tourbillon de la guerre civile et survit presque miraculeusement comme prisonnier de Franco (les stalinienens n'ont pas hésité à utiliser ce fait comme une "preuve" du caractère de "cinquième colonne" du POUM), pour s'établir à partir de 1947 à New York. Le Maurín d'alors n'est que l'ombre de ce qu'il avait été. Comme dans le mythe d'Antée, il n'a plus de force quand il abandonne sa terre. Déjà pendant sa longue odyssée, Maurín doute de la justesse de ses positions, particulièrement l'unification. Et bien que son absence forcée l'induisse à ne pas vouloir faire une critique publique de son parti, il la fait en privé autour de deux considérations fondamentales : a) il aurait fallu placer la guerre au-dessus de la révolution, b) il aurait fallu se rapprocher de l'aile "caballeriste" pour barrer la route au PCE devenu le principal responsable de la

défaite... non du fait de sa politique mais de ses méthodes et de son action au service de Moscou, facteur par lequel il explique la non-intervention des "démocraties" occidentales. Naturellement ces conceptions le rapprochent du groupe de Rovira et l'éloignent du POUM organisé à Paris¹, dans lequel surtout les anciens bloquistes continuent à lui conserver un ardent respect.

La Longue Vie militante d'un "Jacobin"

Bien qu'il soit évident que Maurín et Nin furent les seuls dirigeants indiscutables du POUM, on ne peut oublier que se retrouvèrent dans ce parti certains de ceux qui avaient forgé le premier parti communiste espagnol — Juan Andrade, Luis Portela, Julian Gorkin, David Rey (Daniel Rebull), José Loredó Aparicio, etc. — ainsi que nombre de cadres plus jeunes qui démontrèrent largement leurs attitudes militantes : Maria Teresa García, José Luis et José Maria Arenillas, Manuel Grossi, Jordi Arquer, Josep Rovira, "Quique" Rodríguez, Ignacio Iglesias, Molins y Fabrega, sans oublier les morts et disparus pendant la guerre.

Le plus éminent d'entre eux fut Juan Andrade. Ce qui attire d'abord l'attention chez lui, c'est sa longue et cohérente trajectoire militante : Andrade commença son itinéraire politique avec les "Jeunes Barbares" (jeunesses radicales) mais, en 1918, il était déjà à la tête des jeunes socialistes madrilènes, qui soutenaient Zimmerwald et la révolution russe. On le trouve en 1920, parmi les animateurs du PCE récemment construit, en qualité de directeur d'*El Comunista*. En 1921, il est emprisonné, la police ayant fabriqué un complot du jeune parti² et le sera de nouveau en 1923 et 1924. En 1927, il est privé de toutes ses responsabilités dans le parti pour son attitude critique qui évolue de positions gauchistes "conseillistes" à celles de l'Opposition de gauche. Co-fondateur de l'OCE, il fonde et anime la revue *Comunismo*³. En 1935, il est également l'un des fondateurs du POUM et appartiendra à son CC et à son CE. Jugé en 1938, il parvient à s'enfuir de Barcelone la veille de l'entrée des troupes de Franco. Pendant l'occupation allemande de la France, Andrade vit dans l'illégalité et connaît plusieurs camps de concentration jusqu'à sa libération le 24

¹ Cf. Victor Alba, *op.cit.* Un travail très peu fiable sur le secteur social-démocrate du POUM est celui de Carmel Rossi, "L'aportació del POUM al projecto socialista", dans *L'Opinió socialista*.

² Ce complot prétendait démontrer que le PCE des jeunes préparait une "insurrection". Dolores Ibarruri - présentée dans les histoires proches du PCE comme une des fondatrices du parti dans lequel elle fut une inconnue jusqu'en 1932 présenta le fait comme certain et d'autres, comme Tuñón de Lara, lui emboîtèrent le pas.

³ Les incroyables insuffisances de Jesús Pérez, qui a rassemblé et introduit le choix de textes de *Comunismo* se manifestent dans le fait qu'il ne connaît même pas les différents pseudonymes d'Andrade qu'il n'inclut donc pas dans l'index analytique !

février 1944 par un "maquis" anarchiste dans lequel se trouve Wilebaldo Solano. Pendant les années de sa vie en France, Juan Andrade est l'un des militants poumistes les plus constants, malgré les divergences permanentes qu'il maintient. Pour les "bloquistes", Andrade est une sorte de "Jacobin" — c'est ainsi que l'a défini Gerald H. Meeker — de la Gauche communiste, l'intransigeant qui ne cherche guère à "comprendre" les positions ultimes de Maurin. Son esprit militant le conduit à participer à la tentative manquée de reconstruire le POUM. Finalement, il s'est maintenu dans les parages de la LCR et a écrit son dernier article pour *Combate* consacré à Pedro Bonet. Dans ce travail, il oppose avec une certaine amertume les gens comme Bonet qui ne s'étaient pas rendu aux plus terribles adversités et les "désenchantés" de la dernière vague qu'il traite avec mépris¹. Juan Andrade a été celui des fondateurs du PCE qui a eu la plus longue trajectoire militante et l'un des rares qui ne se soit pas rendu à la classe dominante, à la social-démocratie ou au stalinisme.

À l'intérieur de cette trajectoire, deux chapitres méritent selon nous une attention spéciale, le premier sur les activités propagandistes d'Andrade et le second sur ses rapports complexes avec Trotsky et le trotskysme.

Il n'est pas nécessaire d'être un universitaire pénétrant pour savoir qu'il n'existe pas de traitements privilégiés pour les révolutionnaires. Il suffit de voir que, pour tous ceux qui s'intéressent aux activités culturelles dans le laps de temps entre les dernières années de Primo de Rivera et la guerre civile, la scène est occupée par la star Ortega y Gasset et dans une moindre mesure par "la génération de 27". Cependant une étude qui nous mènerait plus loin en remontant² nous permettrait de connaître les faits de ce qu'il ne serait pas exagéré d'appeler une "révolution culturelle". La passion de la lecture, le goût pour un ciné vivant et critique, la liaison active avec artistes et intellectuels, cessaient d'être le privilège des classes élevées et moyennes pour atteindre le prolétariat. Pendant ces années, on publia des centaines de titres de classiques socialistes, des milliers de romans avant-gardistes, anti-militaristes, révolutionnaires, prolétariens, et les meilleurs artistes se sentirent liés à un peuple en marche. À l'intérieur de cette révolution, ils ne sont pas nombreux à pouvoir entrer en compétition avec le "stakhanovisme" de Juan Andrade, animateur de revues

¹ L'auteur de ces lignes ne put que penser à cet article quand, à la présentation du livre d'Andrade, *Recuerdos personales* (éd de Serbal) à Barcelone, se réunirent une cinquantaine d'ex-militants du POUM et de l'Action communiste qui avaient fait naufrage dans une crise de troisième catégorie et avaient abandonné le militantisme. Peut-être ne comprenaient-ils pas que la vie d'Andrade était la négation même de leurs débiles ressources humaines.

² Voir en particulier Victor Fuentes, *La marcha al pueblo en la letras españolas 1917-1936*, (La Torre) ; Christopher H. Cobb, *La Cultura y el Pueblo en España 1930-1939* (Lala) ; *Los novelistas sociales españoles 1926-1936*, anthologie de José Estebán et Gonzálo Santoja, auteur également de *La novela proletaria*, ed. Ayuso tous les deux.

comme *Post-Guerra* et *Comunismo*, responsable de maisons d'éditions comme Cenit, Hoy, Iberoamericana, Oriente, Comunismo, etc. Journaliste vibrant et lucide sous différents pseudonymes, traducteur de plusieurs classiques marxistes, découvreur de nouveaux talents comme Ramon J. Sender¹ et finalement auteur de diverses brochures et livres comme *La Bureaucratie réformiste dans le Mouvement Ouvrier*, qui est encore aujourd'hui une référence méthodologique obligatoire pour ceux qui étudient l'UGT et le PSOE de Pablo Iglesias et de Largo Caballero. Il ne s'agit pas cependant d'une œuvre théorique brillante et de premier ordre ; il n'y a pas d'apports originaux, mais une rigueur inhabituelle dans notre gauche et surtout un travail que l'on peut définir avec Gramsci, "diffuser de façon critique vérités et découvertes, "les socialiser", en faire par conséquent la base d'actions vitales, des éléments de coordination et d'ordre intellectuel et moral".

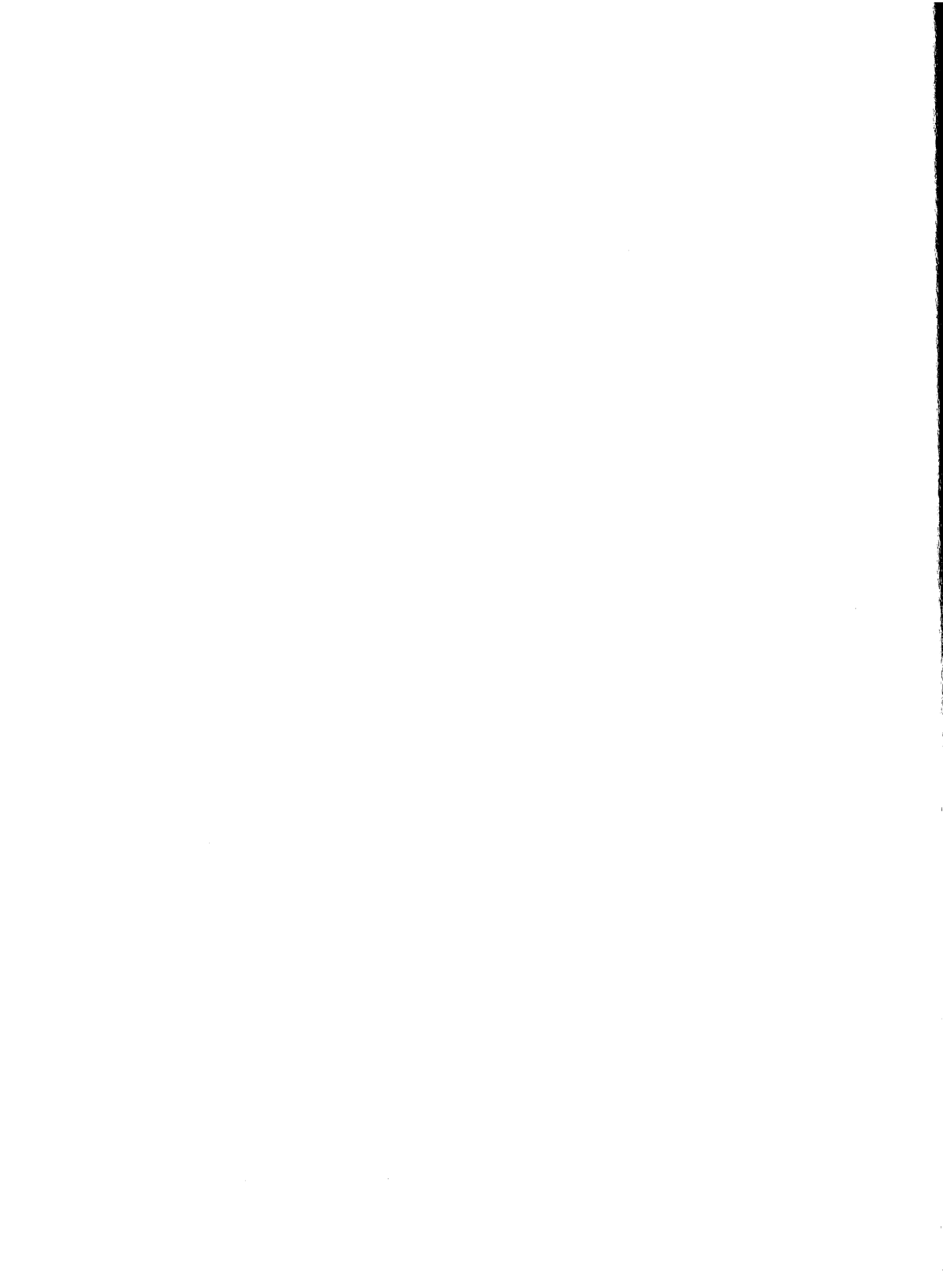
Ce n'est pas sans raison que les éléments "bloquistes" du POUM traitaient Andrade de "trotskyste" qui avait eu le malheur d'entrer en conflit avec Trotsky. Andrade fut un bolchevik classique par ses vertus comme ses défauts, un militant dur et sévère, critique rigoureux et implacable des accommodements et des demi-teintes, capable de distinguer entre la politique stalinienne et la nature de la révolution russe, de l'URSS et de la base communiste du PCE. Il y eut chez Andrade une déchirure permanente depuis qu'en 1936, Trotsky lui retourna son livre sur *La Bureaucratie Réformiste* en le traitant de "traître" pour avoir signé le pacte de Front populaire. Andrade vit toujours chez Trotsky une attitude orgueilleuse envers ses amis/adversaires, quelqu'un qui était incapable de reconnaître une histoire et une grandeur comme les reconnaissait Lénine en des gens comme Plékhanov, Martov et Kropotkine. Cette déchirure devient particulièrement dure quand un "parvenu" du trotskysme adopte la position de Trotsky sur le POUM et sur lui. Lui qui a passé plus de trente ans de vie militante sans vaciller. Cette attitude de Trotsky, prolongée aussi dans d'autres cas non moins dramatiques et douloureux comme Sneevliet et son fils Lev, doit être replacée dans ses conditions de tension surhumaine, mais aussi dans une inclination très cultivée par la social-démocratie russe en exil et se concrétisa de façon désastreuse dans la pratique dans les injures que Lénine et lui échangèrent avec les résultats que tous connaissent. Même en admettant la "justesse" politique de la critique de Trotsky contre le POUM — c'est beaucoup car cela implique que la doctrine l'emporte sur l'analyse concrète — il y a un gouffre entre l'action de Nin et Andrade et celle de Zinoviev et Kamenev en octobre 1917 et pourtant tous deux restèrent membres de la direction du parti. Il est tout à fait inadmissible de traiter ainsi les erreurs de quelqu'un qui a donné sa vie à la

¹ Andrade fut l'éditeur du premier livre de Sender, *La situation religiosa en México*. Ce livre parut avec un prologue de Valle-Inclán, dont la paternité n'a jamais été mise en cause, par aucun érudit, alors qu'il était l'oeuvre d'Andrade, grand ami de Don Ramón María. C'est aussi Andrade qui fit éditer *El imán*, le roman qui révéla Sender et, pour beaucoup, la meilleure de ses oeuvres.

révolution et de remplacer par des jugements méprisants les propositions d'un débat sérieux et ouvert. Plus tard, ce fut Andrade qui, avec d'autres, chercha à trouver pour Trotsky un endroit pour vivre à Vendrell et qui s'efforça de lui donner une tribune dans *La Batalla*. Lui qui reste ferme quand tant et tant d'autres renient.

C'est une leçon à ne pas oublier.

Aucun de ces trois n'a besoin de biographies acritiques surtout si elles proviennent de gens comme Victor Alba. Ils ont, comme la majeure partie des cadres dirigeants du POUM historique à tous les niveaux, les éléments militants et théoriques suffisants pour occuper une place privilégiée dans l'histoire (à écrire) de notre marxisme. Certainement, pour écrire cette histoire, il faudra éviter les hommes de marbre, les *a priori* et étudier une forme beaucoup plus rigoureuse que l'histoire faite jusqu'à présent. Pour que personne ne cherche à utiliser de telles raisons contre Nin et Maurín dont la réputation a dû se refaire contre le courant prédominant dans le camp républicain, dans lequel on peut affirmer qu'ils furent les défenseurs les plus conséquents d'une révolution démocratique qui, du fait de l'incapacité d'une bourgeoisie réactionnaire et du splendide élan à la base de la classe ouvrière, est obligée pour vaincre de transcroître en révolution socialiste. Sa défaite, double défaite, fut aussi celle de la classe travailleuse d'Espagne et du monde. Et la défaite ne peut se confondre avec l'erreur.



José Gutiérrez Alvarez

La question anarchiste dans la révolution espagnole

On le sait, c'est en Espagne que l'anarchisme mondial trouva sa représentation la plus importante et sa plus grande influence. Ce fait a conduit certains à dire que la présence libertaire avait été le trait le plus original de son histoire contemporaine. Ce qui est certain, c'est qu'elle fut le fait le plus singulier de la guerre et de la révolution de 1936-1939, ces faits absolument cruciaux dans l'histoire de l'anarchie. Après de nombreuses défaites, le mouvement libertaire international crut trouver dans le conflit espagnol une occasion en or pour démontrer au monde et tout particulièrement aux marxistes **comment faire une révolution**, c'est-à-dire de façon anti-étatique et auto-gestionnaire, en suivant d'autres normes que celles du modèle bolchevique de 1917 qu'ils contribuèrent à discréditer.

Au moment où éclatent "les journées de Juillet", l'Association Internationale des Travailleurs (AIT), fondée à Berlin en 1922 en opposition à la IIe et à la IIIe Internationale, peut se diviser clairement entre sa principale section, l'espagnole, avec plus d'un demi-million d'adhérents qui augmenteront pendant la guerre — et le reste, en majorité des sections décimées — Portugal, Italie, Allemagne — ou décadentes — France, Argentine —, toutes franchement minoritaires¹.

¹ L'anarcho-syndicalisme avait subi de nombreuses défaites politiques - sans remonter au-delà de celle de la CGT en août 1914 - mais n'avait nulle part joué un rôle aussi important que dans la guerre d'Espagne. Un cas peu connu est celui de la CGT portugaise, très puissante à la veille du coup de Salazar, face auquel elle préconisa une ligne ouvertement suicidaire : "neutralité révolutionnaire". Je n'ai trouvé parmi ses porte-parole aucun commentaire critique de cette attitude.

Après un éclair éphémère avec l'Internationale Anti-autoritaire ou Noire, animée par Bakounine en personne, l'anarchisme fut écarté des principaux centres industriels par l'Internationale socialiste. Au début du siècle, il connut un autre grand moment avec la naissance du syndicalisme révolutionnaire — incarné par Pelloutier et la Charte d'Amiens — mais la Guerre mondiale et surtout la Révolution russe ont donné lieu à une nouvelle crise cette fois au profit de l'Internationale communiste dans les pays semi-industrialisés : nombre de ses cadres sont attirés par le bolchevisme¹. L'Espagne allait être la grande exception. De sorte que, quand naquit la IIe République et surtout quand éclatèrent la guerre et la révolution, l'anarchisme mondial fit siennes les espérances de la CNT-FAI et nombre de ses plus notables militants vécurent intensément leur guerre d'Espagne².

L'exception espagnole

Cette exception espagnole a singulièrement fasciné une fournée d'historiens et d'hispanistes qui ont essayé de donner une explication scientifique du phénomène sur la base d'un schéma socio-économique — l'existence d'un océan de petites industries et de grands domaines —, d'un fondement religieux — l'anarchisme s'explique comme une variante de l'hérésie religieuse historiquement frustrée en Espagne —, sans oublier la variante raciale, si chère aux anarchistes eux-mêmes, qui ont consacré l'idée singulière que "l'Espagnol" — de plus arbitrairement uniformisé — porte dans son "idiosyncrasie" des doses plus ou moins importantes d'anarchisme³. Pour ces historiens, il s'agit d'assimiler ce qu'ils considèrent dans une large mesure comme une anomalie —, comme si l'histoire en général et le mouvement ouvrier en particulier pouvaient s'expliquer par des moules et des paradigmes universels, et pour les anarchistes, il s'agit d'accentuer une geste "raciale" dont l'horizon leur paraissait éternel. Il ne manque pas de "patriotisme" militant dans cette dernière conception, qui a été théorisée aussi par une certaine droite et par des gens comme Heleno Saña — et qui fait du

¹ Dans tous les pays où l'anarchisme comptait, les PC se construisirent avec une forte composante - parfois décisive - de cette origine, théorisée par Lénine et Trotsky comme préférable à la social-démocrate. Il est significatif que quelques-uns des principaux dirigeants du POUM - Nin, Maurín, Bonet, etc.- provenaient de la CNT et plus tard des JS - Andrade -; on peut étendre cette remarque à toute l'Opposition de gauche internationale.

² On peut dire sans crainte d'exagérer que tout l'anarchisme international eut "sa guerre d'Espagne". Un exemple simple et dramatique de ce que signifia la défaite peut être trouvé dans le film *La historia oficial*, de Luis Puenzo.

³ Federica Montseny en est venue à trouver des traces d'anarchisme jusque dans l'extrême-droite, et l'équivoque Saña relie cette nature anarchiste à la forte présence d'une société précapitaliste dans l'Etat espagnol (comme si cette caractéristique était exclusive !)

phénomène anarchiste espagnol quelque chose de métaphysique et d'intemporel. Ces facteurs tendent en outre à occulter les plus importants : les facteurs politiques. Quelques-uns d'entre eux ont été soulignés par un Maurín dans sa maturité¹, qui a présenté une version bien plus nuancée de "l'enracinement de l'anarchisme en Espagne"¹, affirmant que les anarchistes comprenaient bien mieux que les marxistes le caractère radical de la question agraire dans le sud, la nature de l'avant-garde ouvrière de Barcelone face à Madrid bureaucratique, qu'ils étaient des propagandistes beaucoup plus capables², avaient une attitude beaucoup plus réceptive à l'égard des intellectuels avancés et de certaines caractéristiques du peuple espagnol, savaient répondre à la violence institutionnelle (Durruti) et agir dans la clandestinité, avaient aussi plus de brio et d'imagination que les socialistes. Le syndicalisme révolutionnaire fit bien plus que les pressions parlementaires pour l'amélioration des conditions de vie et la dignité du travail ; en outre, les luttes ouvrières animées avant tout par les anarcho-syndicalistes ont arraché les rares réformes légales qui ont été obtenues. Son apolitisme révolutionnaire n'apparaissait pas alors comme une position sectaire du fait de la légèreté morale des politiciens libéraux, et, quand ils présentaient leur projet révolutionnaire, il apparaissait comme la suite logique d'un projet démocratique avancé qui avait été trahi depuis des siècles par la bourgeoisie.

D'un autre côté, l'anarcho-syndicalisme a su combiner diverses formes de lutte et intégrer en son sein un large éventail de tendances libertaires, depuis les pédagogues et les pacifistes jusqu'aux insurrectionnalistes et aux justiciers, et finalement parvint à surmonter la crise créée par le pôle IIIe Internationale en appuyant au début une ligne de convergence tactique — sans oublier les principes de Bakounine — pour se détacher après les événements d'Ukraine et de Cronstadt et le rapport particulier d'Angel Pestaña, au moment où commençait déjà la crise du PCE. Ce n'est qu'à Séville et en Catalogne qu'il y eut un problème communiste³.

¹ Maurín a pris part à un large débat sur ce thème ; voir *El Arraigo del anarquismo en España*, édité par Albert Ballcells (plusieurs éditions, la dernière chez Jucar). Il est revenu sur ce problème dans l'appendice de *Revolución y contrarrevolución en España*.

² L'analyse d'Ernst Bloch sur le langage "chaud" et le langage "froid" peut aider à comprendre. La littérature anarchiste n'était pas de grande qualité, bien au contraire, mais elle avait la grande vertu d'entraîner même les plus analphabètes qui écoutaient, illuminés - au meilleur sens du mot - la lecture de *La Conquête du Pain* dans les aires andalouses. Pour cette importante question, voir A. Triana Ferrer, *Educación libertaria y revolución social*, Madrid, 1987.

³ Il est intéressant de constater les divergences entre les positions de la gauche communiste - BOC et OCE - et le PCE stalinisé, sur la question du travail de la CNT. Tandis que ces derniers la concevaient de façon instrumentale - ils créèrent leur CNT à eux -, ils considéraient les anarchistes comme des ennemis - anarcho-fascistes" et

Dans sa longue histoire, l'anarchisme espagnol s'est fortifié en surmontant les "épreuves du feu" d'une répression permanente, bien pire que celle que subissait le PSOE. Il survécut à la révolte cantonale de 1873 — où sa responsabilité serait bien moindre que celle que leur a attribuée Engels dans son célèbre pamphlet *Les Bakounistes en action*¹ —; au "pronunciamiento" du général Pavia en 1874 ; aux obscures manoeuvres policières autour de la "Main Noire" et l'attentat du Corpus. Les premières ont décapité le large mouvement de Jerez et le second essaya de détruire le noyau barcelonais et rendit célèbres les tortures du château de Montjuich² ; à l'échec de la grève générale qui constitua le chapitre le plus important de la "Semaine tragique" ; au pistolerisme patronal de principe des années vingt qui extermina une partie de ses cadres les plus capables³ ; et finalement à la dictature de Primo de Rivera qui essaya de détruire la CNT tout en permettant au PSOE de bénéficier d'une légalité précaire.

Tout cela se produisit dans une période où les ornières apparaissaient comme l'antichambre d'une puissante résurrection et dans laquelle les conflits internes n'empêchaient pas son développement comme ils le firent dans d'autres pays. Les controverses et affrontements, surtout personnels, entre collectivistes — à la Bakounine — et communistes — à la Kropotkine — ont été plutôt durs, pas moins que ceux qui opposèrent les individualistes — Urales y Mane, Mella — et les syndicalistes — Lorenzo, Seguí, etc. —, mais toutes ces tendances finirent par coexister, bien que les divergences aient resurgi avec d'autres problèmes de fond et se soient accentuées à la fin de la Dictature, quand un secteur — la FAI — plaidait pour une ligne de rupture et d'insurrection et quand l'autre — Pestaña, Peiró, López — inclinait à des accords ponctuels avec la gauche républicaine et autonomiste.

Ces contradictions traversent toute la période républicaine jusqu'à la réunification que va consacrer, en janvier 1936, le congrès de Saragosse, pour se reproduire avec d'autres variantes pendant le conflit armé et s'installer de façon chronique dans l'exil jusqu'à la rupture finale dans la période de "transition". On

"incontrôlés", les premiers ont défendu la démocratie syndicale, l'unité avec l'UGT et critiqué la conception qui faisait de la CNT le patrimoine des anarchistes et des travailleurs qui n'avaient pas d'opinion politique organisée.

¹ Sur cet aspect, voir le prologue de Manuel Sacristán aux *Ecrits de Marx et Engels sur l'Espagne* éd. Ariel, Barcelone, 1966.

² Ces types de provocations étaient assez courants. Elles s'appuyaient sur l'existence de quelque désespéré, et parfois même pas. Comme à Chicago en 1885, quelqu'un provoque un massacre et une série de crimes "vengeurs". Il n'y a pas de preuves et celles qui existent, comme à Jerez, ne sont pas soutenues. Mais la manoeuvre servit à décapiter le mouvement.

³ Eduardo Mendoza interprète très bien ces faits dans *La verdad sobre el caso Savolta*, le présentant comme un essai de méthodologie fasciste. Dans le programme de la TVE sur la guerre civile, il est attribué au "terrorisme" anarchiste.

peut en ce sens parler des "deux âmes" de l'anarchisme et José Peirats nous les présente ainsi pendant la République :

"Il y avait chez les anarchistes deux conceptions révolutionnaires : celle qu'on pourrait appeler jacobine et celle qu'on pourrait taxer d'opportunisme. Les premiers jouaient tout sur un coup d'audace ; les autres croyaient que la révolution a ses délais propres. Elle se fait (ou ne se fait pas) tous les jours. Le plus grand historien de l'anarchisme (Max Nettlau — JGA) appelait cela la continuité de l'histoire. A la conception conspirative s'opposait la conception opportuniste. Les mouvements conspiratifs insurrectionnels de 1933 mirent clairement en évidence ces deux tendances. La révolution conspirative échouait à répétition. Les mouvements furent aisément réprimés par le gouvernement. Il manquait le climat. Pour les uns, la révolution se forge à froid. A force de pilonner le fer, il s'échauffe et devient rouge vif. La révolution serait l'oeuvre de minorités audacieuses prêtes à offrir l'exemple de leur sacrifice. Echauffé par l'exemple, le peuple suivra. Pour les opportunistes, c'est jouer à la roulette russe. Si on sort sans barbe... Les deux courants croyaient que la révolution n'est pas possible sans l'intervention du peuple. Mais, tandis que les uns croyaient que cette intervention est provocable volontairement, les autres estimaient que seul un événement émotionnel impondérable pouvait saisir les foules. Notre mission consiste à être prêts à souffler sur le feu et mener la révolution toujours plus loin. La conspiration jacobine peut déboucher sur la dictature qui répugne aux deux tendances"¹.

L'étape de la IIe République

Avec la révolution politique du 14 avril 1931, le dilemme jacobinisme/opportunisme va traverser tangentiellement le puissant développement de la CNT. Pour le courant "modéré" regroupé autour du *Manifeste des Trente* (Angel Pestaña, Joan Peiró, Juan López, etc), toutes les conditions n'étaient pas créées pour la révolution et un travail d'accumulation de forces, de progrès syndical et de prise de conscience culturelle s'imposait. Il ne s'agissait donc pas de rechercher l'affrontement direct avec l'Etat et la bourgeoisie, mais d'utiliser de possibles accords avec ses secteurs les plus avancés comme les catalanistes de gauche, avec lesquels les trentistes possédaient pas mal de ponts. Le modèle social de ce courant — dans lequel s'insèrent de nombreuses variantes mineures comme la variante municipaliste, la variante pacifiste tolstoïenne, etc. — sera une traduction des théories de Pierre Besnard et Christian Cornelissen qui défendaient une formule de "tout le pouvoir" aux fédérations syndicales, une idée très en vogue dans le courant historique syndicaliste révolutionnaire (IWW). Ils seront très durement traités par la majorité (Ricardo Sanz ira même jusqu'à écrire un pamphlet intitulé *Los treinta Judas*) et exclus. P

¹ Prologue à H.E. Kaminski, *Los de Barcelona*, Ed del Cotal, Barcelone, 1977.

Pendant plusieurs années, ils restèrent marginalisés, à l'écart de la CNT qu'ils finirent pourtant par réintégrer, à l'exception de la fraction représentée par Angel Pestaña qui construisit le minuscule Parti syndicaliste, lequel s'efforça sans succès de convaincre les confédéraux de l'importance d'avoir une formation politique. Bien que, pendant la guerre civile, sa politique fût appelée à coïncider largement avec celle d'un secteur cénétiste — d'origine faïste — dirigé par Horacio Prieto¹.

La majorité qui s'impose pratiquement dans tout l'Etat se vertèbre à travers le schéma organique irrégulier de la FAI sur la base de la prémisse selon laquelle la CNT est insensible sans une hégémonie anarchiste. La montée du mouvement de masses en général et en particulier de son expression anarcho-syndicaliste, signifie pour les théoriciens de la "gymnastique révolutionnaire" que le moment est arrivé d'avancer sur le chemin de la révolution, à travers un vaste mouvement d'insurrections locales — à la manière de Bakounine en Italie — qui seront définies par les "trentistes" comme une forme d'action anarcho-bolchevique (une assimilation abusive du bolchevisme à une simple technique de coup d'Etat à la manière grotesque de Curzio Malaparte), et qu'on doit caractériser plus correctement comme une variante anarchiste du *putschisme*. Ce mouvement, commencé à Figols, a eu son chapitre le plus célèbre et le plus transcendant à Casas Viejas où les forces de l'Ordre public firent une démonstration de la façon de traiter ce type d'actions qui ne durèrent jamais plus de quelques heures ou quelques jours, bien que ceux qui les déclenchaient aient été persuadés qu'il ne s'agissait pas de tentatives mais du jour J de la révolution. Ses raisons théoriques plus élaborées ont été le fait du Dr Isaac Puente, principal intellectuel cénétiste de l'époque, qui les a exposées comme suit :

"Une révolution politique peut se faire sur le front urbain... La révolution sociale a besoin du front le plus large, transformant en bastion chaque hameau... Une poignée de camarades audacieux ou un petit syndicat rural peuvent facilement procéder au désarmement des ennemis et à l'armement des révolutionnaires. Dans un village, il est facile de résister plusieurs jours à un blocus parce qu'il y a des réserves alimentaires... Les camarades de la ville ont quelque chose de plus important à faire. Tenir en échec la force armée pour qu'elle ne puisse pas procéder à la soumission de ses frères, les paysans soulevés. Détourner les forces de l'ennemi. Maintenir la grève révolutionnaire et la lutte violente. Faire que l'expérience de la campagne dure le plus longtemps possible pour que personne ne puisse nier l'évidence : le **communisme libertaire** est réalisable"².

¹ Cité par Antonio Elorza, *La utopía anarquista durante la IIa República* (Ayuso, Madrid, 1973), ouvrage indispensable qui a le défaut d'isoler de leur contexte les débats anarchistes.

² *Ibidem*.

Cette ligne d'"actions exemplaires", qui suscitent l'enthousiasme de gens comme Federica Montseny, dédaigne les programmes — conçus comme une ruse marxiste qui fait obstacle à la libre initiative — se justifie comme une tactique dans laquelle les campagnes encerclent les villes corrompues — en ligne droite, sans procès de transition — d'un communisme libertaire qui ne transige pas avec des hégémonies syndicales ni aucune forme d'Etat. Son objectif est le retour à la vie naturelle, précapitaliste, dans laquelle (il n'est pas bien précisé comment) se rétablira l'équilibre entre individualisme et collectivisme. Il n'y a donc place pour aucune forme de collaboration avec d'autres expressions du mouvement ouvrier et le dilemme est : Etat ou Révolution¹.

Le rôle de l'hégémonie faïste

A partir de l'histoire, on a généralement présenté cette expérience comme un produit de l'hégémonie faïste, en oubliant au moins que cela répondait à un sentiment très répandu dans les cadres moyens confédéraux — le coeur de la CNT — et parmi les membres, et que c'était interprété comme une alternative révolutionnaire opposée à la médiocrité institutionnelle et professorale de la coalition républicains/socialistes qui se montra beaucoup plus dure à l'égard de l'anarcho-syndicalisme qu'à l'égard de la nouvelle droite (elle mettait des gants blancs pour Sanjurjo et Juan March). Elle posait virtuellement la question de la révolution de manière infantile et sectaire, mais il ne fait aucun doute que la révolution se mettait en marche de façon large et profonde. Quand cette révolution vint à frapper à la porte de la CNT-FAI, celle-ci se trouvait dans une grave crise à laquelle contribuaient aussi le fiasco de sa campagne d'"apolitisme révolutionnaire" qui avait contribué (aux yeux des travailleurs) à la victoire des droites — qui traitèrent bien plus durement encore les anarchistes que le gouvernement antérieur — et l'apparition d'un danger fasciste international qui sera, de façon isolée, comprise par un témoin de la montée des nazis, Orobón Fernández². La majorité faïste, bien qu'en recul, continuait à montrer son sectarisme devant l'Alliance ouvrière.

L'Alliance ouvrière répondait à trois exigences fondamentales : a) l'unification prolétarienne face à la montée fasciste, b) la révolution considérée comme la destruction de l'Etat bourgeois, c) la démocratie prolétarienne comme formule magistrale post-révolutionnaire... Animée au début à partir de la gauche communiste, l'Alliance s'élargit aux autres groupes dissidents du PSOE et de la CNT — Pestaña — et renforça la gauche socialiste dont le processus de

¹ Voir en ce sens l'œuvre d'Elorza. Ce dilemme a été résolu de façon éphémère par un secteur des Jeunesses Libertaires durant les événements de mai 1937, mais en dépit de son caractère catégorique, il ne fut jamais sérieusement posé à partir de 1936.

² Orobón Fernández fut aussi l'inspirateur de l'entrée de la CNT asturienne dans l'Alliance ouvrière (NDLR).

radicalisation était nié par la majorité libertaire. L'entrée de la CNT aurait été historiquement décisive, elle pouvait être une alternative déterminante face à la nouvelle coalition des gauches dans laquelle les républicains apportaient le programme et le personnel dirigeant et le mouvement ouvrier la main d'oeuvre. Mais la CNT ne prenait pas en compte l'imminence du danger fasciste, ne se posait pas la destruction de l'Etat avec les autres et donc moins encore la nécessité du pluralisme révolutionnaire¹.

La CNT asturienne est restée tragiquement isolée dans cette année de l'UHP et, pendant que Federica Montseny déclamait contre les marxistes sans aucun effort pour distinguer entre eux, l'asturien José Maria Martínez proclamait que deux anarchistes + deux marxistes faisaient quatre révolutionnaires.

Le thème du front unique est analysé comme une simple manoeuvre politique des différents marxismes, et c'est la main de fer qui s'impose contre ceux qui s'"inflitrent" dans les rangs de la CNT, ce qui n'empêche pas que des libertaires notoires, comme Cipriano Mera, travaillent à l'UGT dans certains centres industriels — comme à Madrid — où les confédéraux ne sont pas enracinés. Pour le reste, l'affirmation unificatrice et unitaire se trouve dans l'esprit de la première CNT et inspire certains moments brillants comme celui de la grève générale d'août 1917. Elle continue à vivre dans de nombreuses fédérations et a ses théoriciens comme Quintanilla et Orobón Fernández, avec beaucoup d'influence.

L'unité n'est pas le thème central du Congrès de Saragosse, il s'y pose de biais. Le "climat" de coup d'Etat militaire, qui se devine y compris dans l'ambiance, n'est pas non plus abordé, pas plus que le gros nuage fasciste qui recouvre un calme apparent après la victoire de Hitler en Allemagne, et moins encore la situation en URSS où Staline a effectué son spectaculaire tournant à droite, ni même le Front populaire qui va bénéficier de l'appui ouvert de "trentistes" notoires et de l'appui tacite de bien des "faïstes". Le Congrès se consacre à déterminer comment construire le communisme libertaire et Isaac Puente impose sa veine lyrique : le communisme libertaire ne craint ni la contre-révolution ni l'encerclement international. Mais il paraît évident que son avènement ne pourra se faire en-dehors des conditions concrètes (que l'on minimise quand on les énumère pour d'autres cas historiques — comme le cas soviétique — mais sont décrites ici comme de simples prétextes des "autoritaires"). A Saragosse, la volonté est tout et les conditions ne sont rien. C'est à cette époque, au sommet des "procès de Moscou" que la presse libertaire

¹ Bien avant mai 1937, Comorera l'a bien compris, cependant que, pour la ERC, le problème ne se pose pas, en ce qu'elle pense de manière différente. Ce qui est arrivé, c'est que ses plans passaient par une intégration à plus ou moins long terme - Companys était persuadé que la CNT finirait par flancher - et qu'elle avait pris la précaution de ne pas perdre son autonomie face au centre. Néanmoins, en mai, la ERC oublia cette précaution et réclama l'aide politique de Valence.

traite l'affaire avec indifférence et l'explique comme un règlement de comptes entre "camarillas" marxistes.

Anarchisme et Révolution

La révolution ne va évidemment pas se dérouler suivant les normes de l'**Idéal**, mais selon une ligne brisée par des conditions historiques très complexes et dramatiques et son déroulement ne va pas être le produit d'une grève générale ou de la conjonction d'insurrections, mais va avoir à franchir une double muraille qu'on lui oppose avec des méthodes bien différentes :

— celle de la **contre-révolution** militaire-fasciste, vertébrée à partir du secteur le plus réactionnaire de l'armée, prêt à écraser totalement le mouvement ouvrier et à anéantir toutes les libertés, y compris les bases culturelles les plus modérées.

— celle d'une **anti-révolution** qui tient dans le Front populaire l'expression, prétendument légitime, de l'"unité antifasciste", concrétisée dans un Etat républicain qui se situe dans la vague du pacte que l'URSS recherche avec "les démocraties occidentales" et qui, par conséquent, repousse — comme c'est clairement exprimé dans son document constitutif — les revendications socialistes.

En ce qui concerne le premier problème, on constate clairement une sous-estimation de la part du mouvement ouvrier en général et de l'anarcho-syndicalisme en particulier, malgré les antécédents répressifs de 1909, 1917, 1923 et 1934, sans oublier la tentative de coup d'Etat de Sanjurjo en 1932. Cette vocation contre-révolutionnaire de l'armée se renforce quand la classe dirigeante considère comme terminée son expérience "réformiste" dans la IIe République et quand la montée nazi-fasciste la pousse à "une contre-révolution préventive". L'opposition à l'intérieur de l'armée sera grande mais inarticulée ; on n'y trouve pas les noeuds d'un travail anti-militariste bien organisé. Mola et Franco sont prêts à écraser une prévisible grève générale : le fait que la riposte soit bien plus large et profonde révèle qu'il existait les conditions subjectives pour une révolution.

Quant au second problème, il faut se souvenir que le Front populaire se justifiait, selon la droite azaniste, comme moyen pour neutraliser par sa modération la possibilité d'un coup d'Etat. Mais il est évident que la réaction prenait en compte non seulement les intentions d'Azaña et de Prieto mais aussi la volonté et le regard des ouvriers et des paysans. Quand le coup militaire se déclencha (après avoir été un secret de Polichinelle que Casares Quiroga tenta de discréditer par une ânerie), la droite républicaine fut totalement débordée, d'abord parce que son attitude face à l'armée était ambivalente (elle craignait ses tentations de coup d'Etat mais avait besoin d'elle contre une révolution) et ensuite parce qu'elle n'avait au moins pas conscience de ce que signifiait un péril comme le péril fasciste. Son comportement, dès lors, fut grotesque, balançant

entre l'indifférence (Quiroga), la compromission (Martínez Barrio), la passivité (refus d'armer les travailleurs), quand ce n'était pas l'oscillation ou la complicité. La confiance des travailleurs dans les gouvernants républicains fut fatale dans nombre de grandes villes.

Rien n'était préparé, mais quand vint le moment, l'héroïsme des multitudes fit le miracle d'arrêter le coup dans la majeure partie de l'Etat et, là aussi, les anarcho-syndicalistes montrèrent leur valeur là où ils savaient le mieux se battre : sur les barricades. Rien ne pouvait se faire sans la CNT, bien que la naïveté ait eu des conséquences tragiques à Séville, Saragosse et Oviedo, sans oublier Majorque et les Canaries, toutes des positions-clés dans la guerre qui venait. Le résultat fut un point de départ victorieux avec quelques défaites. Mais la situation allait se résoudre progressivement en faveur de ceux qui avaient les meilleures armes et une compréhension plus claire des moyens qui leur étaient nécessaires pour vaincre. La contre-révolution avait la terrible certitude de leurs conséquences.

Les grandes options de l'anarchisme

Personne comme les anarchistes ne s'était autant préparé à une révolution. Ils avaient commencé leur odyssée au temps de la Ière Internationale et s'étaient forgés dans une bataille contre les pouvoirs établis. La CNT condensait dans ses fédérations une majorité militante à la capacité de lutte reconnue et à la volonté déterminée de transformer le monde. Son programme avait été l'anarchie, "l'expression la plus élevée de l'ordre" (Elysée Reclus). Pour lui, ils avaient refusé toute transaction avec la classe dominante. Ils avaient refusé le jeu parlementaire et la "politique" traditionnelle en l'honneur de l'action directe, de la lutte pour la révolution.

Quand, pendant les journées de juillet, ils jouèrent un rôle indiscutable dans la défaite des insurgés, tout paraissait possible. Durruti disait que Barcelone était devenue "la capitale spirituelle du monde" et le mot de liberté se concrétisait en un mouvement libérateur qui soulevait tous les opprimés. Le lien entre la contre-insurrection et la révolution fut parfaitement naturel : les bourgeois surent sans difficulté où se trouvaient leurs barricades et leurs biens furent collectivisés au cours d'une fête égalitaire. Par sa capacité d'organisation, la révolution espagnole se montra bien plus profonde que la soviétique puisque tout fonctionna dès le premier jour. Restait un point faible : celui du pouvoir. La révolution avait "fait sauter l'omelette" mais qui, maintenant, commandait ?

La révolution entre les mains, le sommet de la CNT avait à se poser au moins trois grandes options fondamentales :

1. Celle du congrès de Saragosse, c'est-à-dire de proclamer le communisme libertaire, autrement dit : la Révolution contre l'Etat.

2. Une dans la vague de l'Alliance ouvrière, à savoir de faire l'unité de la gauche révolutionnaire (confédéraux, caballeristes et poumistes), défense de la révolution, démocratie prolétarienne...

3. D'arriver à un accord avec les autorités républicaines à l'intérieur d'un front antifasciste qui ne mettait pas en question la légitimité du Front populaire.

Dans le plénum qui s'est déroulé à Barcelone au lendemain des événements révolutionnaires, le dilemme se réduisit à deux options. Les défenseurs de la première n'étaient guère convaincants, car ils continuaient à poser avec la même optique que toujours, **nous et nous seuls**, en ligne droite jusqu'"**au tout social**". Son défenseur le plus connu était García Oliver qui, par la suite, passa pour le défenseur le plus conséquent d'une troisième option — selon lui, il ne voulait pas jouer les Trotsky — qui se justifiait sur la base de la reconnaissance des "conditions objectives" : il y avait un ennemi terrible, le fascisme et il existait d'autres forces politiques et syndicales qui prédominaient dans d'autres zones de l'Etat. La première option, disait-on, impliquait — il faut dire qu'on le découvrait — une dictature anarchiste et c'était en contradiction avec les principes. La question qui nous vient est celle-ci : pensaient-ils auparavant qu'ils allaient appliquer leur programme de communisme libertaire par consensus ? Il est évident que non, les anarchistes n'avaient jamais douté que la révolution ne se faisait pas par consensus mais par la violence révolutionnaire — la forme autoritaire disait Engels — et ils l'appliquaient rondement dans leurs insurrections.

Mais, outre les indiscutables "conditions objectives" il y avait les "subjectives" qui étaient bien plus déterminantes parce que, pour les anarchistes, c'était un principe que le pouvoir était "maudit" (Louise Michel) et qu'à l'occuper, l'homme le plus sain pouvait se transformer en bourreau sanglant (Proudhon). Néanmoins ce principe avait un autre aspect : il fallait abolir la malédiction. Que restait-il donc d'autre que de se renforcer, à partir du moment où les anarcho-sindicalistes reconnaissaient une légitimité et consentaient à s'y intégrer avec leurs milices et leurs collectivités. Alors, ce fut quand *Solidaridad Obrera* écrivit qu'il s'agissait d'une autre classe de pouvoir...

Pendant les "journées" de juillet, ils avaient hérité des barricades, et Companys le reconnut quand, dans une manifestation de l'intelligence politique bourgeoise, il se mit au service de la révolution en la suivant à la tête de la Généralité. Companys avait déjà à l'esprit une manoeuvre politique de grande envergure. D'abord, on mettait un petit coussin aux pieds de la CNT pour qu'ils se sentent à l'aise, puis on coexisterait avec eux, récupérant progressivement l'initiative sur tous les terrains, s'appuyant sur sa légitimité, sa maîtrise des ressources financières et surtout l'affaiblissement de la révolution ; dans ce plan, le plus intelligent était d'intégrer les conquêtes révolutionnaires qui allaient dépendre des institutions. Pour cela, il compta sur un allié militant avancé, le PSUC qui, d'accord avec la politique du PCE dans le reste de l'Etat, ne tarda pas

à prendre une initiative plus dure qui ne tarda pas à rendre impossible cette coexistence.

Ce furent les anarcho-sindicalistes eux-mêmes qui refusèrent comme saugrenue la première option — sans remettre en question tout le parcours — et en choisirent une "intermédiaire". Il faut maintenant se demander les raisons pour lesquelles ils ne choisirent pas la deuxième, qui aurait bénéficié de la connivence de la gauche socialiste — qui alla plus loin que le CNT dans son opposition à Giral — et du POUM. Cette option prenait place dans la référence à l'Alliance ouvrière et répondait au sentiment de la majorité de la population qui avait repoussé le fascisme.

La réponse à cette question nous mène à celle de la nature de la CNT. C'était une organisation très puissante qui s'était éduquée dans une compétition avec les marxistes et qui avait préparé un projet révolutionnaire solitaire en dehors du temps et de l'espace. Elle considérait les autres organisations ouvrières avec plus de méfiance que la Gauche catalane avec laquelle elle avait eu de très graves affrontements pendant la IIe République. Elle avait peur que les marxistes n'empiètent sur leur territoire et ne pouvait donc concevoir un front unique à leur initiative. En repoussant la possibilité d'un pouvoir révolutionnaire, ils s'orientaient vers une position apparemment plus conforme à son refus du pouvoir. Ils pensaient qu'en collaborant à diverses institutions ou différents organes de gouvernement ou à ceux dont ils exigèrent pathétiquement qu'on en changeât le nom —, ils pourraient avoir les mains libres pour ce qu'ils considéraient comme prioritaire par rapport à leurs convictions : la consolidation des collectivités. C'est en fonction de cela que le conseil d'Aragon chercha ses alliés chez Companys et les "caballeristes", négligeant tous les autres problèmes. Ils croyaient aussi que cette coexistence — "parfaite" selon Santillán — ne se détériorerait pas. C'est ce qui explique, par exemple, leur joie quand le gouvernement de la Généralité se sépara d'un parti (le POUM) et fit entrer trois syndicalistes de l'UGT... qui étaient aussi des dirigeants du PSUC !

De même, il est clair que cette option ne trouva pas d'autre avant-garde pour l'imposer. La gauche socialiste aurait pu l'avoir acceptée d'un point de vue plus droitier, mais elle était plus préoccupée par son rôle dans l'appareil d'Etat et le POUM n'avait pas la force suffisante pour accompagner ses propositions. Ni la CNT ni personne — en-dehors des "trotskystes" qui étaient un facteur extérieur — n'imaginaient même ce qu'allait signifier un PCE-PSUC converti en avant-garde la mieux implantée, la plus conséquente et la mieux pourvue de la droite républicaine. On allait assister à un spectacle jamais vu : un parti utilisant les symboles et les méthodes du bolchevisme — la discipline, l'efficacité, l'unité de l'exécutif, l'agitation et la propagande à grande échelle, etc. — pour défaire une révolution et implanter un gouvernement en conformité avec la politique de Staline d'alliance avec les "démocraties occidentales".

Cette incompréhension ne justifie pas une attitude de complicité. Les dirigeants de la CNT ont pensé qu'ils pouvaient être mieux traités dans la

répartition des armes en chantant des louanges pour Staline et l'URSS, et en pratiquant une politique de bon voisinage avec le PCE-PSUC.

L'intégration gouvernementale

La révolution espagnole, animée principalement par les anarcho-syndicalistes, n'a jamais réussi à se concrétiser. Elle fut profonde dans le domaine des industries et des champs, connut des développements très importants dans le domaine des moeurs et connut une importante participation féminine, surtout à travers "les Femmes libres". Son potentiel fut si indiscutable que ses adversaires les plus irréductibles, les communistes officiels, ne l'attaquèrent pas ouvertement, mais sur ses flancs.

Ces derniers affirmaient qu'il valait mieux la laisser pour après la guerre et montraient qu'elle était inopportune puisqu'elle gênait "l'effort de guerre", les secteurs de gauche représentés dans les milices et à l'arrière comme ceux qui se laissaient emporter par la tradition anticléricale la plus primaire, brûlaient les églises et poursuivaient le fascisme dans la moindre manifestation de religiosité.

La force du PCI et de la droite républicaine était donc aussi dans la faiblesse du secteur révolutionnaire et de sa composante majoritaire, la CNT-FAI. Ces derniers n'avaient pas de stratégie politique et leurs dirigeants, comme Horacio M. Prieto en premier lieu et Mariano Vázquez (Marianet) ensuite, reflétaient la tendance des cadres dirigeants à une politique pragmatique, c'est-à-dire à travers les institutions qui étaient celles d'un Etat en reconstruction. Ces dirigeants en vinrent à se dresser ouvertement contre les collectivisations et ceux des leurs qui critiquaient la politique républicaine officielle. Ils s'étaient transformés à leur manière au credo de "d'abord gagner la guerre"...

Ce processus vers la politique institutionnelle culmina avec l'entrée de quatre têtes de l'anarchisme dans le gouvernement de Largo Caballero, un "gouvernement de transition", dans lequel, comme en Catalogne, l'équilibre fut rompu en faveur d'une droite républicaine qui commençait à reconstruire les institutions face à une révolution inachevée et décapitée.

Tous n'acceptèrent pas cette charge avec le même enthousiasme. Juan Peiró et Juan López, qui avaient été deux éminents "trentistes", n'avaient aucun doute (bien que Peiró fit plus tard un bilan très autocritique), mais García Oliver ne voulut pas faire le pas sans que le fasse aussi Federica Montseny qui incarnait mieux que personne la tradition puriste. Montseny se posa ce qui avait été une — sinon la principale — marque de l'identité de son courant comme une question d'honneur personnel, mais dans la mesure où elle se trouvait prise dans des positions "circonstancialistes", elle finit par accepter, non sans avoir reçu auparavant la bénédiction de son père Federico Urales, qui estimait qu'il fallait appuyer la démocratie contre le fascisme.

Intégrée au gouvernement, la CNT souffrit de la tempête entre ses deux "âmes" et tandis que la possibiliste en venait à théoriser avec enthousiasme la

participation gouvernementale, la spontanéiste, submergée surtout dans la base militante, voyait avec stupeur la destruction, une à une, de toutes les conquêtes révolutionnaires. Les deux positions allaient affleurer quand le processus de "normalisation" républicaine coïncida avec le moment d'en finir avec les ambivalences et qu'il fallut en finir. Les obstacles sur cette voie étaient nombreux, mais avant tout pouvaient se résumer à deux : le poids déterminant de la révolution en Catalogne et en Aragon et l'attitude ambivalente, "centriste" de Largo Caballero et de la Ezquerra. Au milieu de tout cela se trouvait le POUM qui posait aux PCE/PSUC deux problèmes supplémentaires : ils représentaient une option révolutionnaire plus conséquente et constituait donc le danger essentiel pour un changement de situation, d'autant qu'il était suffisamment anti-stalinien pour être catalogué comme "trotskyste"...

A partir de la fin de 1936, le climat politique est de plus en plus tendu par l'attitude chaque fois plus audacieuse du communisme officiel. Les contradictions étaient à fleur de peau et l'explosion se produisit pendant "les journées de mai 1937", au cours desquelles on peut distinguer trois phases : a) la provocation de Telefónica donna lieu à une situation révolutionnaire, de façon externe très semblable à celle de juillet mais réduite à l'intérieur à la défensive, b) l'arrivée des ministres anarchistes — surtout Federica Montseny, plus écoutée à cause de son passé révolutionnaire — et l'attitude honteuse des dirigeants de la CNT barcelonaise, donnent lieu à une réaction du mouvement qui ne se construit aucune sauvegarde, c) le mouvement recule et commence une nouvelle offensive de la droite républicaine... Ses conséquences sont bien connues : dans le même moment de la défaite de mai 1937 tombent Nin et de nombreux autres militants (Berneri, Wolf, Landau), le POUM est mis hors la loi, le déclin de la CNT s'accroît, le Conseil d'Aragon est déposé *manu militari*, Largo Caballero tombe et la Catalogne perd son importante autonomie. La CNT, qui s'était surtout efforcée de désavouer ses "enragés" des Amis de Durruti — dont la valeur essentielle est d'exprimer le malaise et la volonté de résistance de la masse militante, mais qui manquent par ailleurs des instruments les plus élémentaires d'analyse politique —, arrive tard au moment de comprendre que la persécution du POUM la vise aussi. Curieusement, Emma Goldman, la plus acharnée théoricienne de l'idée que bolchevisme et stalinisme étaient symétriques, défend alors les "véritables bolcheviks" comme Nin¹.

¹ Emma Goldman fut l'une des rares voix de l'anarchisme international - avec le malheureux Berneri - à critiquer les positions "circonstancialistes", surtout l'action ministérielle, les excusant cependant par l'argument que les cénétistes étaient honorables et agissaient de bonne foi. Pendant les procès de Moscou, la CNT se fit l'écho de ses positions exprimées dans de multiples écrits et sur lesquelles un titre est très éclairant : "Trotsky parle trop". Elle en vint à dire que ces procès n'étaient que la continuation de la persécution de Cronstadt ou d'Ukraine. Après mai 1937, elle défendit le POUM.

Agustín Guillamón Iborra

Munis, vie et oeuvre d'un révolutionnaire méconnu¹

Manuel Fernández Grandizo (18 avril 1911-4 février 1989), connu sous le pseudonyme de G. Munis, était natif d'Extremadura, de Llerena. Ses parents émigrèrent au Mexique quand il était encore enfant.

Il commença très jeune ses activités politiques. Au Mexique, il contribua à la fondation clandestine de l'Opposition trotskyste. Arrêté dans un meeting, il fut expulsé du pays. Arrivé dans la péninsule, il intervint dans les grèves paysannes de Llerena en 1928. Il fut aussi l'un des fondateurs de l'Opposition communiste de gauche en Espagne, c'est-à-dire de l'organisation internationale impulsée en France par Léon Trotsky. Il collabora à la presse de la Gauche communiste d'Espagne (nouveau nom de l'Opposition communiste, *La Antorcha, El Soviet, Comunismo*).

De 1932 à 1933, il fut membre du groupe Lacroix. A la fin de son service militaire, il fut désigné, au début de 1934, comme représentant de la Gauche communiste à l'Alliance ouvrière de Madrid. Après l'insurrection d'octobre, il fut emprisonné. Partisan de l'entrisme dans les Jeunesses socialistes, comme le proposait Trotsky, il suivit la tendance dirigée par Fersen et Esteban Bilbao. La tendance de Nin et Andrade alla à la fusion de la Gauche communiste avec le Bloc Obrer i Camperol (BOC), parti marxiste et catalaniste, pour fonder en septembre 1935 le Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM). La tactique entriste des

¹ *generacio*, 2, 1991, traduit du castillan par José Santiago, avec la permission de l'auteur.

trotskyistes échoua complètement quand eut lieu la fusion des Jeunesses socialistes et communistes¹.

La Guerre civile

Au début de 1936, Munis se rendit au Mexique d'où il revint en apprenant le soulèvement militaire et l'insurrection ouvrière de juillet. Il participa avec ses camarades aux combats du front de Madrid, dans les rangs des milices socialistes.

En novembre 1936, Munis fonda à Barcelone une nouvelle organisation, la section bolchevik-léniniste d'Espagne, pro-IVe Internationale. Les trotskystes étaient peu nombreux en Espagne, divisés en deux groupes rivaux et en outre le POUM avait repoussé leur demande de s'organiser en fraction en son sein. Les deux groupes trotskystes existants qui comptaient surtout des militants étrangers, étaient connus par le nom de leurs publications respectives : *La Voz Leninista* et *El Soviet*.

La Voz Leninista était le groupe officiel formé de Munis, Jaime Fernández, Costa, Cid, l'Allemand Moulin, le poète surréaliste français Benjamin Péret, les Italiens Carlini et Lionello Guido, le poète surréaliste cubain Juan Breá, entre autres. *Le Soviet* était le groupe hétérodoxe qui suivait les dissidents Raymond Molinier et Pierre Frank qui publiaient en France l'hebdomadaire *La Commune*. Ce groupe était dirigé par l'Italien Nicola di Bartolomeo, connu sous le pseudonyme de Fosco et qui, du fait d'un malentendu, fut nommé par le POUM quelque chose comme délégué à l'accueil et au contrôle des étrangers, charge qu'il occupa de juillet à septembre. Il écrivit même un article dans *La Batalla*, l'organe du POUM.

L'organisation fondée par Munis publia un bulletin à partir de janvier 1937, qui prit en avril le nom de *La Voz Leninista*, dans lequel on critiquait la CNT et le POUM pour leur collaboration avec le gouvernement de la bourgeoisie républicaine au moment où il fallait combattre pour la formation d'un Front ouvrier révolutionnaire pour prendre le pouvoir, faire la révolution et gagner la guerre.

En mai 37, se produisit une insurrection ouvrière spontanée en défense des conquêtes révolutionnaires de juillet. A la nouvelle alarmante de l'attaque de la police contre l'édifice de la Telefónica, gérée par les syndicats, les patrouilles de contrôle et les comités de défense des quartiers construisirent des barricades et se rendirent rapidement maîtres de la ville (Barcelone — CLT), à l'exception du centre. Dans ce centre disputé de la ville, il y avait deux camps, chacun d'un côté

¹ La tendance qui s'opposa au sein de la ICE à la fusion avec le BOC était formée d'Esteban Bilbao, Fersen et Munis. Elle ne parvint pas à réunir plus d'une dizaine de militants. Son entrée dans le PSOE n'impliqua la création d'aucune fraction et n'eut pas le moindre poids. Ainsi peut-on affirmer et fortement souligner que, de septembre 1935 à novembre 1936, *Munis resta sans parti dans une période historique cruciale.*

de la barricade : d'un côté, les forces républicaines de Sécurité de la Généralité, avec ses Milices pyrénéennes, les nationalistes anti-cénéétistes de l'Estat Catalá et le PSUC, et, de l'autre, la CNT et le POUM, mais surtout les travailleurs en armes.

Seuls le groupe des Amis de Durruti et les trotskystes de *La Voz Leninista* lancèrent des tracts qui luttèrent pour la poursuite de la lutte et s'opposèrent à un cessez-le-feu. Ce furent les seules organisations qui essayèrent de donner une direction révolutionnaire au mouvement spontané des travailleurs. Ces derniers, cénéétistes dans leur immense majorité, résistèrent aux mots d'ordre pacificateurs et défaitistes de leurs propres dirigeants mais finirent par céder devant l'absence d'alternative révolutionnaire de la part de la CNT.

Les trotskystes espagnols, eux, manquaient d'organisation, leur nombre était infime¹ et leur influence sur la classe ouvrière inexistant. Nous pouvons affirmer que leur activité se limitait presque entièrement à la publication de leur presse et aux tracts lancés en mai.

On ne peut pas non plus parler d'une collaboration ou d'un contact d'aucune sorte entre les Amis de Durruti et la Section bolchevik-léniniste qui, simplement, coïncidèrent en mai dans la rue, avec un appel semblable adressé aux travailleurs².

¹ C'est intéressant de se faire une idée du nombre de militants des principales organisations révolutionnaires de mai 37, sans que cela invalide en rien leurs positions politiques : Groupe des Amis de Durruti : de 4 à 5000. Trotskystes de *La Voz*, de 15 à 30. Trotskystes du *Soviet*, de 8 à 10, cellule 72 du POUM : une dizaine. Le nombre indiqué pour les AdD fait référence au nombre de cartes distribuées avant mai 37, suivant les données extraites de la lettre de Balias à Bolloten du 24 juin 1946, confirmées par Jordi Arquer dans son histoire du groupe des Amis de Durruti. Les données sur les organisations trotskystes sont extraites du livre de Mintz & Pecina, *Los Amigos de Durruti; los trotskistas y los sucesos de mayo*, Madrid, 1978. Les chiffres sur la cellule 72 du POUM du questionnaire de l'auteur à Rebull (16 décembre 1985).

² Le texte de la feuille des Amis de Durruti disait : "Travailleurs ! Une Junte révolutionnaire. Fusiller les coupables. Désarmer tous les corps armés. Socialiser l'économie. Dissolution des partis politiques qui ont agressé la classe ouvrière. Nous n'abandonnerons pas la rue. La révolution avant tout. Salut à nos camarades du POUM qui ont fraternisé avec nous dans la rue. Vive la révolution sociale ! A bas la contre-révolution !" (*La Batalla*, 6 mai 1937), *El Amigo del Pueblo*, 20 juillet 1937). Le texte de celle du groupe que dirigeait Munis disait : "Vive l'offensive révolutionnaire ! Pas de compromis. Désarmement de la GNR et de la Garde d'assaut réactionnaire. Le moment est décisif. La prochaine fois, il sera trop tard. Grève générale dans toutes les industries ne travaillant pas pour la guerre jusqu'à la démission du gouvernement réactionnaire. Seul le pouvoir prolétarien peut assurer la victoire militaire. Armement total de la classe ouvrière. Vive l'unité d'action ! Vive le Front révolutionnaire du prolétariat ! Dans les ateliers, les usines, sur les barricades etc. comités de défense révolutionnaire" (*Lutte ouvrière*, 10 juin 1937).

Quant à la création dans le POUM d'une fraction de gauche favorable aux thèses révolutionnaires, malgré les invitations répétées parues dans *La Voz Leninista*, on ne peut pas non plus parler de contact ni de collaboration pratique¹. Seul Josep Rebull, administrateur de *La Batalla* et membre du comité central, auteur de contre-thèses² préparées pour le congrès du POUM, très critiques à l'égard de la collaboration poumiste au gouvernement de la Généralité, avait présenté au comité exécutif de son parti un plan de Barcelone dans lequel il détaillait et défendait la prise du pouvoir *manu militari* dans les Journées de Mai. Ce plan fut repoussé par Nin, Andrade et Gorkin, qui considéraient que ce n'était pas un problème militaire, mais politique. Les contacts de Josep Rebull avec Jaime Balius ne donnèrent rien de pratique³.

Ainsi, mai 37 ne trouva pas une direction révolutionnaire capable de transformer l'insurrection spontanée en une révolution, comme cela ne s'était pas produit non plus en juillet 36. Ni en juillet ni en mai ne fut posé le problème de la prise du pouvoir par la classe ouvrière.

¹ Interview de Munis par l'auteur à Barcelone le 16 novembre 1984: *Y a-t-il eu collaboration entre la section b.l. et les groupes de gauche révolutionnaires comme les Amis de Durruti ou Rebull, qui a critiqué le comité exécutif du POUM et Nin ?* - Je ne me souviens pas de ces choses. Je n'ai pas gardé les détails en mémoire mais bien sûr, je n'ai rien su ni des Amis de Durruti ni de Rebull ni de tout ça avant Mai. *Et après les événements de Mai ?* Après, j'ai essayé de contacter Rebull (en France) pour voir si on pouvait agir ensemble, mais il avait régressé. Il a collaboré pendant la guerre à *Franc-Tireur*. Il est entré dans la Résistance et nous considérons la Résistance comme l'un des camps de la guerre impérialiste, à laquelle les révolutionnaires ne devaient pas participer".

² Cf. *Boletín interior* n°1, organo de discusión para el II congreso del comité local de Barcelona del POUM, 23 avril 1937 et *Boletín* n°2, 29 mai 1937. Josep Rebull était le secrétaire de la cellule 72.

³ Questions de Guillamón à Rebull le 16 décembre 1985 : *La cellule 72 a-t-elle voulu établir des contacts avec d'autres groupes avec l'intention de créer un Front révolutionnaire, c'est-à-dire avec les Amis de Durruti, les Jeunesses Libertaires, Balius S., Munis et autres secteurs du POUM ?* - "Les seuls contacts avec les AdD eurent lieu pendant les Journées de mai, mais la faible importance numérique de ce groupe sans liens à la base et la modeste représentativité de la c. 72 ne permirent pas d'aboutir à un accord pratique, comme nous l'aurions voulu en adressant un manifeste commun aux travailleurs en lutte. Je ne me souviens pas d'avoir parlé à Munis avant la fin de l'exil à Paris des conversations sans importance particulière". L'importance excessive donnée au contact entre Balius et Moulin - résultat plus de l'imagination que de preuves - a entraîné des auteurs comme Clara et Pavel Thalmann à l'idée d'une influence irrésistible de Moulin dans la pensée de Balius : cela me paraît totalement infondé. Même une lecture sommaire de *l'Amigo del Pueblo* suffit pour constater que Balius et les AdD n'étaient ni marxistes ni influencés en rien par le marxisme. Balius, quant à lui, repousse énergiquement l'idée qu'il y ait eu quelque influence du POUM ou des trotskystes sur les AdD.

Munis affirmait que, dans l'Espagne en juillet 36, il s'était créé une situation de double pouvoir entre le gouvernement républicain et les nouveaux organes de pouvoir des travailleurs, les comités. Du fait de l'absence d'un parti révolutionnaire capable d'unifier et de renforcer ces comités à l'échelle nationale, la contre-révolution, incarnée idéologiquement par le stalinisme et organisationnellement par le Front populaire, avança pas à pas contre les conquêtes révolutionnaires de juillet jusqu'à porter, en mai 37, le coup définitif au centre névralgique de la révolution, la classe ouvrière barcelonaise.

La répression stalinienne, après la chute du gouvernement de Largo Caballero, obtint la mise hors la loi et le procès du POUM, mais aussi des Amis de Durruti et de la Section b.l. L'assassinat des anarchistes Berneri, Barbieri et de tant d'autres moins connus, fut suivi de la disparition et de l'assassinat des poumistes Nin et Landau, mais aussi des camarades de Munis, Moulin (Hans Freund), l'ex-secrétaire de Trotsky Erwin Wolf et Carrasco, ami personnel de Munis depuis le service militaire.

Munis lui-même, avec la majorité des militants du groupe b.l., fut emprisonné en février 1938¹. Ils furent accusés de sabotage et espionnage au service de Franco, de projeter l'assassinat de Negrín, la Pasionaria, Díaz, Comorera, Prieto et beaucoup d'etc., de même que l'assassinat commis sur la personne du capitaine russe Narvitch, agent infiltré dans le POUM. Ils furent jugés par un tribunal semi-militaire, à huis clos et, initialement, sans défense juridique. Le procureur réclama la peine de mort contre Munis, Carlini et Jaime Fernández Rodríguez. Les pressions internationales, ainsi que la volonté des autorités que le jugement fût repoussé après celui qui était préparé contre le POUM, firent ajourner la session au 21 janvier 1939 !

Emprisonnés au château de Montjuich, dans le quartier des condamnés à mort, Munis et Carlini réussirent à s'évader au dernier moment. Ils franchirent la frontière avec le gros des réfugiés républicains qui fuyaient devant l'avance des troupes franquistes. Des années plus tard, déjà en exil, Munis apprit confidentiellement l'existence d'une directive pour exécuter tous les détenus révolutionnaires avant de passer la frontière.

A Paris, *La Lutte ouvrière*, organe de la section française de la IV^e Internationale publia dans ses numéros du 24 février et du 3 mars 1939 une interview de Munis. Il expliquait la chute de Barcelone sans résistance par le fait que la guerre avait perdu son sens pour les travailleurs depuis mai 1937. Selon son analyse, la révolution espagnole fut délibérément politiquement détruite par Moscou et ses sectateurs staliniens en Espagne.

¹ On peut suivre dans le détail, dans les numéros de 1938 de *La Lutte ouvrière* la détention, les péripéties et le jugement des militants b.l. L'hebdomadaire menait campagne pour leur défense et pour obtenir des garanties juridiques minimum pour ses camarades espagnols.

L'Exil mexicain

A la fin de 1939, Munis prit la direction du Mexique. Il établit une relation personnelle assidue avec Léon Trotsky et sa femme Natalia Sedova. Trotsky le chargea de la direction de la section mexicaine. En mai 1940, il participa à ce que l'on appela la "conférence d'alarme" de la IVe Internationale.

En août 1940, après l'assassinat de Trotsky aux funérailles duquel il prit la parole¹, il intervint de façon répétée dans le procès intenté à l'assassin, en tant que représentant de la partie civile. Il affronta de façon résolue les parlementaires staliniens ainsi que la campagne de la presse stalinienne qui accusait Munis, Victor Serge, Gorkin et Pivert d'être des agents de la Gestapo. En dépit de la menace de mort lancée contre lui par les staliniens, il défia les députés mexicains qui le calomniaient de renoncer à leur immunité parlementaire pour l'affronter devant un tribunal.

A partir de 1941, il s'allia à Benjamin Péret, également exilé au Mexique, et à Natalia Sedova, dans leurs critiques à l'égard du Socialist Workers Party (SWP), le parti trotskyste des Etats-Unis qui (selon eux — NDLR) prenait parti pour l'un des camps de la guerre impérialiste, l'antifascisme².

Les divergences s'accrochèrent avec la critique du groupe espagnol aux partis français et anglais, appuyés par la direction de la IVe Internationale, qui prenaient des positions favorables à la participation aux différentes résistances nationales contre les nazis

L'immense mérite de Munis, Péret et Natalia était dans leur dénonciation de la politique de défense de l'Etat ouvrier dégénéré d'URSS conjointement au refus de l'appui aux résistances nationales antifascistes. Le camp militaire des Alliés, qu'ils fussent russes, américains, français ou anglais, n'était ni meilleur ni pire que celui des nazis. Abandonner la traditionnelle position marxiste de neutralité dans la guerre impérialiste, c'est-à-dire opter pour l'un des camps en conflit supposait l'abandon de toute perspective révolutionnaire de lutte de classes et de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire³.

L'avance des troupes russes ne supposait aucun progrès de la révolution, mais au contraire l'expansion du stalinisme, c'est-à-dire de la contre-révolution triomphante en Russie qui avait déjà étranglé la révolution espagnole pour sa politique extérieure et qui, dans le cours de sa conquête militaire, réprimait toutes les manifestations révolutionnaires en Pologne, Finlande ou Roumanie.

¹ Texte de son discours dans *Revolución*, n°6/7, août/sept 1940.

² G. Munis, *Le SWP et la Guerre impérialiste*, México, 1945.

³ G. Munis, *Los revolucionarios ante Rusia y el stalinismo mundial*, México 1946. Sur l'appui de Natalia aux thèses de Munis et Péret, on peut consulter les documents reproduits en annexe du livre de Roussel, *Les Enfants du Prophète*, Paris, 1972.

Par ailleurs, Munis, Péret et Natalia rejetaient aussi le mot d'ordre de lutte contre le nazisme et de défense de la démocratie, comme contre-révolutionnaire. Le choix ne devait pas être fascisme ou démocratie, mais communisme ou barbarie, l'alternative même défendue par Rosa Luxemburg et Lénine pendant la Première Guerre mondiale.

Les divergences entre le groupe espagnol et la direction de la IVe Internationale ne cessèrent de s'aggraver de façon insurmontable. Les positions de Munis, Péret et Natalia rencontraient un écho dans diverses sections de la IVe Internationale : en Italie, le POC, dirigé par Romeo Mangano, en France, la tendance Pennetier-Gallienne du PCI, ainsi que la majorité des sections anglaise et grecque.

Le groupe espagnol au Mexique édita à partir de février 1943 une publication de caractère théorique intitulée *Contra la Corriente*, destinée à défendre les principes de l'internationalisme marxiste, qui, à partir de mars 1945, fut remplacée par une nouvelle publication de caractère plus pratique et de combat, intitulée *Revolucion*.

Dans la maison d'édition mexicaine du même nom, Munis et Péret, ce dernier sous le pseudonyme de Peralta, publièrent diverses brochures dans lesquelles ils développèrent leurs théories sur la nature de l'Etat russe défini comme capitalisme d'Etat, sur la guerre impérialiste et le rôle des révolutionnaires, sur la guerre civile espagnole et le rôle contre-révolutionnaire joué par le stalinisme ainsi que ses critiques à la IVe Internationale.

En juin 1947, Munis, Péret et Natalia Sedova entamèrent un processus de rupture avec deux textes qui critiquaient durement la direction trotskyste : la Lettre ouverte au parti communiste international (iste — NDLR), section française de la IVe Internationale et *La IVe Internationale en danger*, préparé pour la discussion interne du congrès mondial.

De la Lutte contre le franquisme à la fondation de FOR

C'est en 1948, alors que Munis et Péret s'étaient déjà établis en France, que se produisit la rupture définitive avec le trotskysme dans le IIe congrès de la IVe Internationale. Le congrès refusa de condamner la participation des révolutionnaires à la défense nationale, c'est-à-dire à la Résistance et approuva une résolution qui présentait la rivalité EU-URSS comme la principale contradiction mondiale. Cela, plus le mot d'ordre de défense inconditionnelle de la Russie, parce que, malgré tout, on la considérait comme un Etat ouvrier dégénéré, supposait la défense du stalinisme. Et ce qui était encore bien plus grave : cela supposait la substitution à la contradiction marxiste fondamentale de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat de celle, nationaliste, de l'appui à l'URSS dans sa rivalité avec les EU.

Munis qualifia ces positions du IIe congrès de la IVe Internationale d'aberrantes et élaborait un document de rupture avec le trotskysme de la part de la

section espagnole dans lequel il approfondissait et confirmait la définition de la Russie comme un capitalisme d'Etat, sans vestige socialiste aucun, et comme une puissance impérialiste¹.

Les trotskystes espagnols exilés en France avaient publié *Comunismo* dans la clandestinité de l'occupation hitlérienne, avec l'idée d'orienter les Espagnols dans leur collaboration avec les masses françaises dans un sens de classe. A partir du début de 1945, ils commencèrent la publication d'un périodique imprimé intitulé *Lucha de Clases* dans lequel ils défendaient l'alternative marxiste classique "socialisme ou barbarie" face à l'alternative bourgeoise de défense de la démocratie face au fascisme².

La réorganisation du groupe en France était le premier pas pour le début de la lutte clandestine en Espagne. Le groupe réussit à établir une petite infrastructure à Barcelone. Ils publièrent et diffusèrent quelques brochures et tracts dans lesquels ils dénonçaient les horreurs et la nature véritable du stalinisme espagnol et de la dictature fasciste. En mars 1951, pendant la grève générale des tramways de Barcelone, le groupe lança des tracts³ dans lesquels était défendu le caractère spontané du mouvement contre une propagande franquiste qui les attribuait aux maçons et aux communistes payés par l'or de Moscou.

C'est à cause de ces tracts et de ces brochures qui dénonçaient la politique contre-révolutionnaire des staliniens en Espagne⁴ que Munis et plusieurs de ses camarades furent condamnés à dix ans de prison. Ils avaient été arrêtés au premier anniversaire de la grève des tramways.

A sa sortie de prison en 1958, Munis reprit en France son activité politique. Il fonda avec Benjamin Péret, le poète surréaliste français, et d'autres vieux camarades de lutte, le groupe FOR (Fomento Obrero Revolucionario, dans lequel il milita jusqu'à sa mort et qui, à partir de 1958 jusqu'à aujourd'hui, publie *Alarma*. Benjamin Péret mourut en 1959.

Munis fut expulsé de France. Il résida pendant quelques années à Milan, où il prit contact avec les groupes et les idées de la Gauche communiste italienne (bordiguistes et proches). Il eut de longues et amples discussions avec Onorato Damen, le dirigeant du groupe *Battaglia Comunista*, d'où naquit un respect et une sympathie mutuels. Les thèses de FOR furent diffusées en Italie par la revue *Azione Comunista*. C'est à Milan qu'il fit deux de ses textes théoriques les plus

¹ Groupe communiste internationaliste, *Explicación y llamamiento a los militantes, grupos y secciones de la IV Internacional*, Paris, sept. 1949.

² Cf. *Revolución*, 2/3, avril/mai 1945.

³ La tract intitulé "A bas Franco et la Falange, Vive la Grève" était signé par un groupe appelé "groupe des premiers spontanés de la révolution mondiale". Il est reproduit dans Fomento Obrero Revolucionario, *Alarma, prima y segunda serie 1958-1976*, FOR, pp. 37-38.

⁴ Cf. "Quatre mensonges et deux vérités. Politique russe en Espagne", *ib.* pp. 16-36.

importants : *Los sindicatos contra la revolucion*, en 1960 et *Second Manifeste communiste*, en 1961.

Les syndicats contre la révolution

Dans le livre consacré aux syndicats¹, il continua l'analyse historique du syndicalisme commencée par feu Péret, en le définissant avec brio comme un organe fondamental du système capitaliste au sein du prolétariat. Pour Munis et Péret, le syndicat est inconcevable sans le travail salarié, lequel à son tour présuppose l'existence du capital. Et la fonction du syndicat est de réglementer la vente de la force de travail. Et cette fonction est devenue indispensable à l'ordre capitaliste contemporain. D'où leur importance actuelle toujours grandissante, partout, en tant que structures complémentaires de l'appareil d'Etat. Les syndicats sont en train de passer, selon Munis, d'une phase de libre concurrence entre l'offre et la demande à une phase d'encadrement de l'offre (de travail) en vue de la demande. Ou, ce qui est le même : les syndicats ont abandonné leur fonction d'intermédiaire entre l'achat /vente de la marchandise force de travail pour celle d'un contrôle rigide de cette marchandise par un syndicat transformé en appareil étatique ou en monopole capitaliste. De fait, dans nombre de pays, comme le constatait Munis, les syndicats étaient devenus des sociétés anonymes d'investissement, avec banques et entreprises leur appartenant qui, directement ou indirectement participaient aux bénéfices capitalistes. Les syndicats commencent à dicter directement, au nom du capital, toutes les conditions de travail.

Munis, à partir d'une perspective révolutionnaire, affirma que toute tentative de donner une orientation subversive aux syndicats était condamnée à l'échec. La transition au socialisme impliquerait forcément la destruction des syndicats. Munis expliquait la baisse des effectifs syndicaux par la méfiance et la répugnance des travailleurs. Ils ne vont donc vers le syndicat en cas de conflit ou de violation de leurs droits établis par la législation capitaliste que comme ils vont vers un commissariat de police en cas de vol ou d'agression.

Munis affirma que les syndicats avaient une vie propre, sans plus de besoin de la classe ouvrière que celle de se servir d'elle comme d'un élément docile de manœuvre pour la défense de ses propres intérêts institutionnels d'entreprise ou corporatifs.

La critique des syndicats par Munis est de caractère stratégique, en défense des principes marxistes fondamentaux. Les syndicats sont analysés par Munis et Péret non comme une aile droite ou réformiste du mouvement ouvrier mais comme un pilier indispensable de la société capitaliste actuelle et de ses nouvelles exigences d'exploitation du travail salarié.

Les syndicats, avertissait Munis, s'adaptent parfaitement à la loi de concentration du capital et au développement des coercitions sociales et

¹ Péret & Munis, *Les syndicats contre la révolution*, Paris, 1968.

idéologiques qu'elle suppose. Le capital n'est pas un propriétaire mais une notion économique, un rapport social : celui qui s'établit entre la classe qui achète la force de travail et la classe non-propriétaire qui est obligée de vendre sa force de travail parce que c'est son unique moyen de subsistance. Les syndicats sont l'intermédiaire dans cet acte d'achat/vente de la marchandise force de travail et s'adaptent parfaitement au processus de concentration monopoliste du capital. Leur destin est lié à celui du capital, non celui de la révolution. A plus grande concentration monopoliste du capital, pouvoir syndical plus grand. Munis affirmait que les dirigeants ouvriers pouvaient à travers la suppression du capitaliste privé, se présenter comme la solution des contradictions sociales : mais cela signifierait le passage à une société de plus grande exploitation.

La Révolution russe, le stalinisme et le capitalisme d'Etat

Dans son livre intitulé *Pro Segundo Manifiesto Comunista*, Munis étudia la révolution russe et sa trajectoire jusqu'au stalinisme¹. Il y affirma que la révolution russe fut une révolution politique, non socialiste, mais permanente, avec le sens que Trotsky donnait au terme dans ses livres *1905* et *La Révolution permanente* et Lénine dans ses *Thèses d'avril*. Une révolution qui liait la destruction de la société féodale et tsariste avec les premières tâches de la révolution bourgeoise, assemblées par des moyens socialistes. Mais il fallait la victoire de la révolution communiste en Europe. L'échec de l'extension internationale de la révolution, isolée et acculée en Russie, obligea à instaurer la Nep et le capitalisme d'Etat qu'elle comportait, même sous contrôle du prolétariat. La Nep signifia en réalité la fin de la révolution permanente et le début d'un recul révolutionnaire. La contre-révolution stalinienne dota la Russie d'un capitalisme d'Etat aussi impérialiste que son rival américain, bien que beaucoup plus faible.

Le grand mensonge qui divisa et enchaîna le mouvement ouvrier international fut de présenter ce capitalisme d'Etat russe comme le socialisme. Tous les PC jouèrent dans leurs pays respectifs un rôle contre-révolutionnaire inappréciable pour le capitalisme international.

Munis qualifia la IVe Internationale et les différentes révolutions nationales communistes dans les pays d'Europe de l'Est, en Chine, à Cuba, en Algérie, etc. comme des pointes avancées de l'extension de la contre-révolution commencée. Et, au coeur des luttes de libération nationale, dans les années soixante, il affirma que toute lutte nationale était réactionnaire.

Le texte de Munis, signé FOR, se concluait par la proclamation d'un programme qui unissait les revendications clés de la lutte économique de la classe ouvrière résumées dans la formule "Travailler moins, gagner plus" et des revendications politiques comme la liberté de presse, de grève, de réunion et

¹ FOR, *Pro Segundo Manifiesto Comunista*, Paris 1965

d'organisation, en-dehors des partis et des syndicats, pour se terminer avec les objectifs communistes programmatiques comme la suppression du travail salarié, la suppression des frontières ; et l'instauration de la dictature du prolétariat, inséparable de la démocratie la plus exigeante au sein des masses travailleuses.

De Mai 68 à sa mort

Après avoir écrit ces deux livres qui expriment le sommet de sa pensée politique, Munis put s'établir de nouveau en France. En 1966, on tenta de relancer à nouveau le groupe dans l'Espagne franquiste et le FOR lança un appel en ce sens¹. Munis continua son travail d'organisateur dans le FOR et de propagandiste et théoricien.

De 1966 à 1972, il participa à diverses initiatives et débats avec les différents courants révolutionnaires surgis de l'ébullition sociale et politique que mai 68 souleva en France et à l'automne de 69 en Italie. Le passé révolutionnaire de Munis et son travail théorique novateur à l'égard du syndicalisme, du stalinisme et du capitalisme d'Etat, lui donnaient un certain prestige et nombre de ses apports théoriques furent repris et appropriés par diverses tendances et partis politiques.

Ce prestige ne se transforma pas en mode ou en célébrité passagère, du type Marcuse, mais en solide point d'appui théorique dans le marasme et la confusion que cinquante ans de contre-révolution stalinienne avaient imprimés à la pensée marxiste. En 1975, Spartacus publia en français un nouveau livre de Munis qui approfondissait et synthétisait ses critiques du stalinisme et du capitalisme d'Etat russe².

Entre 1973 et 1976, il publia dans *Alarma*, organe du FOR, de très importants articles théoriques. Dans celui publié en 1973 intitulé "Classe révolutionnaire, organisation politique et dictature du prolétariat", il revint au vieux thème développé par Lénine dans *Que faire ?* sur le rapport entre masse et avant-garde politique et de l'introduction de la conscience révolutionnaire dans la classe ouvrière par une minorité. C'est extrêmement intéressant l'exposé encyclopédique que fait Munis de la conception de la dictature du prolétariat que développent au cours de l'histoire les différents courants marxistes, depuis Lénine et Otto Rühle jusqu'aux bordiguistes et conseillistes, ainsi que la critique rigoureuse à laquelle il les soumet.

En 1964 parut dans *Alarma* une critique acérée d'un groupe concret faite par Munis³, dans laquelle il débattait le caractère de la décadence du capitalisme ainsi que l'existence ou non d'une crise économique de surproduction et l'influence positive ou négative qu'aurait un soulèvement révolutionnaire. Munis n'ait

¹ FOR, *Llamamiento y exhorto a la nueva generación*, Paris, 1966.

² Munis, *Parti-Etat stalinisme révolution*, Paris, 1975.

³ Munis, "Trayectoria quebrada de Revolución Internacional", *Alarma*, 1974.

l'existence d'une crise économique de surproduction et n'ait en outre que, si elle se produisait, elle puisse être le point de départ d'une situation révolutionnaire.

En 1976, Munis publia dans *Alarma* un article intitulé "Conscience révolutionnaire et classe pour soi" qui complétait et enrichissait les thèmes traités dans les deux articles que nous venons de commenter¹.

Transition et réaffirmation

Entre 1977 et 1981, avec le début de la transition démocratique commence une nouvelle relance de FOR en Espagne. En avril 1977 apparut le numéro 1 de la 3e série d'*Alarma*, dont la publication avait commencé en 1958. C'est également de 1977 qu'est daté *Reafirmacion*, en tant qu'épilogue de la nouvelle édition que la maison Zero-Zyx a faite de son livre sur la guerre civile espagnole².

Dans sa réaffirmation, Munis, bien qu'il révisé quelques aspects du livre édité en 1948, fait une apologie de la révolution espagnole, qu'il considère comme plus profonde que la révolution russe. Pour Munis, l'insurrection de juillet 36 et les événements de Mai 37 sont le moment culminant de la vague révolutionnaire mondiale commencée en Russie en 1917. Il n'a jamais considéré que mai 37 a été une lutte fratricide entre travailleurs, mais reste fidèle à son analyse trotskyste des années 30. Il a affirmé et il ré-affirme qu'en Espagne la révolution a échoué faute d'un parti révolutionnaire. En juillet 36, les travailleurs désarmés ont vaincu l'armée capitaliste ; en mai 37, les ouvriers armés ont affronté la contre-révolution incarnée par le parti communiste mais ils ont été défaits par leurs propres dirigeants, par leurs propres organisations syndicales et politiques. Sans théorie révolutionnaire, il n'y a pas de révolution. Sans parti révolutionnaire, toute insurrection est vouée à la défaite. En juillet 36, la classe ouvrière était désarmée mais elle avait des objectifs politiques clairs : affronter le fascisme et le soulèvement militaire. L'absence de parti révolutionnaire produisit une situation historique paradoxale : la classe ouvrière en armes était maîtresse de la rue et laissait l'appareil d'Etat aux mains de la bourgeoisie républicaine. En mai 37, la classe ouvrière armée a voulu défendre les conquêtes révolutionnaires de juillet, mais elle était désarmée politiquement : aucune organisation ouvrière de masse n'a fixé comme objectif la prise du pouvoir. Les organisations minoritaires qui le firent étaient sans autorité, mises hors la loi et persécutées. L'insurrection l'emporta mais elle échoua politiquement. Franco n'eut pas besoin d'écraser la révolution, staliniens et républicains l'avaient déjà fait.

Tout en se consacrant à son travail d'organisateur du FOR qui arriva à avoir des sections aux EU et en Grèce, outre l'espagnole et la française, Munis

¹ Munis, " Consciencia revolucionaria y clase para si", *ib.* N°31, janv-avril 1976.

² Munis, *Jalones de derrota, promesa de victoria*, Madrid 1977.

n'abandonna jamais son travail théorique. Il publia en 1983 une brochure de critique des groupes trotskystes¹. En février 1986, il participa à des journées de bilan révolutionnaire de la guerre civile espagnole convoquées par FOR avec la participation de militants appartenant à un arc-en-ciel très large de courants politiques.

Au moment de sa mort, il nous laissait achevé un nouveau livre pas encore publié consacré à l'étude de l'Etat et des problèmes que pose sa suppression dans une société communiste.

Epilogue

De mauvais temps courent et des vents pires soufflent pour l'Histoire. La transition du fascisme à la démocratie s'est basée sur le consensus et l'oubli. Aujourd'hui une société profondément apathique, amnésique, acritique, dépolitisée et indifférente fait que le débat, la critique, la recherche théorique, la confrontation d'idées et la pensée politique sont impopulaires ou au moins passées de mode. Mais si en outre cette attitude critique pèse sur notre hier, si elle remue la mémoire d'un passé historique récent, que nous le voulions ou non, cela nous configure et nous détermine puis inévitablement nous nous retrouvons nageant à contre-courant.

Munis est mort ignoré à Paris le 4 février 1989.

Le XXe siècle a été prodigue en guerres et révolutions, en progrès techniques et actes barbares, en idéologies politiques et en aberrations. Un des phénomènes qui ont marqué notre siècle a été le stalinisme. En pleine guerre mondiale, quand on n'avait pas encore mis de numéro, la victoire de la révolution d'Octobre parut confirmer et mettre à portée de la main un monde nouveau pour les déshérités de la terre.

Au nom du communisme, des milliers d'hommes dans tous les pays allaient risquer leur vie dans une lutte et une foi qui promettait la libération des opprimés, la construction du paradis sur terre.

Mais la réalité et l'Histoire, avec ses tempêtes et ses misères, ont changé cet idéal en camp de concentration, cette foi en une inquisition, cette espérance en une frustration, ce combat en une trahison, ce communisme en un capitalisme d'Etat encore plus féroce, ce paradis en un mensonge. Orwell qui a baptisé ce phénomène du numéro 1984 et écrit une belle fable, *Animal Farm*, nous a donné son témoignage personnel dans *Homage to Catalonia*.

La biographie et la pensée politique de Munis sont un roc dans ce paysage de sables mouvants. Ce fut un militant toujours fidèle au combat de sa classe et extrêmement lucide dans son analyse sur le syndicalisme et le stalinisme. Ce fut

¹ Munis, *Analisis de un vacio. Cincuenta anos después del trotskismo*, Barcelone, 1983.

l'un des rares marxistes de sa génération écrasée par le stalinisme qui sut résister à l'assaut de la contre-révolution.

Tel fut Munis. Sa mort ne fut pas une information. Il nous laisse comme legs un inappréciable travail théorique qui nous permet de comprendre le présent et de construire l'avenir. Il fut un théoricien marxiste de la dimension de militants comme Onorato Damen, Amadeo Bordiga, Paul Mattick, Karl Korsch, Ottorino Perrone, Bruno Maffi, Anton Pannekoek ou Henk Canne-Meijer, c'est-à-dire membre de plein droit de cette génération de théoriciens et militants marxistes qui, dans les circonstances les plus contraires, exilés, poursuivis, dans la misère totale, calomniés ou menacés de mort surent continuer et enrichir l'analyse marxiste de la réalité sociale et garder le lien avec la génération de Lénine et de Rosa Luxemburg.

Cette pensée marxiste, profondément originale et rigoureuse, a été en outre écrite dans un castillan de racines populaires les plus pures et les plus belles, qui semble sculpté dans la langue littéraire de notre siècle d'or. Le livre de Munis et de Péret sur les syndicats n'a paru qu'en version française et son oeuvre postume sur l'Etat n'a pas encore été éditée.

On a pourtant publié en France les oeuvres complètes de Benjamin Péret¹. Ce n'est pas étrange qu'en Espagne on ignore l'un des penseurs marxistes les plus intéressants et les plus novateurs de notre siècle. Il n'est pas rare non plus que les livres de Munis édités en castillan soient pratiquement inconnus, même de spécialistes en histoire contemporaine et pensée politique².

Il est évident que l'ignorance, l'oubli et le dédain pour ce que l'on ignore sont les grandes vertus de la société et de la culture post-franquiste. Celui qui ignore le passé ni ne comprend le présent ne peut pas lutter pour l'avenir.

L'Histoire n'oublie pas, celui qui oublie renonce aux signes de son identité.

¹ Péret, *Œuvres complètes*, Paris 1989.

² Pour toute correspondance avec l'auteur de cet article, s'adresser à Guillamón, Apartado 22 010 Barcelona.

Pierre Broué

Quelques lueurs venues d'archives sur les relations entre Trotsky, Maurín et Nin

L'histoire du BOC, de la ICE et du POUM n'est pas, sauf exception, fondée sur des documents d'archives. Certains auteurs ont fait des ouvrages dont la base documentaire est la presse ainsi que les souvenirs et entrevues d'"anciens". Loin de moi l'idée de le leur reprocher : c'est une phase inévitable dans les conditions politiques de la recherche sur les événements contemporains et ce sont souvent ces publications ne reposant pas sur les archives qui donnent l'élan décisif à l'ouverture de la consultation des archives. Nous avons ici regroupé quelques textes sommairement commentés qui ouvrent des fenêtres sur un passé mal connu et où les auteurs apparemment se sont souvent appuyés les uns sur les autres.

Le "lâchage de Nin et Maurín" en 1925

Un document des archives Souvarine, obligeamment communiqué par Philippe Robrieux à notre étudiante en doctorat Yveline Riottot, vient de jeter un coup de projecteur inattendu sur l'histoire communiste de Nin et de Maurín.

Du premier, on pensait qu'il avait été un opposant de gauche de façon continue depuis 1923 et que le texte qu'il avait publié contre l'Opposition en 1925 était "tactique". Du second, on ne disait généralement pas, bien que plusieurs spécialistes s'en soient doutés, qu'il avait appartenu à cette Opposition.

Le document en question est une lettre de Souvarine écrite de Cannes, le 11 mai 1925, à un destinataire non précisé dont je pense qu'il s'agit de Pierre

Monatte. Ce texte mentionne "des lâcheurs" dont Souvarine écrit qu'ils ne "sont pas tous des lâches". Il s'agit du militant français Auguste Herclet, de Nin et de Maurín.

Ses commentaires sur "le lâchage" de Nin indiquent qu'il ne s'agit nullement d'un geste "tactique". Souvarine dit que la position antérieure de Nin contenait le lâchage en germe, qu'il n'apparaissait pas publiquement parce que, chargé de famille, il dépendait matériellement de Moscou avec sa famille. Souvarine pense que c'est dans l'attitude de *La Révolution prolétarienne* qu'il a puisé "de petites raisons d'avoir de petites lâchetés, puis la grande raison du grand lâchage".

Sur Maurín, Souvarine est mieux informé. Il dit qu'il a subi "l'influence de Nin", mais que son calcul était, en lâchant Trotsky, de s'affermir à la tête du PCE, ce qui lui permettait de mieux soutenir l'Opposition. Ses "copains" l'auraient persuadé de lâcher sur la question russe pour ne pas perdre le parti et il aurait accepté de signer un texte qu'il n'avait pas écrit. D'après Souvarine, il serait bourrelé de remords, mais désorienté.

Sa conclusion est que Nin a été "victime de la bureaucratie corruptrice", tandis que Maurín est "jeune et inexpérimenté", mais il s'accuse, et avec lui l'Opposition internationale, d'avoir manqué de clarté sur les questions russes.

Bien entendu, nous ne suivrons pas à la lettre toutes les opinions et conclusions de Boris Souvarine : la vie a démontré tragiquement que Nin n'avait pas été "corrompu" et encore moins par la bureaucratie, qu'il fut homme de conviction et de courage jusqu'à la mort. Pourtant, on peut se demander s'il n'y a pas eu de sa part en 1925 une sous-estimation du stalinisme qu'il a corrigée comme on sait en s'engageant tout entier dans l'Opposition unifiée en 1926. Cette même année 1926 en tout cas, il est l'objet d'attaques virulentes du PCF, lors de son bref séjour à Paris, pour sa correspondance avec Rosmer et ses positions "trotskystes" que, cette fois, il ne renie pas. Arrêté, il est expulsé par la police du territoire français et revient à Moscou où il doit être traduit devant la commission de contrôle internationale.

Le document Souvarine apporte déjà une lumière nouvelle : le gros de "l'histoire communiste" de Nin et Maurín reste à faire et les archives du Comintern apporteront là-dessus plus de lumière encore, n'en doutons pas. Peut-on ajouter, pour démontrer que moins encore que celle des autres sections du Comintern, l'histoire de sa section espagnole est simple, que l'homme de Souvarine et de l'Opposition de gauche dans le Comintern à l'époque, sous le pseudonyme de Pierre Noël, était Gabriel León Trilla, qui, lui, renie l'Opposition en 1926 et sera plus tard intronisé par Staline à la tête du PCE et, plus tard encore, abattu par ses sbires dans la clandestinité sous le franquisme ?

Ce que nous republions à la suite, ce n'est bien entendu pas la lettre de Souvarine à Monatte, ce qui sera la tâche de Philippe Robrieux dans le cadre de

l'édition des archives Souvarine, mais les documents à l'époque publics, eux, de ce que Souvarine appelle le "lâchage" des deux militants.

Trotsky, Sedov et les Espagnols

C'est dans les archives de Trotsky à Harvard, de Sedov à Amsterdam et Stanford que j'avais réunies pour une édition pour Hoover de la correspondance Trotsky/Sedov — abandonnée depuis par la maison d'édition — que l'article ci-dessus d'Andy Durgan m'a poussé à me replonger. On sait que cette correspondance est une sorte de "journal à deux voix", le père et le fils débattant toujours avec une totale franchise des questions posées.

Il me semble clair à lire que Trotsky éprouve à l'égard de Nin une vieille méfiance — qui remonte peut-être à 1925 — au moins quant à sa capacité de "militier" et sa détermination de prendre ses responsabilités. On découvre aussi une méfiance à l'égard d'Andrade à qui il reproche un voyage personnel à travers l'Europe en 1931.

Le plus frappant et le plus opposé peut-être à certaines légendes est la très mauvaise opinion qu'il a de Lacroix, pour lui d'abord un simple malade, puis un psychopathe et enfin "un fou" : ainsi s'effondrent certaines affirmations malveillantes qui faisaient de Lacroix, sinon un agent de Trotsky, du moins un homme qui avait bénéficié de son appui. De toute évidence, l'une des raisons de la détérioration des rapports entre Trotsky et Nin réside dans le fait que ce dernier mette tellement de temps à rompre avec Lacroix. Aucun doute, dans cette affaire, pour Trotsky, c'est la politique qui est "aux commandes". Et je me contenterai d'indiquer que Mill, comme Lacroix, ont fini par offrir leurs services à Staline, dans le meilleur des cas : dans le plus mauvais, ils étaient depuis longtemps ses agents.

On ne peut qu'être également frappé par le silence qui s'établit entre Trotsky et Sedov au sujet de l'Espagne à partir de la fin de 1932. La dernière lettre publiée ci-dessous ne manque pas d'intérêt sur un autre plan. Elle montre un Sedov plus "ouvert", disposé à une collaboration franche avec le POUM au moment où son père semble encore ruminer ses "vieux soupçons".



1. Le Lâchage

"Chacun à sa place"

par **Andrés Nin**

Afin d'en finir une fois pour toutes avec certains malentendus concernant mon attitude politique dans les discussions intérieures du Parti communiste russe et de l'Internationale communiste, je tiens à déclarer :

1) que, pendant la discussion russe de 1923-1924, j'ai été contre l'opposition et pour la politique du Comité central ,

2) que je ne suis pas d'accord avec l'interprétation trotskyste des événements d'Octobre 1917 et du rôle du Parti ,

3) Que je suis profondément en désaccord avec le groupe Rosmer-Monatte qui tente de ressusciter un syndicalisme révolutionnaire suranné et se place décidément contre l'Internationale communiste,

4) que je considère comme juste l'orientation politique du Parti communiste français,

5) que je suis résolument aux côtés du Comité exécutif de l'Internationale communiste dans sa lutte contre toutes les déviations de droite ;

6) que seule l'application rigoureuse des principes et de la tactique léninistes peut conduire le prolétariat mondial à la victoire.

Moscou, avril 1925

La Correspondance internationale (Inprekorr), n°48, 6 mai 1925, p. 383, "notre courrier", reçu avec "prière d'insérer".

Léninisme et Trotskysme,

par Joaquín Maurín

Les Partis communistes qui ont pu, ces derniers mois, étudier et discuter librement la politique préconisée par Trotsky contre celle de la majorité du Parti communiste russe et celle de l'IC ont déjà pris une position claire sur cette question.

Du fait de sa situation exceptionnelle, le Parti communiste d'Espagne n'a pas encore pu déterminer sa façon de penser d'une manière "claire".

Quelle peut-elle être ? Les erreurs de Trotsky méritent-elles notre approbation ?

Trotsky a eu dans notre Parti de fervents admirateurs. Cette sympathie à son égard était surtout le fait des communistes qui, comme nous, venions du syndicalisme. Trotsky, homme d'action pendant la période héroïque de la révolution russe, devait nécessairement exercer une attraction particulière sur ceux qui, comme nous, se sont formés dans la lutte quotidienne plutôt qu'à partir des théories et des discussions.

Il existe dans les masses une tendance à la synthèse qui les fait résumer en une seule action et un seul homme ce qui est en réalité la somme de nombreux multiples et du travail de milliers d'êtres humains anonymes. Le nom de Trotsky fut une sorte de formule algébrique, car il était l'Armée rouge, et l'Armée rouge, c'est l'énorme masse des ouvriers et des paysans russes mobilisés et disposés par le Parti communiste.

Croire que c'est seulement l'effort de quelques hommes qui a engendré la révolution serait tomber dans les théories historiques de la bourgeoisie, les Michelet, les Lamartine, qui interprètent la Révolution française par les hommes, comme s'ils étaient les seuls à l'avoir forgée. Ils ne comprennent pas que les hommes sont les véritables outils d'un énorme complexe de condition économiques et de facteurs psychologiques.

S'il en avait été ainsi du fait russe, on ne verrait alors que les Lénine, Trotsky, Zinoviev comme uniques créateurs de la Révolution ? Pourtant cette conception est fautive. La Révolution, avec tout ce qu'elle a de grand, d'héroïque, d'espérances, n'est pas l'oeuvre de quelques hommes mais d'une masse d'hommes fondus dans le Parti communiste. La grandeur de Lénine consiste précisément dans le fait qu'il fut l'organisateur de cet outil merveilleux. Vingt années d'efforts obstinés ont été nécessaires pour forger l'arme de la Révolution qui l'a assurée dans les moments délicats et l'a menée à la victoire. C'est pourquoi, une fois Lénine mort, la Révolution a pu continuer son chemin sans aucun trouble.

Trotsky qui, au moment de la Guerre civile fut (*..illisible.*) du Parti communiste, commit de graves erreurs à l'époque de la reconstruction de la Russie.

La discussion surgie à la fin 1923, a déjà mis en évidence la divergence d'appréciation entre le trotskysme et la pensée de la majorité du Parti communiste russe. Pourtant, Trotsky, reconnaissant que le Parti a toujours raison, s'est soumis aux décisions du XIIIe congrès du PC russe.

Cependant la publication de son travail sur les *Leçons d'Octobre* a démontré qu'il était encore loin de s'identifier à la pensée du Parti. Il a commis cette fois une erreur capitale. En rappelant une divergence momentanée surgie au sein du Parti en octobre 1917, déjà complètement oubliée, il tirait ouvertement contre la direction de l'IC.

La chose était très grave. Dans un moment d'offensive générale contre le communisme, semer la discorde à l'intérieur de l'IC ne pouvait qu'affaiblir les forces communistes. C'est pourquoi, l'immense majorité de l'"opposition" qui, l'an dernier, avait soutenu Trotsky dans certaines de ses appréciations, s'est ralliée maintenant à la majorité du Parti communiste russe.

La révision du bolchevisme soutenue par Trotsky aurait provoqué la confusion dans les rangs de l'Internationale et sans aucun doute renforcé les résidus de la bourgeoisie et l'état d'esprit petit-bourgeois du paysan. Le PC russe est sorti renforcé de la discussion de l'an passé. Il va nécessairement voir se renforcer maintenant le léninisme, rejetant les théories erronées et faisant des apports nouveaux à la connaissance historique et à la réalité pratique.

Quelle sera la position de notre parti sur cette question ? Il ne peut y avoir aucun doute. Même ceux d'entre nous qui avons auparavant ressenti une attraction particulière pour Trotsky en tant que figure représentative de l'action militaire de la Révolution, nous sentons éloignés du trotskysme.

La doctrine qui a donné la victoire à la révolution a été le léninisme. C'est le léninisme qui inspire l'Internationale communiste. Il doit également être notre guide.

La Antorcha, mars 1925.

2. Trotsky et Sedov sur les affaires d'Espagne

Trotsky (15 mai 1931)

Je ne pense pas que nous ayons besoin de surcharger le *Biulleten* avec les articles de Nin ou de Mill¹. L'un et l'autre ont paru dans *La Vérité*. Celui de Nin est bon, mais il contient peu de nouveau. Le reportage de Mill est intéressant, mais j'ai peur qu'il ne soit imprégné d'un subjectivisme excessif.

Trotsky (23 mai 1931)

Si le secrétariat était efficace il pourrait faire pas mal d'extraits de mes lettres à Nin pour le *Bulletin international*, sans mentionner bien sûr à qui les lettres sont adressées et en coupant tout ce qui constitue une critique interne de Nin etc.

Trotsky (3 juin 1931)

Mill écrit qu'ils ont reçu de Lacroix des informations meilleures sur la collaboration avec Nin. Mais maintenant il nous faut attendre les résultats de la conférence.

Trotsky (23 juin 1931)

Lacroix, Andrade et les autres Espagnols demandent qu'on leur envoie à chacun une carte avec une adresse. Comment faire des copies ?

Trotsky (28/29 juin 1931)

En Espagne, les choses commencent à avancer rapidement. Finalement Nin s'est mis au travail, ayant rompu avec Maurín. Je t'envoie la lettre de Nin, que je viens juste de recevoir, dans l'original. Il faut en faire tout de suite une correspondance pour *La Vérité*, les Allemands, l'Amérique.

¹ Il s'agit des articles de Nin, "Les communistes dans la révolution espagnole" et de Mill, "Lettre de Barcelone" (26 avril 1931). Ils avaient paru dans *La Vérité* du 1er mai 1931 et allaient paraître également dans *The Militant* du 15 mai.

Pour cela, a) enlever tout élément personnel, b) raconter l'histoire non au nom de Nin mais en le mentionnant à la troisième personne (les rapports à Madrid, etc.), c) enlever le passage sur les relations entre Nin et la Féd(ération,) Cat(alano-baléare) (entrées et ruptures) et y laisser évidemment toute la critique de la Féd(ération) et de Maurín. Il y a peu à enlever et aussi très peu à refaire (avec le transfert à la troisième personne), l'essentiel est de le faire vite. Me renvoyer les originaux¹.

Trotsky (30 juin 1931)

Maintenant tu dois sans faute entrer en relations avec Nin. Tu dois faire pression sur les camarades allemands pour qu'ils le fassent aussi : demande de matériel, de reportages de lui.

Trotsky (13 juillet 1931)

Tu pourrais peut-être écrire officiellement à Nin au nom de l'Opposition allemande, par exemple, essayer d'apprendre de lui s'il existe une organisation de l'Opposition de gauche en Catalogne et sinon pourquoi. But de l'enquête : le désir de l'Opposition allemande d'une liaison directe avec les organisations locales. Il serait même mieux que ce soit Grylewicz qui écrive plutôt que toi². Mais il faut écrire !

Trotsky (3 septembre 1931)

Avec Nin il semble que tout aille bien. Il a fait une bonne impression à Raymond. Nin à son tour m'écrit que Raymond lui a fait une impression splendide³. Que demander de plus ?

Sedov (18 septembre 1931)

J'ai passé quelques jours avec Andrade. Je t'enverrai demain un rapport sur ce qu'il m'a dit. Je ne veux pas retarder cette carte et le

¹ La lettre de Nin, transformée selon les conseils de Trotsky et parlant de Nin à la troisième personne racontait sa tournée aux Asturies et sa conférence à l'Ateneo de Madrid. Elle était datée du 23 juin 1931 et parut dans *The Militant* du 25 juillet. L'original n'a pas été retrouvé. *The Militant*, 8 août 1931, allait publier "Les erreurs du camarade Maurín", par Nin, rendant leur rupture publique.

² Trotsky voulait absolument savoir si Nin militait en Catalogne. Grylewicz était l'un des dirigeants de la section allemande.

³ Raymond Molinier, qui était un collaborateur de Trotsky, s'était rendu en Espagne. Nin avait écrit à Trotsky le 25 août 1931 qu'il lui avait fait "excellente impression".

courrier par avion s'en va maintenant. Il est très optimiste ; ils ont commencé à travailler sur nos brochures : ils évaluent à plus de 500 le nombre de membres de l'Opposition espagnole ; Nin ne fait rien et ne veut rien faire, c'est le plus gros obstacle. "Il pourrait se tenir à l'écart aussi loin qu'il voudrait car sa popularité est exceptionnelle en Espagne". Il est très dur à l'égard de Nin.

Trotsky (21 septembre 1931)

C'est excellent que tu aies fait la connaissance d'Andr(ade). J'attends de toi des informations détaillées. Quelle impression fait-il ? Ils ont écrit sur lui qu'il était un excellent journaliste. Ce qu'il dit de N(in) est très proche de la vérité. D'après ses lettres, il est impossible de voir en quoi consiste son travail pour l'Opposition. Mais puisque en dépit de tout il soutient nos positions, il nous faut le prendre comme il est : on ne refait pas quelqu'un quand ce serait absurde de se quereller avec lui. De façon privée, on pourrait conseiller à Andr(ade) (s'il est encore avec toi) d'agir de façon plus formelle : les décisions sur le travail de N(in), le SI doit les formuler avec précision et envoyer à Nin un extrait de procès-verbal avec une demande de réponse, puis le lui rappeler encore et encore. Peut-être qu'une telle pression produirait quelque chose.

Trotsky (26 septembre 1931)

Andr(ade) va-t-il rester longtemps à Berlin ou est-il déjà parti ? C'est vraiment splendide que des gens fassent du tourisme pendant une révolution. Nous n'avons pas fait ça. Il a donné un chiffre de 500. Lacroix donne 200. Ce n'est pas pour rien que Nin écrit que les Espagnols en général n'aiment pas les statistiques. S'il est encore là, il faut lui dire nettement que vos aînés, tu peux le lui dire, sont étonnés que des bolcheviks, donc léninistes, donc de gauche, visitent des régions éloignées pendant une révolution. Et en même temps il est sévère à l'égard de Nin.

De ce dernier, j'ai reçu une longue lettre. Il m'assure qu'il se fait une règle de répondre à toutes les lettres qu'il reçoit qu'il en a reçu une de Berlin et qu'il y a répondu. C'est tout à fait possible, écrit-il, que les lettres n'atteignent pas toujours l'Espagne.

Trotsky (27 septembre 1931)

J'envoie une copie de ma lettre à Nin sur la question en discussion d'une fraction "large" ou "étroite". Il faut aussitôt que possible la

traduire en français et l'envoyer à Lacroix, au secrétariat et à Raymond qui a de toute évidence pris là-dessus une position erronée.

Trotsky (8 octobre 1931)

Pas de nouvelles d'Espagne : a-t-on finalement mené les choses à leur terme ? (...) Il semble que Lacroix ait démissionné. Il y a une chose que je ne comprends pas, c'est que Ray(mond) le dit de façon indirecte et sous la forme d'allusions à des raisons connues de lui. Mais n'est-il pas lui-même coupable, puisqu'il s'était prononcé contre une fraction large ? S'il en était ainsi, il faudrait soutenir Lacroix très fermement

Sedov (11 octobre 1931)

Je ne sais rien de la démission de Lacroix. Il y a un ou deux jours, j'ai reçu de lui du matériel : il n'y était pas fait mention de sa démission. Par contre, il écrit qu'il est très malade. On peut avoir beaucoup d'influence sur lui en termes de traitement etc. Son état de santé, comme je te l'ai déjà écrit, selon ce que dit Andrade, est très sérieux.

Trotsky (13 octobre 1931)

Si tu penses que Nin est "intelligent", alors il faut faire pression sur lui précisément sur les questions auxquelles il se dérobe en ne répondant pas clairement.

Sedov (3 novembre 1931)

J'ai reçu une lettre de Shachtman — il vient à Paris pour se reposer deux mois. Comme je peux lui être utile maintenant, il promet de "régulariser" la question à propos du *Biulleten* russe... Tout cela m'ennuie beaucoup : Andrade voyage dans l'Europe entière alors qu'il n'y a pas d'argent pour le *Soviet* ; Shachtman voyage lui aussi et ne donne pas l'argent pour le *Biulleten* (qui est une dette).

Trotsky (10 novembre 1931)

Ecris à Lacroix et envoie une copie à Nin, quelque chose du genre : ce n'est vraiment pas opportun de blâmer Raymond¹. J'étais tout à fait partisan d'un plan pour créer en Espagne un hebdo et j'espérais y participer matériellement au moins en partie. Mais cette possibilité a été renvoyée, pas écartée, renvoyée pour deux ou trois mois après la date

¹ La lune de miel était terminée entre Nin et Molinier qui n'avait pu tenir ses engagements financiers à l'égard du *Soviet*. Nin fulminait.

prévue. Dans ses calculs, Raymond avait aussi pris ma participation comme point de départ. C'est justement pour ça qu'il a présenté à la conférence la résolution sur la transformation de *La Vérité* en hebdo. Ainsi il ne s'agit pas de blâmer la "mauvaise volonté" de l'un ou sa légèreté, mais un concours défavorable de circonstances. Si les camarades espagnols peuvent tenir un à deux mois, nous viendrons à leur secours. S'ils peuvent obtenir un prêt, disons 250 dollars, je m'engage à le couvrir dans la première moitié de janvier. En même temps il nous faut être prêts à faire pression sur Lacroix à propos de son traitement : maintenant, toute pression serait platonique.

Sedov (1er décembre 1931)

Reçu une lettre tout à fait inouïe par son ton et son caractère, de même que par sa stupidité hautaine, des Espagnols impulsifs. Ils osent encore accuser les autres d'être brutaux. Je te joins copie de mes lettres. Moi-même j'ai décidé de ne rien faire sans avoir reçu tes indications car il s'agit malheureusement non d'un Felix ou d'un Mill¹, mais des Espagnols. L'histoire est quand même très affligeante. Je crois qu'il faut leur donner une leçon mais peut-être d'abord les laisser se calmer un peu. Quant à ma "dégradation", il suffit peut-être que le SI envoie les résultats du référendum d'où il ressortira que seuls les Espagnols sont contre. J'attendrai en tout cas ton avis sur cette histoire.

Trotsky (6 décembre 1931)

Ta lettre du 15 novembre à Lacroix est absolument impeccable. Elle rend d'autant plus incompréhensible la lettre de Lacroix². J'attends une réponse de Nin à qui j'ai écrit une deuxième lettre en réponse à celle où, tout en restant sur ses positions, il admet néanmoins qu'il a pu exagérer la "formulation". J'y vois le début d'une reconnaissance de l'essence de la faute. J'espère que tu as très vite envoyé à Lacroix la traduction de ma longue lettre à Nin là-dessus ? (...) Quant à la monstrueuse sortie de Lacroix à ton sujet, pour le moment je conseillerais de ne pas laisser la

¹ Michal Mazliak, dit Felix, et Pavel Okun, dit Mill, s'étaient récemment distingués par leur violence de langage.

² La lettre de Sedov à Lacroix, datée du 19 novembre 1931, était une défense modérée mais ferme de Raymond Molinier expliquant qu'il n'était pas personnellement responsable de l'impossibilité dans laquelle il était de tenir ses engagements. Il suggérait aux Espagnols de trouver un emprunt pour deux mois. Lacroix lui avait répondu en le traitant personnellement de saboteur, en réclamant son exclusion du SI etc.

question se développer, te bornant à envoyer une copie de ta lettre à Lacroix à tous ceux, individus ou organismes, à qui il a envoyé sa lettre. Je ne lui répondrais pas non plus. Il faut là-dessus isoler Lacroix et lui donner une bonne fessée. Pourtant il est évident qu'il est complètement fou.

Trotsky (16 décembre 1931)

Ci-joint copie d'une lettre à Nin. J'ai décidé de tout traiter avec lui tout à fait ouvertement. Il y a encore pas mal de philistinisme dans ce milieu, hélas...

Trotsky (22 décembre 1931) .

Le plan de Mill pour s'assurer un mandat de la section espagnole explique pas mal de choses dans la campagne récente¹. Ecris s'il te plaît tout de suite à Myrtos² et envoie une copie aux Grecs ; s'il s'agit de faire de Mill le représentant de l'Espagne, je vais élever une protestation formelle, non pour des "motifs" personnels mais pour des raisons de principe : pendant la période où Mill était en Espagne, il a manifesté une ignorance complète du contexte et a écrit deux correspondances qui ont cruellement compromis l'Opposition de gauche. Quand je lui ai écrit à ce sujet une lettre indignée, il a fait référence à Nin comme si un membre du secrétariat était un écolier qu'un voisin met hors course avec un mauvais conseil. Mill, sur place, n'a pas vu ce qu'on voyait très clairement de loin. En, cela il a démontré son incapacité politique à représenter l'Espagne. Je n'ai pas soulevé la question en public et m'en suis tenu à la correspondance. Peut-être était-ce une erreur. Mais permettre que Mill représente l'Espagne signifie commencer la pire mascarade et sanctionner les bourdes les plus grossières. Tu peux envoyer à Myrtos la traduction de la partie correspondante de ce paragraphe dans toute sa dureté. Autant que je comprenne, au secrétariat, Myrtos représente Mill et pas l'Opposition grecque ; tu peux aussi lui donner cette opinion de moi si tu la juges convenable.

¹ Mill-Okun, qui, comme secrétaire administratif du SI, s'était discrédité, était en train d'essayer de conserver un poste en se faisant donner un mandat par la section espagnole. Il devait plus tard passer au GPU et lui livrer des documents, mais on ignore s'il en était vraiment "agent".

² Myrtos était le pseudonyme de Rosenzweig, un cypriste britannique qui avait été membre du SI au nom de la section grecque et aussi secrétaire de Trotsky.

Trotsky (25 janvier 1932)

Mill a conclu un accord avec Shachtman pour un voyage d'affaires en Amérique. Ce pourrait être la meilleure des choses, mais les Espagnols s'en sont mêlés et ont donné à Mill un mandat pour les représenter au secrétariat. Cette intrigue était préparée depuis longtemps. C'est un coup fatal pour Mill comme pour les Espagnols. Mais il ne faut pas protester. S'il peut aller à Berlin, qu'il y aille. Il est peu vraisemblable même qu'il s'y décide, car, pour une telle affaire, les Espagnols ne financeront probablement pas. En tout cas, selon moi, nous devons rester purement passifs sur cette question.

Sedov (2 février 1932)

Je t'envoie un extrait de compte-rendu des Belges qui répondent aux Espagnols par un refus qui n'est pas mauvais du tout. Les Espagnols ont envoyé une lettre demandant sur quelle assistance financière ils peuvent compter. Et nous posons la question aujourd'hui au secrétariat. J'aimerais rédiger une réponse de ce genre : des considérations générales sur le fait que l'Allemagne a des besoins, car elle est au centre maintenant et n'a encore rien reçu ; et qu'il existe un espoir de pouvoir envoyer une somme une fois mais que nous ne pouvons nous y engager. Demander ce qu'ils comptent investir eux-mêmes : comptez sur vous, si quelque chose arrive, on fera tout. Je crois que je t'ai déjà écrit que les Espagnols ont une conférence le 27 mars et qu'ils demandent au secrétariat d'envoyer quelqu'un. Comme Mill va probablement y aller, il serait très important d'envoyer un délégué qui se tienne fermement sur notre position. Mais qui ? Qu'en penses-tu ? Les Espagnols demandent une réponse.

Trotsky (4 février 1932)

Je n'ai aucune idée d'où en sont les choses avec les Espagnols et s'ils sont solidaires de Lacroix. Je pense qu'il faudrait les laisser livrés à eux-mêmes quelque temps et qu'il faut conserver des relations correctes de façon formelle. Je ne pense pas que nous pourrions envoyer quelqu'un à leur conférence avec un quelconque succès. Il faut pour cela un camarade qui connaisse l'espagnol, et il n'y en a pas ; avec son français, un émissaire serait condamné à tourner dans un cercle étroit au sommet. Je pense qu'il nous faut rejeter ça et leur envoyer un simple salut du secrétariat international.

Que faire sur le mandat espagnol de Mill ? Ce n'est pas une mince affaire. Les sections qui ont protesté en général contre Mill peuvent

manifeste quelque mécontentement quand sera soulevée la question de Mill en tant que représentant de la section espagnole. On ne sait pas, après tout, comment la section allemande va se comporter. Il est toujours impossible de prévoir quelque chose de la part de la commission exécutive française : ils ont toujours quelque surprise. Dans ces conditions, il ne reste que la section russe. Quelle devrait être notre attitude ? Après avoir pris acte de cette candidature, il nous faudrait présenter une résolution du genre : "Le camarade Mill a été pendant plusieurs mois le représentant, sinon formel du moins réel, de l'Opposition russe au secrétariat international. Pendant ce temps, il a manifesté sa totale absence d'intégrité principielle, une incompréhension des objectifs et obligations du secrétariat et une tendance à s'inspirer de motifs et d'influences personnelles, et finalement, une absence totale d'ordre dans le travail pratique. L'Opposition russe se sent contrainte d'enlever sa confiance au camarade Mill. Considérant qu'il est impossible de protester formellement contre la délégation par les Espagnols du camarade Mill au secrétariat, la section russe cependant désavoue d'avance toute responsabilité pour le camarade Mill dans le secrétariat". Ce pourrait être suffisant .

Trotsky (9 février 1932)

Une autre lettre de Lacroix. Je pense ne pas lui répondre à lui, mais au comité central de l'Opposition espagnole, leur expliquant quelques questions de la manière la plus calme et envoyant une copie aux autres sections. (...) Il demande l'organisation d'un sous-secrétariat espagnol (pour le Portugal et l'Amérique du Sud). C'est un plan absurde qu'il faut repousser poliment et de façon très pratique, mais de façon décisive en essence. J'exprimerai mon opinion dans une lettre au centre espagnol.

Sedov (10 février 1932)

Lacroix dépasse toutes les limites. Ses dernières lettres à Frank ne sont plus les délires d'un psychopathe, mais un comportement de voyou qu'il faut arrêter. J'ai peur que ce garçon ne dépasse Landau. Je n'ai aucun doute qu'il ne restera pas longtemps chez nous¹. Well a rédigé une lettre pour les Espagnols — offre d'argent. J'envoie aux Espagnols la résolution de la direction allemande — ce qui arrêtera toute sympathie possible

¹ Sedov ne se trompait pas, dès l'année suivante, Lacroix allait tenter de se vendre au PCE puis au PSOE.

pour Lacroix-Well. D'un autre côté, il ne fait pas de doute qu'en répondant en son nom, Lacroix abandonnera Well.

Trotsky (13 février 1932)

Pour la conférence des Espagnols, j'ai déjà écrit que l'envoi de quelqu'un ne me paraissait ni faisable ni très avisé. Que faire à cette conférence si on ne parle pas l'espagnol ? On va avoir affaire exactement aux mêmes Lacroix, Nin et Andrade. En appeler à la conférence par-dessus leur tête sans connaître la langue serait très difficile. Les dépenses du voyage seront considérables. En outre, un émissaire devrait avoir à exprimer son opinion sur toutes les questions politiques espagnoles. Où pouvons-nous trouver un tel expert de l'Espagne ? C'est mieux de les laisser à eux-mêmes un certain temps. (...) Souza a écrit à Oskar (Fischer)¹ que Mill devrait peut-être être envoyé à Berlin pour rejoindre le secrétariat. Depuis que les Allemands se sont prononcés contre, la question a été simplifiée. Il nous faut espérer que les Français aussi parleront contre. Ma lettre aux Espagnols posera carrément la question (j'ai un peu hésité là-dessus car je ne savais pas exactement ce que serait le vote des Allemands). Maintenant, il faut aller jusqu'au bout. Pour sa part, Oskar a écrit à Souza qu' "il était mieux pour Mill de ne pas accepter le mandat espagnol". Je me suis exprimé plus nettement encore avec Oskar. Avec l'indécision de Well², l'entrée de Mill signifierait encore plus d'atermoiements. Nous n'avons pas besoin de ça.

Trotsky (16 février 1932)

La question sur la conférence espagnole est importante et troublante. Peut-être faudrait-il réellement y envoyer quelqu'un. Mais un seul, ce n'est guère. L'atmosphère sera telle qu'un homme seul sera incapable de rester ferme, lâchera une fausse note, etc. S'il faut envoyer quelqu'un, alors deux au minimum. La meilleure combinaison serait Erwin (Ackerknecht) et Jan (Frankel). Jan est nécessaire, ne serait-ce que parce qu'il est au courant de toute l'histoire de l'Opposition espagnole,

¹ Souza était l'un des pseudonymes d'Alfonso Leonetti, ancien compagnon de Gramsci, membre du SI. Oscar Fischer était le saxon Otto Schüssler, à l'époque secrétaire de Trotsky.

² Well était l'un des pseudonymes de l'agent du GPU infiltré dans l'Opposition de gauche et membre du SI Ruven Sobolevicius. Il n'est pas douteux que Trotsky se trompait du tout au tout en parlant de son "indécision".

familier avec toute la correspondance, etc. Lacroix semble aussi convoquer Frank de Paris. Si on peut dépenser quelques centaines de marks supplémentaires, alors il faut y aller à trois : Erwin, Jan et Frank. Ce serait une délégation sérieuse qui aurait reçu du secrétariat les pleins pouvoirs nécessaires. Un des trois se désignant comme président de la délégation. Si Jan en est, il lui faudra aller d'abord à Berlin, bien entendu. Il est tout à fait clair que Lacroix ne peut que mener l'Opposition espagnole à l'abîme. Une conférence proche peut en ce sens le prouver de façon décisive. Je vois que ma première idée était mauvaise. Mais il est aussi impossible d'envoyer un seul. Il faut deux au minimum, le mieux serait trois.

Sedov (16 février 1932)

Ta lettre aux Espagnols est arrivée hier. Elle est transcrite et va être traduite tout de suite. Le passage que tu as écrit sur les camarades qui décrivent la lutte intellectuelle internationale comme des "chamaileries" et où tu fais toi-même allusion à Well (portant à son apogée le type Well) est peut-être trop raide. J'ai peur que le psychopathe ne réagisse comme d'habitude et pire encore (je pense à Lacroix).

Trotsky (27 février 1932)

Si la conférence espagnole est déjà le 23, qu'y a-t-il à faire pour ses thèses et résolutions ? Où sont-elles publiées ? Après tout, nous avons une règle que les projets de thèses doivent être publiés un mois ou deux avant dans la presse internationale. Pourquoi n'est-elle pas respectée ? Peut-être devrait-il y avoir une expression officielle de regret au nom du secrétariat sur le renvoi de la conférence à plusieurs semaines pour permettre aux sections étrangères d'exprimer leur opinion sur les projets de résolutions ?

Trotsky (11 mars 1932)

Sur Lacroix, j'ai récemment reçu de lui deux documents que tu as reçus aussi. L'un polémique contre ma lettre, l'autre porte sur la conférence. J'ignore lequel des deux est le pire ; le deuxième, avec son ton condescendant-élogieux, on a envie de dire flagorneur, est plus répugnant encore que le premier. Je pense que chez lui tout découle de son hystérie politique. Son idée de venir ici me semble mauvaise. D'abord il n'y a pas ici de cure balnéaire et deuxièmement, même s'il restait ici, cela ne serait que pour quelques jours. L'essence de la question n'est

nullement dans le rapport entre Lacroix et Prinkipo. Pour moi, il est tout à fait clair que Lacroix se rendra très vite impossible dans la section espagnole elle-même. Il a déjà essayé plusieurs fois de rompre avec Nin. Il est foncièrement incapable de travailler en équipe. Dans un petit groupe, il est capable de commander, mais il est organiquement incapable de diriger une organisation. Revenant de Prinkipo après une réconciliation, il calculera qu'il a assuré ses arrières et se livrera à de telles gesticulations que toute la péninsule ibérique prendra feu. Les oppositionnels espagnols me rendront plus ou moins responsable de la frénésie de Lacroix, exactement comme nombre de Français ont pensé et pensent encore que je soutiens toutes les extravagances de Raymond. Mais les choses sont bien plus aiguës avec Lacroix qu'avec Raymond. Je pense que nous devons prendre un autre chemin et précisément celui-ci : attendre que Lacroix se heurte à la résistance de sa propre organisation et appelle le secrétariat au secours. Nous n'en sommes pas loin. Alors il sera possible d'intervenir avec un grand succès, surtout si la "troïka" réussit à gagner l'Espagne, éclaircir les groupements de personnes, etc .

Trotsky (12 mars 1932)

Ma brochure, *L'Allemagne est la clé*, n'a évidemment même pas été publiée en Espagne. J'ai envoyé le manuscrit à Nin, et reçu de lui une lettre effrayée : ma formulation sur l'Espagne, dit-il, diverge de la formulation sur la question de la période Kerensky. Je lui ai donné quelques éclaircissements là-dessus (sans doute les as-tu reçus). Lacroix m'a alors écrit que la brochure allait sortir et qu'il m'en enverrait deux exemplaires. Depuis, pas un murmure. Ce serait bien que la délégation éclaircisse cela aussi. S'il est vrai qu'ils n'ont pas publié cette brochure, alors cela montre le peu d'intérêt qu'ils ont pour ce qui est au-delà des Pyrénées. Il faut tirer au clair cette question avec tact, sans vacarme, mais fondamentalement, comme une preuve. Ces gens méritent une sévère leçon.

Sedov (15 avril 1932)

Il y a à Berlin un sympathisant espagnol. Il était en Russie pendant l'émigration. Maintenant ils empêchent sa femme de rentrer en Espagne. Il était totalement désespéré, a tenté de faire un pogrom dans le consulat, déclenché un scandale dans la presse, etc. Je lui ai parlé dans son propre intérêt, car, sur cette question, je pense qu'un tel scandale est politiquement sans intérêt pour nous. Ton opinion ? Soit dit en passant, cet Espagnol (Alonso), sur les conseils de l'inimitable Lacroix,

a écrit une lettre d'insultes menaçante, à Moscou — au haut commandement. Grâce à ce texte idiot, sa situation s'est aggravée alors que ses menaces ne sont que des paroles creuses. J'espère faciliter le lien avec Madrid grâce à cet Espagnol. Il parle et écrit le russe de façon tout à fait décente. Il a vu le *Biulleten* ici **pour la première fois** (Lacroix n'avait pas eu le temps de le lui passer).

Sedov (25 avril 1932)

Je t'envoie (...) une copie d'une lettre aux Espagnols (à laquelle il fallait répondre). La principale question — Rosmer, Landau, etc — n'a pas été abordée puisque jusqu'à présent nous n'avons pas réussi à établir dans aucun document que les Espagnols parlaient d'inviter tous ces groupes. Quelle est ta position vis-à-vis du changement de nom des Espagnols (la GAUCHE COMMUNISTE) ? Je ne pense pas que cela vaille la peine de nous lancer dans une polémique là-dessus, mais le changement de nom est caractéristique en liaison avec la question des deux partis : les Espagnols ne veulent pas être une "opposition", mais un "groupe indépendant". Dans leurs textes, il y a des déclarations très alarmantes (et prétentieuses) sur ce thème. L'as-tu remarqué ?

Trotsky (2 mai 1932)

Le changement de nom des Espagnols est une forme pour prendre leurs distances avec nous. Je ne connais pas les détails. Il est très possible que ce soit justement cette question que nous aurons à prendre comme point de départ pour notre critique contre eux. Il y a longtemps que je n'ai pas lu leurs documents.

Trotsky (13 juin 1932)

La Ligue française a envoyé aux Espagnols une lettre pleine de tact sur la question du changement de nom, etc. A-t-elle été distribuée aux autres sections ? Il me semble essentiel d'en distribuer une copie afin d'intéresser tout un chacun d'avance à leur explication. La réplique des Espagnols doit également être correctement distribuée. De cette façon, la clarification avec eux sera lancée sur une base internationale et il leur faudra donner des réponses principielles à des questions principielles.

Trotsky (22 septembre 1932)

Dans mon article sur les korniloviens espagnols et les staliniens qui a été envoyé mercredi¹, il y a un élément de polémique prudente contre Nin et peut-être d'autres aussi. Je ne suis pas certain que le compte rendu de la *Pravda* sur les oppositionnels espagnols qui assuraient en janvier que la révolution était finie soit faux. La fait est que Weisbord², après une conversation avec Nin m'écrit une lettre pas mal excitée : il dit que Nin considère la révolution comme finie. Quant à Lacroix, sur les grandes questions, il a généralement tendance au pessimisme sinon à l'opportunisme, qui sont néanmoins très proches l'un de l'autre.

Trotsky (25 septembre 1932)

Je ne pense pas qu'aucune décision d'organisation comme le transfert du centre à Barcelone puisse produire quoi que ce soit de solide avant qu'on en ait fini avec la crise politique de l'organisation. Tu devrais essayer de prendre contact avec Nin et même de lui demander directement : croit-il possible de soutenir la dernière lettre de Lacroix³?

Trotsky (28 septembre 1932)

J'ai déjà écrit à propos des Espagnols. Le transfert du centre à Barcelone ne constituerait une issue que si Nin était politiquement plus digne de confiance que Lacroix. Mais en fait il a passé tout son temps à chercher des occasions ou des justifications pour échapper aux tâches d'organisation et même au travail politique quotidien. Lacroix ne peut pas être éliminé d'en-haut : cela ferait une impression extrêmement désagréable. Nous devons veiller à ce que ce soient les Espagnols qui

¹ L'article était titré "Ispanskie kornilovtsy i ispanskie stalinty" et, daté du 20 septembre il allait paraître dans le *BO* n°31. Après avoir cité la *Pravda* du 9 septembre écrivant que les trotskystes "disent que ma révolution était battue et que la période des défaites est venue", Trotsky écrivait : "S'il existe en Espagne des révolutionnaires qui, en janvier de cette année, se préparaient à enterrer la révolution, ils n'ont et ne peuvent rien avoir de commun avec l'Opposition de gauche. Un révolutionnaire ne peut reconnaître que la révolution est terminée tant que lorsque des indices objectifs ne laissent plus de doute. Seuls de pitoyables impressionnistes et pas des bocheviks-léninistes peuvent faire des prédictions pessimistes sur la seule base du refroidissement des esprits".

² Le jeune oppositional américain Albert Weisbord avait rendu visite à Trotsky et entretenait avec lui une correspondance.

³ La démission de Lacroix avait été remise le 30 octobre et le plénum exécutif de Madrid avait décidé le tranfert du "centre" à Barcelone.

l'éliminent. La route vers cet objectif est longue, mais il faut nous y faire. Je n'ai pas fait d'objection au voyage belge¹. Mais tout cela, ce ne sont que des mesures préparatoires.

Trotsky (3 novembre 1932)

La campagne concernant les Espagnols ne peut être menée à bien que dans un contexte de critique théorique et politique. C'est avec cet objectif que j'ai écrit un article contre Nin (sans le nommer). Cet article n'est paru nulle part. Il faut l'imprimer même si ce n'est que dans le *Biulleten*. La question est trop importante. Soit dit en passant, est-ce que Nin t'a répondu ? Où est-il ? Mes lettres de ces derniers mois me sont toutes revenues².

Sedov (24 septembre 1932)

Comment as-tu l'intention de répondre à Nin (et Maurín) concernant ton inclusion dans la liste de leurs collaborateurs³ ? Est-ce que cela n'indique pas aussi une certaine évolution dans l'organisation de Maurín ? Est-il impossible de faire quelque chose là aussi ?

Tes soupçons sur Nin ne sont pas confirmés. Comme la NOI, comme Vitte et d'autres il ne veut pas, en fait il ne peut pas, rompre avec nous. Dans la question de la transformation du secrétariat en représentation des sections, Nin a réagi par quelque chose qui ressemblait à un salut.

Je pense qu'il faut faire un nouvel essai avec Nin : l'inviter, le voir. S'il ne nous quitte pas et que notre destin est de rester sous le même toit que lui, il vaut mieux trouver un terrain d'entente. Sans faire un fétiche de ces rencontres, je considère que ce serait utile : au moins cela éclaircirait la situation⁴.

¹ Il était maintenant question d'envoyer à la conférence espagnole une délégation belge avec Léon Lesoil, une autorité morale dans le mouvement.

² Nin avait été arrêté et incarcéré à Algésiras.

³ Le BOC de Maurin avait commencé à Barcelone la publication d'un quotidien, *Adelante*. Il annonçait la publication d'articles de Trotsky, mais aussi des "capitulards" Radek et Préobrajensky.

⁴ De même qu'il n'y avait aucun Espagnol à la conférence de Copenhague en 1932, de même il n'y eut aucun visiteur venu d'Espagne et de la section, ni à Royan, ni à Barbizon.

Sedov (5 octobre 1933)

Lacroix est passé au parti socialiste Caballero¹ !

Sa longue lettre est imprimée (en traduction) à la première page d'*El Socialista*². C'est Nin qui l'a envoyée.

¹ Francisco Largo Caballero, ancien réformiste, était devenu le chef de file de la gauche du parti socialiste et l'année suivante, Trotsky allait proposer aux trotskystes d'entrer dans le PSOE. L'expression de "PS Caballero" et le "!" révèlent chez Sedov une relative ignorance de la question espagnole.

² La lettre de Lacroix, titrée "Retour au marxisme" fut imprimée en première page du journal socialiste du 29 septembre 1933. A. Durgan a montré qu'il avait d'abord cherché à monnayer ses services auprès du PC.



LES DEPARTS

Ante Ciliga (1898-1992)

Ante Ciliga est mort l'an dernier, pas loin d'être centenaire. Il était né le 20 février 1898 en Istrie, province croate de l'Autriche-Hongrie. Il fit des études secondaires puis universitaires, s'éloignant un peu à la fin de la guerre de son nationalisme initial pour devenir socialiste. Il alla en Hongrie au moment de la révolution et en revient très critique de gauche des communistes. Membre du PS croate, il en anime la fraction de gauche qui fonde le PC en 1920. Devenu Italien avec le traité de paix, il milite en Italie ce qui lui vaut plusieurs mois de prison. Il milite dès lors en émigration et devient membre du CC pour la Croatie, puis la Yougoslavie, ce qui l'amène à s'installer de nouveau à Zagreb où il dirige *Borba*. Il est alors dans la ligne au milieu des luttes fractionnelles, est expulsé de son pays comme... étranger et est appelé à Moscou.

C'est là qu'il devient membre de l'Opposition de gauche, constituant à Moscou un groupe clandestin de cette dernière avec des Russes et des Yougoslaves dont la première femme de Tito. Arrêté en 1930, il, est emprisonné à l'isolateur de Verkhnéouralsk où il participe à la vie du "collectif bolchevik-léniniste" dont il fera une description caricaturale après sa libération. Il proclame que l'URSS est un "capitalisme d'Etat" et rompt avec les trotskystes. Libéré en 1935 à cause de sa nationalité italienne, il prend contact avec Trotsky, publie ses souvenirs d'URSS qui s'ordonneront dans son livre *Au pays du Grand Mensonge*.

Quand il rompt avec Trotsky et les siens, ce "gauchiste" évolue rapidement vers la droite en passant par la social-démocratie. En 1940, il avait brisé toute attache avec le marxisme et le mouvement ouvrier. Il revint en Croatie après la prise de pouvoir des oustachis d'Ante Pavelic, fut professeur d'université. Il se rendit même librement à Berlin en 1944. Il vécut l'après-guerre à Paris, puis Rome, vivant d'anti-communisme et de dénonciations des "bourreaux de Cronstadt".

Philippe Bourrinet, spécialiste de l'extrême-gauche, vient de lui consacrer un petit opuscule biographique intéressant mais dans lequel il se permet malheureusement les amalgames les plus grossiers entre Trotsky et Staline, à la mode de Moscou et du *Figaro*. Dommage qu'en traitant sérieusement un sujet sérieux, Bourrinet, lui-même sérieux, se permette de se moquer du lecteur par ses affirmations à la mode en marge de la question traitée. Il a probablement raison de voir en Ciliga un repenti socialiste revenu au nationalisme à tout crin. Peut-être y avait-il en outre une réelle décomposition morale de l'homme qu'il hésite à constater.

Grace Carlson (1906-1992)

Grace Carlson est morte à Madison, Wis, le 7 juillet 1992. Elle était de la génération du "grand soulèvement". Docteur en psychologie, elle était au début des années 30 professeur à l'Université du Wisconsin, s'engagea dans le travail syndical puis rejoignit les trotskystes du SWP en 1936, ce qui lui valut d'être inscrite sur la "liste noire" et sans travail pendant presque vingt ans. Plusieurs fois candidate pour son parti aux élections municipales et législatives, elle fut poursuivie en 1941 et convaincue de "tentative de renverser le gouvernement des Etats-Unis", avec 17 autres membres du SWP. Elle purgea 13 mois de prison en 1944-45. En 1952, elle démissionna soudain du SWP et se retira de toute activité, annonçant qu'elle revenait à la foi catholique de son enfance, ce qui correspondait à la recherche d'un abri. Ses camarades dirent alors qu'elle avait été brisée par les persécutions qui s'étaient abattues sur elle depuis qu'elle les avait rejoints. Ils trouvèrent pourtant, dans les années qui suivirent, sa porte toujours ouverte et son esprit toujours curieux.

Pierre Naville (1904-1993)

Pierre Naville est mort le 24 mars 1993 à Paris. Il était né à Genève le 1er février 1904. Il appartenait à une dynastie bourgeoise protestante. Son père était banquier et protestant, sa mère d'une famille catholique. Le jeune garçon fut élevé, nous dit Victor Serge, pour être Beethoven ou

Lénine. La famille baignait dans un milieu intellectuel : André Gide et son père étaient amis personnels et le jeune Pierre connu plus d'un esprit distingué qui le prenait au sérieux. Il fit ses études secondaires à la fameuse Ecole Alsacienne, qui était sans doute l'un des établissements privés les plus huppés de Paris et s'inscrivit à la Sorbonne, en philo, à 18 ans. Il se rappelait que, quelques années auparavant, en tant que membre de la famille du patron, il avait été appelé à remettre des médailles de "vieux travailleurs", avec l'aide d'une assistante sociale, nommée Marguerite Thévenet, la future Marguerite Rosmer.

Nous ne reprendrons pas ici son itinéraire d'écrivain et théoricien surréaliste ni son travail de sociologue, mais seulement son itinéraire politique. C'est à la Sorbonne qu'il rencontra deux jeunes gens déjà frottés de marxisme et pas encore "staliniens", les jeunes Georges Politzer et Henri Lefebvre et peu après la guerre Benjamin Péret déjà antimilitariste. Son activité littéraire à *l'Oeuf dur* et à *La Révolution surréaliste* que publie le groupe de Breton en fait l'un des hommes en vue du mouvement surréaliste. En 1925, il se lance dans l'étude de l'œuvre de Karl Marx et lit tout ce qu'il peut trouver de Lénine ; la même année, les débuts de son service militaire sont mouvementés et il est menacé du "falot", le conseil de guerre. En 1926 il adhère aux JC puis au PC et devient secrétaire des Etudiants communistes. Dirigeant la revue *Clarté*, il s'efforce d'en faire un instrument d'éducation communiste dont la pointe est tournée contre Henri Barbusse et la mélasse de la philosophie qui inspire son *Jésus*. Puis il publie les écrits de Victor Serge sur la Révolution chinoise, popularisant les critiques de l'Opposition de gauche. Venu avec Gérard Rosenthal (dit Francis Gérard), son *alter ego* depuis les années 20, pour le 10^e anniversaire de la révolution russe, avec l'appui de Rakovsky, ambassadeur à Moscou, il rencontre Trotsky, Préobrajensky, Zinoviev, Radek et revient convaincu qu'il faut diffuser les idées de l'Opposition de gauche ; ce qu'il va faire.

Il fait campagne en France contre l'exclusion de Trotsky, participe sur ce point aux activités du *Bulletin communiste* et de *Contre le Courant*. Exclu du PC en février 28, il transforme *Clarté* en *La Lutte de Classes*, adresse un appel au VI^e congrès de l'IC. Il milite quelque temps à Paris au cercle communiste Marx et Lénine fondé par Souvarine puis, à partir du 15 août 1929, rallie l'entreprise de *La Vérité*, à l'initiative de Rosmer, qui y représente Trotsky et dont il est le troisième élément avec les anarcho-syndicalistes de Rosmer et les communiste d'opposition de Raymond Molinier. Il va très vite se heurter à ce dernier et leur hostilité provoquera crise sur crise au sein de la "section française". Lié à Rosmer,

bête noire de Molinier, il est écarté de la direction dans un premier temps, fustigé comme "navilliste" et complice de Rosmer dans le parti, de Landau et de Nin dans l'opposition internationale, présenté comme un intellectuel refusant d'agir. Il tient bon. Il refuse en 1934 la politique "entriste", du "tournant français", l'entrée dans la SFIO. Il s'y rallie quelques semaines plus tard, maintient dans la SFIO un groupe indépendant du GBL de Molinier. Lors de la grave crise de 1935-1936, Naville conserve avec lui une fraction du GBL, les JSR gagnées contre le PS. Il va en sortir le POI, qui s'oppose au PCI de Molinier. Au moment de l'enquête sur les Procès de Moscou, il a de vifs conflits avec Lev Sedov, fils de Trotsky. Il a dès cette époque de vifs conflits avec lui aussi à cause du collaborateur de ce dernier, Zborowski-Etienne qu'il soupçonne à juste titre d'être homme du GPU planté dans l'Internationale et qu'il réussit à écarter de la conférence de fondation. Il participe aux deux conférences d'où naît, en 1936 et 1938, la IVe Internationale.

Mis en dehors du parti et de l'Internationale après son refus de l'entrée dans le PSOP, scission pivertiste de la SFIO dirigée par Marceau Pivert, Naville n'y reviendra pas. Prisonnier pendant la guerre, libéré à cause de son état de santé, il se remet au travail intellectuel. Il milite après la guerre brièvement au PS unitaire, puis à l'UGS et enfin au PSU et appartient à son comité national. Mais son action militante n'a plus l'envergure qu'elle avait quand il combattait pour fonder et implanter la IVe Internationale. Doué d'une mémoire exceptionnelle, notamment des idées, Naville était un puits d'informations et un merveilleux conteur. Les historiens et militants qui se trouvaient à Follonica n'oublieront jamais le "salon" qu'il tenait pour eux le soir dans le hall de l'hôtel et où l'on apprenait plus que dans les livres alors parus. Naville a finalement beaucoup apporté et les traits qui lui étaient propres - une attitude un peu "aristocratique" ont sans doute empêché que mérite lui en soit rendu.

Nous avons reçu juste après la publication de la notice biographique sur Edmund Samarakoddy une brochure réalisée sur lui par notre ami Paolo Cosciola, du Centre d'études Pietro-Tresso, Via Virenze 18, 06034 Foligno (Italie), 3 000 lire ou 15 f.

REVOLUTIONARY HISTORY

The current issue of *Revolutionary History* is an intensive study of the activities of the Trotskyist movement during the Bolivian Revolution of 1952, with articles by Pierre Broué, Guillermo Lora, Liborio Justo, José Villa and others. The next issue will be a study of the Trotskyist movement in South Africa, which is being assembled under the guidance of the noted South African revolutionary and scholar Baruch Hirson.

Price (including postage) is UK: £3.50 each, £7.00 for both, Europe: £4.00/£8.00, elsewhere: £5.00/£10.00. Cheques or International Money Orders in Pounds Sterling, made payable to Socialist Platform Ltd.

Revolutionary History, BCM 7646, London WC1N 3XX

TROTSKY

Pierre
Broué



Fayard

Pendant plus de 30 ans
Pierre Broué a patiemment rassemblé,
consulté, interrogé
les écrits publics et privés de Trotsky,
les témoignages
de ceux qui l'ont approché.

Avec l'exigence de l'historien
et la passion du militant
Pierre Broué fait revivre Trotsky
dans toute son humanité.

Il reste encore
quelques livres
de la souscription
faite en octobre 1988
au prix de 158 frs +
22 frs de port.

Les N^{OS} 32 et 33 des
Cahiers Léon Trotsky
ont été réunis en
livre, avec une
préface de
Pierre Broué,
une bibliographie et
des index des noms
et des matières.

Les *Cahiers Léon Trotsky* proposent cet ouvrage d'introduction et de complément indispensable à la lecture des Oeuvres de Trotsky (nouvelle série) à des conditions exceptionnelles à leurs abonnés et à leurs lecteurs.

Damien DURAND

OPPOSANTS A STALINE

l'Opposition de gauche internationale
et Trotsky
(1929 -1930)



Prix en librairie :
150 frs

Prix C.L.T. :
98 frs +
10 frs de frais de
port.


Trotsky, expulsé d'U.R.S.S., arrive en Turquie en février 1929.

C'est un tournant décisif du mouvement communiste en pleine crise. En Union soviétique, les opposants de gauche sont en prison, dans les camps, « déportés » par milliers, à l'étranger, exclus des partis communistes.

Pour redresser l'Internationale communiste et ses partis, contre la dégénérescence bureaucratique de la révolution russe : tel est le combat des communistes de gauche, qui tendent à se regrouper en fraction internationale, l'Opposition de gauche internationale.

Trotsky tout en regroupant, structurant et délimitant l'Opposition, poursuit sa réflexion sur l'évolution de l'U.R.S.S. à travers de nombreux articles et livres.

Les articles de Trotsky — lettres, textes, journaux —, des thèses, des photos, ont permis à Damien Durand de reconstituer cette première bataille d'une opposition communiste à Staline

par  Achevé d'imprimer,
avec les films fournis,
en juin 1993
IMPRIMERIE LIENHART
à Aubenas d'Ardeche

Dépôt légal juin 1993
N° d'imprimeur : 6372

OEUVRES DE LÉON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *OEuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des oeuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I, II et III : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des OEuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10^e) et de la Brèche, 9 rue de Tunis, Paris (11^e).

ISSN 0181 - 0790

Prix : 80 F

Cahiers Léon Trotsky □ Institut Léon Trotsky